

CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

RÉUNION EXTRAORDINAIRE

Séance du 2 Juin 1938

	Pages
Conseil Municipal :	
Commission des Services Publics. — Délégation Janssens	263
Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques. — Délégation Bataille	264
Séance. — Président, Charles Saint-Venant	174
Secrétaire, Léon Treels	174
Délégations. — Conseil de Perfectionnement de l'Ecole Pratique Baggio. Vercier	264
Conseil de Perfectionnement de l'Ecole Pratique Valentine Labbé, Corbu	264
Subventions. — Ligue du Nord de Basket-ball. Tournoi international de Basket-ball	174
Ligue du Nord d'Athlétisme. Course de relais à travers Lille....	174
Subsides à diverses associations pour participation à des congrès. Exercice 1937. Ratification	210
Union Fédérale des Syndicats des Maîtres-artisans Coiffeurs de France et des Colonies. Congrès national	246
Société de Secours Mutuels des Voyageurs et Employés de Lille et du Nord de la France. 75 ^e Anniversaire	246
Prix littéraire de la Ville de Lille et des Amis de Lille.....	236

Funérailles. — Eugène Pouillaude, conseiller municipal. I) crédit,	
II) concession à perpétuité	175

Baux :

Immeubles communaux. — Occupations temporaires. Homologation.....	176
Terrains communaux. — Occupations temporaires. Homologation	177

Contentieux :

Autorisations d'ester. — Chaize, Gagedois et Follet.....	248
Mutuelle du Commerce et de l'Industrie. Occupation des usines de la Compagnie Lilloise de Moteurs	178
Honoraires d'avocats et d'avoués. — M ^e Defert. Règlement	181
M ^e Rombaut. Règlement	181
M ^e Toison. Règlement	181
Transactions. — Accident, Lecupre, paveur. Admission en recette	179
Dégâts. Immeuble, 50 rue Manuel. Admission en recette	179
Palais Rameau. Admission en recette	180
Marché de Wazenmes. Admission en recette	180
Poteau oriflamme. Admission en recette	179
Appel devant le Tribunal Civil de Lille. — Expropriation Sieuw. Frais d'expertise	249

Fêtes et Cérémonies :

Grande Kermesse. — Feu d'artifice. Marché Etablissements Ruggieri	178
Exposition du Progrès Social. — Convention	240

Administrations diverses :

Guerre. — Allocations militaires. Armée active. Avis	265
Réservistes. Avis	265-268

Bâtiments Communaux :

Programme des Grands Travaux. — Etablissement de projet. Ecole mater- nelle Jean Bart. Agrandissement. Avance sur honoraires.	245
Révision des marchés administratifs. — Honoraires des architectes.....	244

	Pages
Assurance contre l'incendie. — Refonte de la police particulière des bâtiments communaux	246
Tables sur tréteaux. — Marché Léo Wiart et Cie	235
Ecoles primaires élémentaires. — Fourniture de mobilier. Réception définitive	191
Groupe scolaire du Faubourg d'Arras : Bracke-Desrousseaux. — Vestiaires métalliques. Marché Montaigne et Fils	235
Eglise Saint-Etienne. — Remplacement de recouvrements en zinc. Partici- pation du Culte	250
Bains, boulevard de la Liberté. — Remplacement de dalles en verre. Réception et décompte définitifs	186
Installation d'un appareil de signalisation pour faciliter la remontée des baigneurs. Marché Potigny	230
Monument historique. — Vieille Bourse de Commerce. Restauration	252
Immeubles :	
Achat de terrains. — Béthune, 10-12 (rue de). Substitution de vendeur. Société Vanderhagen Frères	184
Epinette 89 (chemin de l'). Scoufflaire-Loy	182
Epinette 97 (chemin de l'). Cornil-Lequin	182
Epinette 99 (chemin de l'). Baele-Vanhoutteghem	183
Echange de terrains. — Rue Armand Carrel, contre : a) le sol de l'actuel dépôt des Archives ; b) le sol des avant-corps du Palais de Justice. Reconstruction des Archives Départemen- tales	185
Expropriations. — Malpart 27 (rue). Avis après enquête parcellaire	248
Malpart 33 (rue). Avis après enquête parcellaire	248
Malpart 41 (rue). Avis après enquête parcellaire	248
Paris 279-281 (rue de). Appel. Frais d'expertise	249
Pierre Legrand 150 à 152 (rue). Avis après enquête parcellaire..	186
Eviction de locataire. — Paris 182 (rue de). Indemnité Veuve Descar- pentries	245
Tramways :	
Compagnie l'Electrique Lille-Roubaix-Tourcoing. — Modification des voies de tramways rues Eugène Jacquet et Rabelais	250

	Pages
Voirie :	
Vente de pierres. — Admission en recette	197
Fourniture de liant. — Marché Cimenteries de Biache Saint-Vaast	188
Réseau routier intérieur de la Cité Hospitalière. — Raccordement à la circulation générale	256
Trottoirs. — Travaux de reconstruction. Réception définitive	187
Canaux :	
Syndicat de Dessèchement des Marais de la Haute-Deûle. — Renouvellement de la convention	229
Pavages :	
Trottoirs. — Travaux de reconstruction. Réception définitive	187
Propreté Publique :	
Vente d'un cheval. — Admission en recette	197
Théâtres Municipaux :	
Compte d'exploitation. — Saison 1937-1938	189
Exploitation des vestiaires et water-closets ; vente de bonbons. — Prorogation de la convention Jongmans	188
Enseignement des Beaux-Arts :	
Fondation Doutrelon de Try. — Amortissement de titres. Remploi	198
Enseignement Secondaire :	
Lycée Fénelon. — Internat. Nouveaux tarifs de pension et demi-pension.	
Avis	194
Budget supplémentaire 1938. Avis	193
Compte administratif 1937	192
Enseignement Technique :	
Ecole pratique Baggio. — Conseil de perfectionnement. Délégation :	
Vercier	264
Cantine. Fourniture d'épicerie. Révision du marché. Gautier..	194
Ecole pratique Valentine Labbé. — Conseil de perfectionnement. Délégation :	
Corbu	264

Enseignement Primaire :

Ecoles municipales. — Livres et fournitures classiques ; matériel d'enseignement ; livres de prix. Année 1939. Adjudication. Cahier des charges	191
Ecole maternelle Paul Broca. — Création de classe	191
Institut départemental des Sourds-Muets et Aveugles de Ronchin. — Bourse Deceulener	192

Assistance :

Familles nombreuses	270
Femmes en couches	268
Vieillards, infirmes et incurables. — Assistance à domicile.....	271
Allocations complémentaires	276
Hospitalisation	275
Assistance médicale gratuite	277

Hospices :

Cité Hospitalière. — Réseau routier intérieur. Raccordement à la circulation générale	256
Hospice Comtesse. — Fondation Desmet. Lits vacants. Admission Albert Fouan et Auguste France	282
Location de terrain, 117 rue Meurein. — Avis	196

Œuvres diverses :

Fonds municipal de Chômage. — Augmentation du taux des allocations..	233
Secours aux familles des chômeurs malades ou décédés.....	234
Colonie scolaire de Wormhoudt. — Fournitures diverses. Marchés.....	251
Compte de gestion en matières 1937	196

Recettes :

Dommages de guerre. — Sommes touchées sur titres de créance. Admission en recette	197-198
Plus-values de centimes extraordinaires pour amortissement d'emprunts. — Exercice 1937. Désaffectation	201
Cotes irrécouvrables. — Divers produits communaux. Admission en non-valeur	199

	Pages
Désinfections. — Chambres d'hôtels, chambres de domestiques et d'ouvriers logés. Modification de la taxe	234
Bains boulevard de la Liberté. — Leçons de natation. Modification du tarif	230
Dépenses :	
Crédit supplémentaire. — Insuffisance de crédits. Exercice 1937.....	263
Dépenses imprévues. — Exercice 1937. Emploi du crédit. Ratification..	216
Dettes arriérées. — Exercice 1936. Ratification	202
Frais de délégations. — Exercice 1937. Ratification	257
Emprunts :	
Exercice 1937. — Plus-values de centimes extraordinaires pour amortissement d'emprunts. Désaffectation	201
Alimentation :	
Abattoirs. — Location de locaux	175
Laboratoire. — Analyses de vin. Abonnement Bose et Damée	231
Distribution d'eau. — Bains :	
Nouveau règlement	252
Pose de canalisation sous les voies ferrées au Faubourg de Douai. — Convention avec la Société Nationale des Chemins de fer Français	229
Usine d'Emmerin. — Retubage de la chaudière N° 2. Marché Austrate....	231
Révision des pompes électriques. Marché Société Wauquier et Cie.	232
Bains boulevard de la Liberté. — Leçons de natation. Modification du tarif	230
Hygiène :	
Désinfections. — Modification de la taxe applicable aux chambres d'hôtels, chambres de domestiques et d'ouvriers logés.	234
Cimetières :	
Est. — Concession à perpétuité, Eugène Pouillaude, conseiller municipal.	175

Eclairage :

Candélabres à gaz. — Cession à la Ville de Lomme. Admission en rec

196

Caisse des Retraites : www.caisse-retraite.be

Liquidations de Pensione :

Denne Eugène (Veuve)

Desmulliez Jean-Baptiste

Hersin Eugène.....

Lemaire Paul-Louis

Sapeurs-Pompiers :

Navarre Achille (Veuve)

RAPPORT DE M. LE MAIRE

L'an mil neuf cent trente huit, le deux Juin, à vingt heures, le Conseil Municipal de Lille, dûment convoqué s'est réuni en séance extraordinaire, en l'Hôtel de Ville.

Présidence de M. SAINT-VENANT, maire.

Secrétaire : M. TREELS.

Présents : MM. BATAILLE, BERTRAND, BOUR, BROUX, CLAES, CORBU, CORDONNIER, DEVERNAY, DHOOSSCHE, DOMPSIN, DOYENNETTE, FARVACQUES, FAVIÈRES, GISSELAIRE, GODINOT, JANSSENS, LEROY, MARTIN, NOTERMAN, RAGHEBOOM, ROUSSEAU, SAINT-VENANT, TREELS, WARINGHIEN, WILLEMS.

Excusés : MM. BAUCHE, BRACKE-DESROUSSEAUX, COOLEN, DEHOVE, HERMEZ, LECOMTE, MASSON, PEETERS, VANDENBERGHE.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1940

MESSIEURS,

*Ligue du Nord
d'Athlétisme*

*Course de relais
à travers Lille*

Subvention

Nous avons été saisis par la Ligue du Nord d'Athlétisme d'une demande tendant à obtenir le concours moral et financier de la Ville pour une course de relais, organisée à travers Lille le 10 Avril, à l'occasion de la Foire Commerciale.

Nous vous demandons de vouloir bien ratifier la décision prise par l'Administration Municipale d'allouer aux organisateurs une subvention de mille francs.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1941

MESSIEURS,

*Tournoi
International
de Basket-Ball
7 et 8 Mai 1938*

Subvention

Le concours moral et financier de la Ville nous a été demandé par la Ligue du Nord de Basket-Ball en vue de l'organisation d'un Grand Tournoi International qui s'est déroulé en notre Ville les 7 et 8 Mai et qui a obtenu, au reste, le plus grand succès.

Considérant l'intérêt que présentent notamment pour le commerce local

de semblables manifestations, l'Administration Municipale a proposé d'allouer au Comité organisateur une subvention de cinq mille francs.

Nous vous prions d'agréer cette proposition et de décider que la dépense sera prélevée sur le crédit inscrit au Budget pour l'encouragement aux Sports.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Au lendemain du décès de notre estimé collègue, M. Eugène Pouillaude, l'Administration Municipale décida, sur notre proposition :

- a) que des funérailles solennelles lui seraient faites aux frais de la Ville ;
- b) qu'une concession à perpétuité lui serait réservée gratuitement pour sa sépulture au cimetière de l'Est.

Nous vous prions de vouloir bien ratifier ces décisions et voter, à cet effet, un crédit spécial de cinq mille francs à ouvrir sur les ressources à provenir du compte administratif de l'exercice en cours.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous avons été saisi de demandes de location des locaux ci-après, dépendant des Abattoirs :

Noms et adresses	N° des greniers	Point de départ de la location	Loyer annuel
M. Gaston Spelto, 15 rue Princesse	10	1 ^{er} Avril 1938.	239 40
« Les Fils d'Oscar Seys », Société à R. L. Siège 38, rue Saint-Sébastien	53	16 Avril 1938.	81 90

Ces locations sont consenties pour trois années à compter des dates sus-indiquées avec faculté pour les parties de les faire cesser à l'expiration de chaque année d'occupation à charge d'un préavis d'un mois donné par écrit.

N° 1942

Funérailles
de M.

Eugène Pouillaude

1^{er} Crédit

2^e Concession à
perpetuité

N° 1943

Abattoirs

Location des
locaux

Nous vous demandons d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale d'accueillir favorablement ces demandes et de nous autoriser à passer les conventions nécessaires.

Adopté.

Secrétaire : M. TREELS.

Présents : MM. BATAILLE, BERTRAND, BOER, BROUX, CLAES, CORBU, TOB-

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous avons accordé à divers particuliers la concession de jouissance temporaire d'immeubles appartenant à la Ville, moyennant l'engagement souscrit par eux : 1° de ne réclamer aucune indemnité en cas de privation de jouissance ou d'éviction quelle qu'elle soit ; 2° de n'exiger aucune réparation.

Il a été, en outre, entendu que chacune des parties aura la faculté de faire cesser l'occupation à l'expiration de chaque mois sur un préavis d'un mois donné par écrit.

Ces autorisations ont été octroyées dans les conditions ci-contre :

Nom de l'occupant	Situation de l'immeuble	Date d'entrée en jouissance	Redevance et charges
Kléber Lahaye	94 avenue Charles Saint-Venant.	1 ^{er} Juin 1938.	44 frs par mois à lieu de 40.
Mlle Geneviève Rivet .	64 rue Saint-Sauveur 1 pièce, 1 ^{er} étage.	1 ^{er} Janvier 1938.	50 frs par mois.
Auguste Truffin	2 rue du Curé Saint-Sauveur, 3 pièces, 2 ^e étage.	1 ^{er} Mai 1938.	47 frs 10 par mois.
M. Gentot	46 rue du Curé Saint-Sauveur, 2 pièces, 1 ^{er} étage.	1 ^{er} Avril 1938.	63 frs par mois.

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de vouloir bien notifier ces décisions.

Adopté.

N° 1944

Occupation
temporaire
d'immeubles
communaux

Homologation

N° 1940

Ligue du Nord
d'Athlétisme

Courses de relais
à travers Lille

Subvention

N° 1941

Additions

Location des
logements

N° 1941

Tournoi
International
de Basket-Ball
7 et 8 Mai 1938

Subvention

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En exécution de la délibération du Conseil Municipal en date du 10 Novembre 1896, nous soumettons à votre homologation les autorisations verbales que nous avons accordées à des particuliers d'occuper temporairement les terrains communaux désignés ci-après :

N° 1945

Occupation
temporaire
de terrains
communaux

Homologation

Nom et adresse de l'occupant	Situation du terrain	Date d'entrée en jouissance	Redevance due à la Ville
Abel Verschaeve, 176 rue de Marquette La Madeleine.	A La Madeleine lieu dit « La Briqueterie ».	1 ^{er} Octobre 1938.	139 kgs de blé plus contributions.
Verstraete, 141 rue St-Roch, Marquette.	Rue Saint-Roch.	1 ^{er} Mai 1938.	135 frs par an.
Lalau fils, 139 rue St-Roch, Marquette.	Rue Saint-Roch.	1 ^{er} Mai 1938.	12 frs par an.
Léonard Bossaert, rue de Lille, allée du Serurier 3 Marquette.	Rue Saint-Roch.	1 ^{er} Janvier 1938.	58 frs 50 par an.
Arthur Lalau, 115 rue Saint-Roch, Marquette.	Rue Saint-Roch.	1 ^{er} Janvier 1938.	46 frs 30 par an.
Jules Verstraete, 35 rue Jules Breton, Lille.	Jardin n° 7, rue Jules Breton.	Du 1 ^{er} Janvier 1938 au 1 ^{er} Janvier 1939.	25 frs 70 par an.
Jules Verstraete, 35 rue Jules Breton, Lille.	Jardin n° 7, rue Jules Breton.	A compter du 1 ^{er} Janvier 1939.	20 frs par an.
Albert Smaghe, 45 boulevard de Lorraine, Lille.	Jardin n° 37 boulevard de la Moselle.	1 ^{er} Avril 1938.	45 frs par an.
Jules Baelde, 79 rue de Dieppe, Lille.	Jardin n° 84 boulevard de la Moselle.	1 ^{er} Avril 1938.	45 frs par an.
Raymond Beaussart, 14 rue de la Concorde, Lille.	Jardin n° 126 boulevard de la Moselle.	1 ^{er} Août 1938.	45 frs par an.
Albert Delbar, 240 rue Léon Gambetta, Lille.	Jardin n° 169 boulevard de la Moselle.	1 ^{er} Juin 1938.	45 frs par an.
Auguste Elyn, rue de Canteleu, cour Fauchille, 9.	Jardin n° 170.	1 ^{er} Juin 1938.	45 frs par an.
Chambre de Commerce de Lille.	Terrain en bordure de la Deûle près de la porte de Dunerque.	Du 31 Mai 1937 au 31 Mai 1938	5.000 frs.

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de vouloir bien ratifier ces décisions.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1946

Occupation
des Usines de la
Compagnie
Lilloise des
Moteurs

Autorisation
d'ester

MESSIEURS,

Par un mémoire déposé à la Préfecture le 22 Avril dernier, M. le Directeur Général de la Mutuelle du Commerce et de l'Industrie dont le siège social est à Roubaix, 8 rue Dammartin, a annoncé son intention d'introduire une action judiciaire contre la Ville de Lille, en vue d'obtenir le paiement d'une somme de 94.593 frs 35 augmentée des frais d'expertise, s'élevant à 1.265 frs, en réparation des dégâts causés par les grévistes au matériel et au mobilier industriels ainsi qu'aux marchandises lors de l'occupation des Usines sises rue Gutenberg 15, de la Compagnie Lilloise des Moteurs, du 19 Novembre 1936 au 14 Janvier 1937.

Etant donné que la responsabilité de la Ville ne saurait être engagée à raison de délits causés à l'intérieur des propriétés privées, nous vous demandons de nous autoriser : 1° à défendre devant toutes juridictions compétentes, tant à l'action intentée par la Mutuelle du Commerce et de l'Industrie qu'à celle que pourrait introduire la Compagnie Lilloise des Moteurs ; 2° à mettre l'Etat en cause, le cas échéant.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1947

Grande Kermesse

Feu d'artifice

Marché

MESSIEURS,

Nous soumettons à votre approbation, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, un marché à passer avec les Etablissements Ruggieri, 21 rue Ballu, à Paris, pour l'exécution d'un feu d'artifice, le 5 Juin, à l'occasion de la Grande Kermesse.

Le montant de l'entreprise, soit 19.700 francs, sera prélevé sur le crédit des Fêtes et Cérémonies Publiques. Ce prix comprend le tir du feu d'artifice, les frais de transport, installation, pose, dépose et fourniture de mâts, assurance contre l'incendie et les accidents causés aux tiers.

En outre, les Etablissements Ruggieri se sont engagés à ne réclamer aucune indemnité au cas où la pluie ne permettrait pas le tir.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 31 Décembre 1934, M. Lecupre, paveur au service de la Ville, a été tamponné par la voiture de M. Billet, demeurant à Loos, 161 rue du Maréchal Foch. Il fut blessé et dut cesser le travail jusqu'au 30 Avril 1935.

Etant donné qu'il ne s'agit pas d'un accident de travail, nous n'avons réclamé à l'auteur responsable que le remboursement des salaires, s'élevant à 4.637 frs 50, versés à M. Lecupre pendant son incapacité.

M. Billet et la Caisse d'Assurances Mutuelles, 4 rue d'Athènes à Paris, ayant été condamnés par jugement du Tribunal de Première Instance en date du 3 Février 1937, nous vous demandons, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de décider l'admission en recette de la somme de 4.637 frs 50.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 3 Avril dernier, un poteau oriflamme installé à l'occasion de la Foire Commerciale a été brisé par un autobus de la Compagnie des Tramways électriques de Lille et de sa banlieue.

MM. Deleplanque, 91 boulevard Vauban, qui assurent la dite Compagnie, ayant accepté de nous rembourser le montant des dégâts, soit 50 frs, nous vous prions, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de décider l'admission en recette de cette somme.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 15 Mars, vers 15 heures, la porte d'entrée de l'immeuble, 50, rue Manuel, appartenant à la Ville, a été endommagée par la voiture de M. Charles De Meyer, 192 rue du Pré Catelan, à La Madeleine.

Nous avons pressenti ce dernier à l'effet de récupérer les frais résultant de cet accident soit 1.000 frs.

N° 1948

—
Accident Lecupre

—
*Admission
en recette*

N° 1949

—
*Bris d'un poteau
oriflamme*

—
*Admission
en recette*

N° 1950

—
*Dégâts
50, rue Manuel*

—
*Admission
en recette*

M. De Meyer ayant consenti à nous désintéresser, nous vous demandons, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de décider l'admission en recette de la somme susvisée.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 1951

Dégâts
au Marché de
Wazemmes

Admission
en recette

Le 31 Décembre, lors de l'enlèvement des ordures au Marché de Wazemmes, des vitres au-dessus de la porte d'entrée ont été brisées par un camion de la Maison Collin, 62 rue de la Justice.

Les dégâts se sont élevés à 290 frs.

La Compagnie d'assurances de MM. Collin, « L'Europe », 17 rue Derengnaucourt, à Roubaix, ayant consenti à nous dédommager, nous vous prions, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de décider l'admission en recette de la somme de 290 frs.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 1952

Dégâts au
Palais Rameau

Admission
en recette

Le 2 Mars, un camion appartenant à M. Treffel, 57 rue de Douai, a défoncé la porte d'entrée du Palais Rameau, rue Boucher de Perthes.

Nous avons pressenti ce dernier qui, par l'intermédiaire de sa Compagnie d'assurances « L'Abeille », a consenti à nous rembourser le montant des frais consécutifs à cet accident, soit 6.114 frs 80.

D'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, nous vous proposons de décider l'admission en recette de la somme susvisée.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La Ville s'est pourvue devant la Cour de Cassation contre deux jugements du Tribunal Civil de Lille, du 8 Avril 1937, rendus au profit de la Société en nom collectif Houbron et la Société La Grande Brasserie, à propos de la perception de la taxe d'octroi sur les vins en bouteilles.

Deux arrêts d'admission ont été rendus par la Chambre des Requêtes de cette haute juridiction le 12 Avril dernier.

M^e Defert, avocat, 10 square de la Tour Maubourg à Paris, qui a défendu les intérêts de la Ville, nous présente la note des honoraires qui lui sont dus à cet effet et qui s'élèvent à 10.000 francs.

Nous vous demandons, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de nous autoriser à lui régler cette somme dont le montant sera prélevé sur le crédit « Frais d'actes et de procédure ».

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M^e Rombaut, avoué, 24 rue Basse, et M^e Toison, avoué près la Cour d'Appel de Douai, nous ont transmis la note des honoraires s'élevant respectivement à 416 frs 10 et 1.069 frs 85 qui leur sont dus pour avoir occupé pour la Société « Le Bâtiment » à Lomme, dans une instance engagée par la Ville à raison d'un accident de travail survenu au gardien de la paix Millon.

Etant donné qu'aux termes d'un arrêt du 15 Novembre 1937, la Cour d'Appel de Douai a mis les dépens de première instance et d'appel à la charge de la Ville, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de décider le règlement des sommes de 416 frs 10 et 1.069 frs 85 qui seront prélevées sur le crédit « Frais d'actes et de procédure ».

Adopté.

N° 1953

—
Honoraires
M^e Defert

—
Règlement

N° 1954

—
Honoraires
de M^e Rombaut
et Toison

—
Règlement

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1955

Achat de terrain

Chemin de
l'Epinette, 89

MESSIEURS,

Nous avons, en vue de l'élargissement du chemin de l'Epinette, obtenu de M. et Mme Scoufflaire-Loy, propriétaires occupants de l'immeuble sis chemin de l'Epinette 89, une promesse de vente de la partie du sol d'une superficie de 15 m² 50 dépendant du dit immeuble repris au cadastre Section E N° 1101 p, destinée à être incorporée à la voie publique.

Cette acquisition, réalisée en exécution de la décision de la Commission Départementale en date du 1^{er} Juillet 1908 qui a homologué le nouvel alignement du chemin de l'Epinette, a lieu moyennant un prix de trois cent dix francs, payable après accomplissement des formalités de transcription et la délivrance par M. le Conservateur des Hypothèques d'un certificat négatif d'inscription et de transcription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

L'entrée en jouissance est fixée au jour du paiement du prix.

Le contrat de vente sera dressé par M^e Deleplanque, notaire à Lille, aux frais de la Ville.

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission du Plan : 1° d'homologuer la promesse de vente que nous vous soumettons ; 2° de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; 3° de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur les crédits d'emprunt destinés à l'achat de terrains et d'immeubles pour la démolition.

Nous vous demandons, en outre, en raison de la modicité du prix, de nous dispenser de l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1956

Achat de terrain

Chemin de
l'Epinette, 97

MESSIEURS,

En vue de la réalisation de l'alignement du chemin de l'Epinette, alignement homologué par décision de la Commission Départementale en date du 1^{er} Juillet 1908, nous avons obtenu de M. et Mme Cornil-Lequin, une promesse de vente de la partie du sol de leur propriété portant le N° 97 du dit chemin et reprise au cadastre sous le N° 1101 pie de la section E.

L'acquisition de cette parcelle d'une superficie de 14 m² 45 dm² est

consentie moyennant un prix de 289 frs payable après l'accomplissement des formalités de transcription et la délivrance par M. le Conservateur des hypothèques d'un certificat négatif d'inscription et de transcription ou de radiation des hypothèques inscrites.

L'entrée en jouissance est fixée au jour du paiement du prix.

La vente sera réalisée par devant M^e Deleplanque, notaire à Lille, aux frais de la Ville.

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission du Plan : a) d'homologuer cette promesse de vente ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur le crédit d'emprunt destiné à l'achat de terrains et d'immeubles pour la démolition.

Nous vous prions, en outre, en raison de la modicité du prix, de nous dispenser de l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En vue de la réalisation de l'alignement du chemin de l'Epinette homologué par décision de la Commission Départementale en date du 1^{er} Juillet 1908, nous avons obtenu de M. et Mme Baele-Vanhouteghem, propriétaires d'un immeuble portant le N° 99 du dit chemin, repris au cadastre Section E N° 1101 p, une promesse de vente de la partie du sol de cette propriété, d'une superficie de 14 m², 15, destinée à être incorporée à la voie publique.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix de deux cent quatre vingt trois francs payable après l'accomplissement des formalités de transcription et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription et de transcription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

L'entrée en jouissance est fixée au jour du paiement du prix.

La vente sera réalisée par devant M^e Deleplanque, notaire à Lille, aux frais de la Ville.

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission du Plan : 1° d'homologuer cette promesse de vente ; 2° de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; 3° de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur le crédit d'emprunt destiné à l'achat de terrains et d'immeubles pour la démolition.

2 Juin 1933

N° 1956

Reproduction
des Archives
Départementales

Sommaire de
terrain

Arrêté du Maire

du 10-12-1933

10-12-1933

10-12-1933

10-12-1933

N° 1957

Arrêté du Maire

du 10-12-1933

10-12-1933

10-12-1933

10-12-1933

N° 1957

Achat de terrain

Chemin de
l'Epinette

loguer la promesse de vente que nous vous soumettons ; 2° de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; 3° de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur le crédit d'emprunt destiné à l'achat de terrains et d'immeubles pour la démolition.

Nous vous prions, en outre, en raison de la modicité du prix, de nous dispenser de l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Dans sa séance du 18 Juin 1932, le Conseil Municipal a, en vue d'assurer l'élargissement de la rue de Béthune, ratifié la promesse de vente souscrite par M. Etienne Dufaye, d'une partie du sol de l'immeuble sis rue de Béthune 10-12, d'une superficie de 10 m² 15, destinée à être incorporée à la voie publique.

M^r Bigo, notaire à Marcq-en-Barœul, chargé de recevoir le contrat nous a fait part des difficultés rencontrées pour parvenir à sa réalisation. Il nous a notamment fait connaître la mise en liquidation judiciaire de M. Dufaye.

La Société à Responsabilité Limitée « Vanderhagen Frères », dont le siège est à Marcq-en-Barœul, rue de Lille, créancière hypothécaire inscrite sur le dit immeuble, a, par suite, demandé la licitation du gage et suivant jugement rendu par le Tribunal Civil de Lille à l'audience des criées du 18 Juillet 1934, la Société précitée a été déclarée adjudicataire du bien licité.

Nous vous demandons, en conséquence, en accord avec votre Commission de l'Administration Générale, de nous autoriser à passer le contrat nécessaire avec la Société « Vanderhagen Frères », substituant M. Dufaye et ce, aux mêmes conditions que celles imparties dans la délibération du 18 Juin 1932.

Adopté.

N° 1958

Achat de terrain

Rue de Béthune
10-12

Substitution
de vendeur

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Dans votre séance du 22 Octobre 1937, vous avez, en vue de permettre à l'Administration Départementale l'édification d'un nouveau dépôt d'archives, décidé :

1° l'abandon immédiat d'un terrain appartenant à la Ville, situé boulevard Paul Painlevé, d'une superficie de 5.844 m² 78 ;

2° la remise ultérieure, dès que la Ville en serait devenue propriétaire, d'un terrain contigu d'une superficie de 451 m² 35.

En contre-partie, le Département remettrait à la Ville :

a) le sol de l'actuel dépôt des archives départementales ;

b) les avant-corps du Palais de Justice.

Ce projet d'échange avait reçu l'approbation de M. le Préfet du Nord aux termes d'un arrêté en date du 5 Janvier 1938.

Mais au cours de l'accomplissement des formalités préliminaires de la signature de l'acte d'échange, M. le Préfet du Nord et la Ville furent saisis par M. le Directeur de l'Institut de Mécanique des Fluides et de l'Office National Météorologique, d'objections basées sur la gêne que le nouveau dépôt d'archives apporterait dans le fonctionnement du poste météorologique de l'Institut.

A la demande de M. le Préfet, la question fut reprise pour le choix d'un nouvel emplacement.

Votre Commission du Plan proposa alors, à l'Administration départementale un terrain sis entre la rue Armand Carrel et l'avenue Louise Michel, d'une superficie de 7.106 mètres carrés, faisant toutefois valoir, que ce nouvel emplacement, de superficie plus importante, bénéficiait d'une situation meilleure et qu'il convenait de réclamer le versement, par le Département, d'une soulte de 200.000 francs. Elle entendait également que la façade principale fut érigée sur la rue Armand Carrel.

Par lettre du 17 Mai 1938, M. le Préfet nous avise que ces propositions ont été adoptées par le Conseil Général lors de sa séance du 6 Mai 1938.

Nous vous demandons, dès lors, en accord avec votre Commission du Plan : 1° de ratifier ce nouveau projet d'échange, étant entendu que le Département remettra à la Ville les terrains visés dans votre délibération précitée et qu'il entreposera, à ses frais, dans le nouvel édifice, les archives anciennes de la Ville ; 2° de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; 3° de décider : a) que les frais d'échange seront supportés par moitié, sauf les frais de soulte qui resteront à la charge du Département ; b) que la part des frais incombant à la Ville sera prélevée sur le crédit « Frais d'actes et

N° 1959

Reconstruction
des Archives
Départementales

Echange de
terrains
rue
Armand Carrel
contre
a) le sol de
l'actuel dépôt
des archives
b) le sol des
avant-corps du
Palais de Justice

de procédure » ; 4° d'affecter le produit de la soulte, conformément à votre délibération du 21 Juillet 1931, au compte Hors Budget « Fonds de réserve pour le paiement des travaux de la Gare de Passage ; 5° d'annuler en conséquence, votre délibération du 22 Octobre 1937.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 1960
—
Expropriation
rue
Pierre Legrand
150 à 152

—
Avis
après enquête
parcellaire
—

Par délibérations des 26 Août 1923, 30 Juillet et 30 Décembre 1925 et 2 Mai 1929, le Conseil Municipal avait décidé de recourir aux formalités de l'expropriation en vue d'acquérir la partie d'une propriété située 150 à 152 rue Pierre Legrand, au tournant dit « Carrefour de la Douane de Fives », nécessaire à la rectification du nouvel alignement prévu en cet endroit.

Au cours de l'enquête parcellaire qui eut lieu à la Mairie du 22 au 30 Mars 1938 inclus, aucune déclaration contraire au projet n'a été enregistrée.

Conformément à l'article 13 du décret-loi du 8 Août 1935 modifié par l'article 1^{er} du décret-loi du 30 Octobre 1935 et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 11 Février 1938, l'avis de la Commission d'Enquête doit être remplacé par celui du Conseil Municipal, étant donné qu'il s'agit en l'espèce de la réalisation d'une expropriation dans un but purement communal.

Nous vous demandons, en conséquence : 1° de confirmer la décision d'expropriation précédemment prise ; 2° de solliciter de M. le Préfet du Nord l'arrêté de cessibilité de la partie de propriété en cause ainsi que l'ordonnance d'expropriation.

Adopté.

N° 1961
—
Bains
Municipaux
boulevard
de la Liberté
—

Remplacement
de dalles en
verre
I — Réception
définitive
II — Décompte
définitif
—

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 17 Mai 1938, une Commission composée de MM. Dompain, adjoint au maire ; Leroy et Martin, conseillers municipaux ; Cochez, directeur des Travaux ; Leconte, chef du Service des Bâtiments, s'est transportée à l'établissement de Bains Municipaux du boulevard de la Liberté, à l'effet de procéder à la réception définitive des travaux désignés ci-après :

Indication des travaux	Dépenses autorisées	Montant du décompte
Remplacement de dalles en verre	42.000 frs	39.883 frs 05

La Commission a reconnu que les travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien. Elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception et d'approuver le décompte définitif tel qu'il est établi.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Les travaux de reconstruction de trottoirs au moyen de dalles, adjugés le 9 Avril 1935 au profit de M. Rogez Lepez, entrepreneur, 130 rue Meurein, sont terminés et ont été reçus provisoirement les 1^{er} Octobre 1935, 4 Janvier 1936, 1^{er} Avril 1936, 24 Août 1936, 31 Juillet 1937 et 1^{er} Septembre 1937.

Le 13 Avril 1938, une Commission composée de MM. Rousseau, adjoint au maire ; Broux et Corbu, conseillers municipaux ; Cochez, directeur des Travaux Municipaux ; Lefebvre, inspecteur au dit Service, a reconnu que les travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et qu'il y a lieu d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre Commission de la Voie Publique, nous vous demandons de vouloir bien homologuer le procès-verbal de cette réception et approuver le décompte général et définitif des travaux s'élevant à 193.017 frs compte tenu des majorations autorisées par la Commission d'examen des marchés et que vous avez approuvées en votre séance du 2 Juillet 1937.

Adopté.

N° 1962

Travaux de
reconstruction
de trottoirs

Réception
définitive

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1963

Travaux de
voirie

Fourniture de
liant

Marché

MESSIEURS,

Il y a lieu de procéder à l'achat de liant pour la préparation des mortiers nécessaires aux travaux de voirie.

L'augmentation constante des prix du ciment Portland artificiel nous a amené à procéder à l'essai de liant pouzzolanique artificiel, produit exclusivement par la cimenterie de Biache-Saint-Vaast, et dont le prix est sensiblement inférieur à celui du ciment. Les résultats obtenus nous engagent à procéder à une expérience plus importante.

Le prix de ce liant est actuellement de 222 frs la tonne, alors que le prix du ciment Portland est supérieur à 325 frs la tonne.

Dans ces conditions, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de la Voie Publique, d'accepter pour valoir marché la soumission ci-jointe, soussignée par le concessionnaire exclusif des Cimenteries de Biache-Saint-Vaast, et dont le montant est de 17.760 frs.

La dépense sera imputée sur les crédits affectés aux travaux de voirie et éventuellement aux travaux de bâtiment.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1964

Théâtres
Municipaux

Exploitation
des vestiaires
et W.C. et
vente de bonbons

Prorogation de
la convention

MESSIEURS,

Dans votre séance du 22 Octobre 1937, vous avez décidé de proroger pendant la saison 1937-1938 le contrat conférant à M. et Mme Jongmans le droit d'exploiter les vestiaires et W.-C. des Théâtres Municipaux et de vendre à l'intérieur des dits théâtres des bonbons et autres friandises.

Cette prorogation a été consentie moyennant : 1° une redevance de 6.000 frs — taux annuel — ; 2° autorisation de modifier le tarif des dépôts ; 3° engagement de payer aux préposés un salaire de 10 frs au lieu de 7 frs par soirée. Elle valait tant pour les représentations données au cours de la saison que pour celles d'intersaison.

En vue de l'ouverture de la prochaine saison théâtrale, M. et Mme Jongmans ont sollicité une nouvelle prorogation de cette concession pour

une durée de deux années et ce, aux mêmes conditions que pour la saison 1937-1938.

Nous vous demandons de consentir cette prorogation et de nous autoriser à passer la convention nécessaire

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous vous présentons ci-après le compte d'exploitation des Théâtres Municipaux présenté par M. Erady, directeur, pour la saison 1937-1938.

Ce compte a été vérifié par le contrôleur financier de la Ville. Nous vous demandons de vouloir bien l'approuver.

RECETTES

	Grand Théâtre	Théâtre Sébastopol
Produit des entrées	882.349 15	658.058 55
Location de la Salle	25.000 »	
Recettes diverses	39.747 58	47.329 05
	947.096 73	705.387 60
Total des recettes	1.652.484 33	

DEPENSES

Bordereaux de séance	711.585 95	187.413 40
Artistes de la troupe	78.204 »	200.956 60
Costumier	31.625 »	31.625 »
Editeurs	21.665 »	24.565 »
Impressions	15.988 »	13.180 »
Affichage	12.771 »	2.922 »
Publicité	1.978 »	1.938 »
Frais généraux	88.822 83	54.877 05
Location de matériel	21.139 »	19.622 »
Dépenses diverses	19.601 05	9.904 75
	1.003.379 83	547.003 80
Total des dépenses	1.550.383 63	

N° 1965

Théâtres
Municipaux

Saison 1937-1938

Compte
d'exploitation

Situation de Caisse de l'Exploitation

RECETTES 1.652.484 33

DEPENSES :

a) Exploitation 1.550.383 63

b) Dépenses budgétaires (appointements
des masses) prises en charge par
l'exploitation :

exercice 1937 19.245 »

exercice 1938 77.294 »

96.539 »

Total..... 1.646.922 63 1.646.922 63

Excédent de caisse..... 5.561 70

versé à la Recette Municipale le 6 Mai 1938

suivant quittance à souche n° 9084.

Situation générale de l'Exploitation des Théâtres Municipaux

	Grand Théâtre	Sébastopol	
Paiements effectués par la Ville et l'Exploita- tion (Masses)			
Personnel administratif	39.771 40	25.533 40	
Orchestre (chefs, pia- niste, répétitrices) ..	43.345 10	36.036 10	
Musiciens	180.897 35	265.434 55	
Chœurs	106.855 25	268.967 15	
Ballet	44.608 45	111.288 50	
Machinistes	115.832 60	89.929 85	
Garçons de théâtre ..	13.537 30	13.775 35	
	544.847 45	810.964 90	1.355.812 35
Exploitation			
Total des dépenses (voir relevé ci-des- sus)	1.003.379 83	547.003 80	
	1.548.227 28	1.357.968 70	
Total des recettes (voir relevé ci-dessus)	947.096 73	705.387 60	
Excédent de dépenses par théâtre	601.130 55	652.581 10	
Excédent de dépenses Total	1.253.711 65		

Ville 1.259.273 35
Exp. 96.539 »

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'école maternelle Paul Broca compte 199 élèves inscrits. La moyenne des présents, pour les trois classes, dépasse souvent 170.

C'est pourquoi Mme l'Inspectrice Départementale des écoles maternelles demande la création d'une 4^e classe (troisième emploi d'adjointe).

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission de l'Instruction Publique, des Beaux-Arts et des Sports, de vouloir bien accepter la création proposée et de prendre l'engagement de supporter les dépenses mises de ce fait à la charge de la Ville.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous soumettons à votre approbation, d'accord avec votre Commission de l'Instruction Publique, des Beaux-Arts et des Sports, le cahier des charges de l'adjudication à ouvrir en vue de la fourniture, pendant l'année 1939, des articles nécessaires aux enfants de nos écoles.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 5 Avril 1938, une Commission composée de MM. Domsin, adjoint au maire ; Peeters et Treels, conseillers municipaux ; Cochez, directeur des Travaux ; Leconte, chef du service des Bâtiments, s'est réunie à l'Hôtel de Ville à l'effet de procéder à la réception définitive de la fourniture de mobilier désignée ci-après :

N° 1966

Ecole maternelle
Paul Broca

Création de
classe

N° 1967

Ecoles
Municipales

Livres et
fournitures
classiques

Matériel
d'enseignement
Livres de prix

Année 1939

Adjudication

Cahier des
charges

N° 1968

Prolongation de
la scolarité

Fourniture de
mobilier

Réception
définitive

Entrepreneurs et désignation du mobilier	Dépenses autorisées	Dépenses faites
1° MM. Léo Wiart et Cie, 110 tables, bancs et 12 tables bureaux	18.650 frs	18.650 frs
2° M. Pierre Lehouck, 24 bibliothèques	14.760 frs	14.760 frs
Total	33.410 frs	33.410 frs

La Commission a reconnu que cette fourniture satisfait aux conditions des marchés et se trouve en bon état d'entretien. Elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 1969

Institut
départemental
des
Sourds-Muets
et Aveugles de
Ronchin

Bourse
Deceulener

D'accord avec votre Commission de l'Instruction Publique, des Beaux-Arts et des Sports, nous vous prions de vouloir bien accorder au jeune Marcel Deceulener, dont les parents habitent à Lille, 21 rue de Poids, une bourse de mille huit cents francs représentant les frais de demi-pension à l'Institut départemental des Sourds-Muets et Aveugles de Ronchin.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 1970

Lycée Fénélon

Internat
Municipal

Compte
Administratif

Exercice 1937

Nous vous soumettons le Compte Administratif de l'exercice 1937 de l'Internat Municipal annexé au Lycée Fénélon.

Ce document s'établit comme suit :

Recettes	425.360 79
Dépenses	420.347 07

Excédent de recettes..... 5.013 72

Cet excédent a été transporté au Compte « Ville » à la clôture de l'exercice 1937 par application des décrets des 14 Septembre 1925 et 17 Février 1930.

Il n'y a ni restes à recouvrer, ni restes à payer.

L'excédent de recettes de l'exercice précédent s'élevait à la somme de 21.131 frs 64.

D'accord avec votre Commission des Finances, nous vous demandons :
1° d'approuver ce compte tel qu'il est présenté ; 2° d'admettre en recettes la somme de 5.013 frs 72.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous vous soumettons le Budget Supplémentaire de 1938 de l'Internat Municipal du Lycée Fénelon arrêté par le Conseil d'Administration de l'Etablissement en sa séance du 29 Mars 1938.

BALANCE :

Recettes : 15.744 frs

Dépenses : 15.744 frs

L'examen du document n'appelle aucune remarque particulière, les crédits ouverts assurant des dépenses prévues au Budget Primitif, mais insuffisamment dotées ; les recettes étant motivées par : a) le réajustement des tarifs d'internat à compter du 1^{er} Octobre 1938 ; b) l'importance plus élevée de la contribution de l'Externat aux dépenses communes, du fait de l'accroissement même des dépenses de chauffage, de consommation d'eau et d'électricité.

D'accord avec votre Commission des Finances, nous vous prions d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce Budget.

Adopté.

N° 1971

Lycée Fénelon

Internat
Municipal

Budget
Supplémentaire
1938

Avis

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1972

Lycée Fénelon

Internat
MunicipalNouveaux tarifs
de pension
et demi-pension

Avis

MESSIEURS,

L'Administration du Lycée de Jeunes Filles nous soumet, pour avis, sa décision prise en sa réunion du 29 Mars 1938 à propos des tarifs de pension et demi-pension.

Le Bureau d'Administration propose : I) un relèvement de a) 10 % sur les tarifs actuels de pension des classes primaires et secondaires, b) 12 % sur ceux de la demi-pension des classes secondaires ; II) l'application de la mesure à compter du 1^{er} Octobre 1938.

Voici comparés, les tarifs en vigueur et ceux arrêtés ; ces derniers sont, au surplus, moins élevés que les tarifs pratiqués dans les autres établissements :

		Tarifs anciens (Internat seul)	Tarifs proposés (Internat seul)	Tarifs complets (Externat surveillé compris)
Pension	primaires	2.700	2.970	2.970+594=3.564 frs
	secondaires	3.069	3.375	3.375+378=3.753 frs
Demi- Pension	primaires	1.170	1.170	1.170+594=1.764 frs
	secondaires	1.314	1.467	1.467+378=1.845 frs

D'accord avec votre Commission des Finances, nous vous prions d'émettre un avis favorable aux propositions qui nous sont faites.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1973

Cantine Baggio

Fourniture
d'épiceriesRévision du
marché Gautier

MESSIEURS,

Dans votre séance du 23 Décembre 1936, vous avez autorisé la passation d'un marché avec M. Gautier, 29 rue Jeanne d'Arc, pour la fourniture d'épiceries à la cantine Baggio pendant l'année 1937.

Ce marché spécifiait que les prix seraient révisables tant en hausse qu'en baisse le 1^{er} Juillet 1937.

Par lettre du 29 Septembre 1937 M. Gautier a demandé la révision de son marché.

Après examen de la demande et des factures produites tant avant la hausse qu'après, il résulte que M. Gautier a subi les augmentations suivantes:

NATURE DES FOURNITURES	Prix du marché	Prix demandé par M. Gautier à partir du 1 ^{er} Juillet 1937	Augmentation demandée	Prix facturés à M. Gautier 1 ^{er} semestre	Prix facturés à M. Gautier 2 nd semestre	Augmentation subie par M. Gautier
Sel fin ordinaire, marque Socosel, kg	1 48	1 70	0 22	1 49	1 63	0 14
Moutarde de Dijon, marque Parizot	2 60	3 15	0 55	2 20	2 65	0 45
Vinaigre d'alcool, (en litres) marque « Au Lion » le l. ...	2 50	2 15	0 35	2 05	2 25	0 20
Pâtes S. I. P. A. (nouilles ou macaroni) le kg	4 90	5 90	1 00	3 93	4 80	0 87
Corned Beef, marque « Helmet » la boîte	3 40	4 10	0 70	3 10	3 55	0 45
Lait Gloria - la grande boîte	2 40	2 75	0 35	2 05	2 29	0 24
Bœuf à la gelée, marque « Sarpa » la grande boîte	3 05	3 50	0 45	2 55	2 90	0 35
Petits beurre ordinaires, le kg	5 60	6 90	1 30	5 25	5 75	0 50
Gaufrettes à la vanille, le kg	6 75	7 90	1 15	6 25	6 75	0 50
Gaufrettes au chocolat, le kg	6 75	7 90	1 15	6 25	6 75	0 50
Huile (en litres) le litre	5 95	7 00	1 05	6 20	6 65	0 45
Margarine, le kg	7 75	10 75	3 00	8 00	10 00	2 00
Confiture (Pommes et fruits) en seaux de 6 kgs, le kg ..	4 75	5 75	1 00	4 95	5 40	0 45
Farine le kg	2 75	3 60	0 85	2 65	3 10	0 45
Petits fromages « Nestlé » en cartonnages de 3 portions, le cartonnage	2 80	3 30	0 50	3 06	3 60	0 54

Il y a lieu de remarquer qu'indépendamment des augmentations sur les produits proprement dits, M. Gautier a dû payer à son personnel des augmentations de salaires.

Conformément aux instructions ministérielles cette demande a été soumise à la Commission d'examen des marchés qui a émis un avis favorable au règlement des augmentations portées dans la dernière colonne du tableau ci-dessus.

Cette proposition étant raisonnable, nous vous demandons de l'accepter et de décider que la dépense sera prélevée sur le crédit reporté au Budget Supplémentaire Exercice 1938 chapitre Restes à payer de l'exercice 1937 article 53 « Ecole pratique de Garçons ».

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1974

MESSIEURS,

Colonie Scolaire
de Wormhoudt

Compte de
gestion en
matières 1937

Nous vous soumettons le compte de gestion en matières de la Colonie Scolaire de Wormhoudt présenté pour l'exercice 1937, par M. Manier, régisseur-économe.

Ce compte s'établit ainsi qu'il suit :

Entrées	38.952 unités 57
Sorties	38.510 unités 73
reste en magasin	441 unités 84

Nous vous proposons de donner votre approbation à ce document.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1975

MESSIEURS,

Hospices

Location
117, rue Meurein

Avis

Aux termes d'une délibération du 9 Avril 1938, la Commission Administrative des Hospices a décidé d'accorder à la Société Hippique la location d'un terrain de 858 m² 76 dm² environ, sis 117 rue Meurein, pour une durée de dix ans à compter du 1^{er} Octobre 1938, moyennant un loyer annuel de 3.800 frs plus charges.

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'exécution de cette délibération.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1976

MESSIEURS,

Cession de
vieux candélabres

Admission
en recette

La Ville de Lomme nous a demandé de lui céder 10 candélabres à gaz usagés.

La valeur de ces candélabres a été estimée à trois cents francs l'un, prix accepté par la Ville de Lomme.

D'accord avec votre Commission de la Voie Publique, nous vous demandons d'admettre en recette la somme de trois mille francs.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'Entreprise Caroni, 28 rue Saint-Henri, à La Madeleine, a demandé à se rendre acquéreuse de 30 m³ de pierre d'Euville, provenant de la démolition des fortifications, moyennant un prix de frs : 35 le m³.

D'accord avec votre Commission de la Voie Publique, nous vous proposons : a) d'accueillir favorablement la demande de cette Société ; b) d'admettre en recette la somme de frs : 1.050, montant de la cession.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 18 Mai, un cheval du Service de la Propreté Publique a du être abattu d'urgence.

M. Lammens, boucher 40 rue d'Arcole, à Lille, s'est rendu acquéreur de ce cheval, moyennant la somme de trois mille cent francs.

D'accord avec votre Commission des Finances, nous vous demandons de vouloir bien admettre la dite somme en recette.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La Recette Municipale a reçu en numéraire du Crédit National les sommes ci-après, sur titres de créance de Dommages de Guerre, série I. R.

N° des titres	Désignation	Sommes	Observations
1.682.124	Collections et vitrines du Palais des Beaux Arts.	73.627 44	Solde
1.788.624	Immeubles bâtis et par destination : Sol.	46.809 00	Solde

Nous vous prions d'accord avec votre Commission des Finances, de vouloir bien admettre ces sommes en recette.

Adopté.

N° 1977

Cession de matériaux

Admission en recette

N° 1978

Vente d'un cheval

Admission en recette

N° 1979

Dommages de guerre

Sommes touchées sur titres de créance

Admission en recette

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1980

MESSIEURS,

*Dommages de
guerre**Sommes touchées
sur titre
de créance**Admission
en recette*

La Recette Municipale a reçu en numéraire du Crédit National la somme ci-après, sur titre de créance de Dommages de Guerre, série I. R.

N° du titre	Désignation	Somme	Observations
1.689.258	Eglise Saint-Martin d'Esquermes. Réparation de l'horloge	1.806 00	Solde

Nous vous prions d'accord avec votre Commission des Finances, de vouloir bien admettre cette somme en recette.

*Adopté.***RAPPORT DE M. LE MAIRE**

N° 1981

MESSIEURS,

*Fondation
Doutrelon de Try**Amortissement
de titres**Remploi*

M. le Receveur Municipal nous informe que les 10 obligations 6 % 1924 du Crédit National ci-après N°s 2.430.322 à 2.430.331, affectées à la Fondation Doutrelon de Try, ont été amorties au tirage du 1^{er} Décembre 1937.

Ces obligations ont été remboursées le 5 Mai suivant par la Trésorerie Générale, pour une somme de 5.232 francs.

La valeur de remboursement devant, aux termes de l'acte de donation du 19 Mai 1924, être réemployée à l'achat d'autres titres produisant un revenu équivalent, nous vous prions, en accord avec votre Commission des Finances, de décider : a) l'admission en recette de la somme de 5.232 frs ; b) l'ouverture d'un crédit d'égale importance, à rattacher à l'article 175 du Budget Ordinaire de 1938.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. le Receveur Municipal vient de nous faire parvenir un état de créances irrécouvrables susceptibles d'être admises en non-valeur. Elles concernent les produits budgétaires ci-après :

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Frais de
poursuites

Droits de place aux halles, foires et marchés.

Exercice 1937.

Marché du Concert 34 20

Droits de voirie :

Exercice 1936.

Construction 8 »

Exercice 1937.

Construction 120 »

Terrasses de café 1.330 50

Etalages 505 90

Voitures 190 » 2.454 40

Taxe sur les balcons et constructions en saillie.

Exercice 1937 520 »

Redevances annuelles sur enseignes et globes lumi-

neux. Exercice 1937 3.517 » 2 »

*Redevances annuelles pour tolérances accordées sur
ou sous la voie publique. Exercice 1937.*

Redevances 1.266 »

Caves 30 » 1.296 » 4 »

Eaux. Produit de la distribution. Exercice 1937..... 5.551 »

Propriétés communales. Produit de locations.

Exercice 1936 37 45

Exercice 1937 42.299 65

Rue Jeanne Hachette.

Exercice 1937 8.517 40 50.854 50

N° 1932

*Divers produits
communaux*

*Admission
en non valeur*

Ecole Pratique de jeunes filles. Redevances des élèves pour frais d'atelier. Repas à la cantine. Produit.

Exercice 1937 45 »

Participation des Caisses d'Assurances Sociales et des familles dans les frais de séjour d'enfants traités dans les établissements de cure.

Exercice 1936 177 70

Exercice 1937 1.593 50 1.771 20

Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques.

Remboursement. Exercice 1937 170 »

Transport des malades et blessés à l'hôpital. Remboursement. Exercice 1937

275 » 10 »

Contributions réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement. Exercice 1937

54 60

Recettes accidentelles. Exercice 1937 70 05 3 »

Terrasses de café. Travaux de délimitation d'emprises. Remboursement de la dépense. Exercice 1937

456 » 2 »

HORS BUDGET

Caisse de Retraites Employés municipaux 70 »

TOTAUX 66.835 95 21 »

L'irrécouvrabilité de ces produits ayant été constatée, nous vous prions d'admettre en non valeur la somme de 66.835 frs 95 et de décider que le montant des frais de poursuites exercées par le Receveur Municipal soit 21 francs sera imputé sur le crédit des « Dépenses imprévues ».

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Les plus-values de centimes destinés au service des intérêts et de l'amortissement des emprunts doivent, en principe, être mises en réserve soit en vue d'un amortissement anticipé, soit pour gager un emprunt, soit en vue d'une réduction du nombre des centimes à recouvrer au cours des exercices suivants.

Toutefois, d'après la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1932, la Section de l'Intérieur du Conseil d'Etat admet que les plus-values de l'espèce peuvent être affectées à des dépenses ordinaires si des considérations budgétaires justifient la désaffectation.

Le montant des plus-values de 1937 ressort à la somme de trois cent soixante dix neuf mille huit cent soixante dix francs — 379.870 frs —

Vos Commissions du Budget et des Finances ont estimé qu'il nous appartenait, en raison des charges croissantes engendrées par le chômage, de nous réclamer des dispositions de la circulaire ministérielle du 25 Juin 1932.

Dès lors et en accord avec les Commissions précitées, nous vous prions de vouloir bien décider que soit demandée à l'Autorité Supérieure la désaffectation des plus-values budgétaires en cause.

Adopté.

N° 1983

Plus-values
de centimes
extraordinaires
pour
amortissement
d'emprunts

Exercice 1937

Désaffectation

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1984

Règlement des
dettes arriérées

Exercice 1936

Ratification

MESSIEURS,

Sur l'article budgétaire inscrit sous le N° 25 des dépenses extraordinaires « Réserve pour paiement des dettes d'exercices antérieurs » nous avons mandaté en 1937 la somme de 36.540 frs 95.

Nous vous prions d'accord avec votre Commission des Finances, de vouloir bien ratifier ces dépenses dont voici le détail :

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
1610	6 Avril	Bloème, Lille	Remboursement de la rétribution payée pour son fils Yves, élève à l'Ecole Montequieu, absent en Décembre 1936 pour maladie.	20 »
5779	22 Avril	M ^{me} Veuve Lecat, retraitée de la Ville	Remboursement du prélèvement effectué à tort sur sa pension pendant la période du 20 Juin au 30 Septembre 1936.	62 20
5781	22 Avril	Haquette G., retraité	Remboursement du prélèvement effectué à tort sur sa pension pendant la période du 20 Juin au 30 Septembre 1936.	65 65
5783	22 Avril	Veuve Tellier, retraitée	Remboursement du prélèvement effectué à tort sur sa pension pendant la période du 20 Juin au 30 Septembre 1936.	46 70
13090	2 Août	Héritiers G. Crombez	Remboursement du prélèvement effectué à tort sur sa pension pendant la période du 20 Juin au 30 Septembre 1936.	230 40
8150	20 Mai	Bigot, régisseur	Rappel d'augmentation de salaires de divers instructeurs nationalisés pour la période du 1 ^{er} Juillet au 31 Décembre 1936.	2.791 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
3341	25 Mai	Capelle, professeur au Conservatoire	Rappel de traitement pour le mois d'Octobre 1936.	655 »
10649	29 Juin	Lallemant, régisseur	Rappel de traitement du 16 Novembre au 31 Décembre 1936 à divers employés et ouvriers titularisés.	4.298 »
10688	28 Juin	Lallemant, régisseur	Rappel de traitement du 16 Novembre au 31 Décembre 1936 à divers surveillants et ouvriers de la Préfeture Publique.	1.734 »
12930	26 Juillet	Lallemant, régisseur	Rappel d'augmentation de traitement du 16 Novembre au 31 Décembre 1936 à 2 charretiers.	1.160 »
17548	28 Sept.	Lallemant, régisseur	Rappel d'augmentation de traitement du 16 Novembre au 31 Décembre 1936 à un charretier de 3 ^e classe.	493 »
25559	20 Janv. 1938	D. Descamps, ex-terrassier	Arrérages du 6 Novembre 1935 au 31 Décembre 1936 d'une pension annuelle de 164 francs.	177 »
6901	7 Mai 1937	Caisse de compensation du Bâtiment et des travaux publics. Lille	Remboursement de la demi allocation familiale réglée pour le compte de la Ville du chef de Mme Leruste, femme de service aux écoles, épouse de M. Cacan, allocataire de ladite caisse, mois de Septembre, Octobre, Novembre, Décembre 1936.	24 25
10475	23 Juin	E. Keldermans, chauffeur, groupe scolaire du Faubourg de Béthune	Rappel d'allocation familiale accordée pour les mois de Novembre et Décembre 1936.	59 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
9244	29 Juin	Vangheluwe Lille	Rappel d'allocation familiale du 16 Novembre au 31 Décembre 1936 pour un 2 ^e enfant.	120 »
15331	11 Sept.	M ^{me} Delire, gardienne Jardin des P'tits Quinquins	Rappel d'allocation familiale du 1 ^{er} Août au 31 Décembre 1936.	281 »
15334	11 Sept.	M ^{me} Danel, gardienne Jardin des P'tits Quinquins	Rappel d'allocation familiale du 1 ^{er} Mai au 31 Décembre 1936.	760 »
26430	8 Février 1938	Veuve Verdebout, femme de service	Allocation familiale pour un 3 ^e enfant, mois de Novembre et Décembre 1936.	158 »
6506	4 Mai	M ^{me} Loonis, Ecole Maintenon	Indemnité pour études surveillées en 1936.	12 »
13693	6 Août	Receveur Municipal	Cotisations Assurances Sociales. Régime général 4 ^e trimestre 1936.	202 30
15948	2 Octobre	M ^{me} Montagne, Directrice	Indemnité d'éclairage allouée pour l'année 1936.	50 »
27090	25 Février 1938	M ^{me} Thoorès, surveillante	Prime d'ancienneté allouée pour l'année 1936.	112 »
6441	30 Avril	Le Receveur de l'Enregistrement, Lille	Frais de justice consécutifs à l'accident du travail survenu le 8 Mars 1935 à Pierre Rogé, ouvrier au service de la Ville.	4.206 41
6519	4 Mai	Trésorier Payeur Général du Nord	Supplément de frais de perception des taxes communales comprises sur les rôles de contributions directes de 1936.	49 70
6863	7 Mai	R. Dubois, Lille	Autos sanitaires. Fourniture de lampes et plafonniers en janvier 1936.	372 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
7496	22 Mai	G. Sadoine, Lille	Service d'hygiène. Four- niture de boîtes de secours en décembre 1936.	468 »
7538	22 Mai	Charles Faucher, Lille	Crèche de Fives. Remi- se à l'heure de diver- ses pendules et net- toyage d'un cartel en octobre 1936.	81 »
7607	27 Mai	A. Bocquet, Annœul- lin	Confection d'envelop- pes pour l'expédition de la brochure publi- citaire des Théâtres municipaux, en Oc- tobre 1936.	234 »
9266	29 Juin	Compagnie Continen- tale du Gaz, Lille	Divers bâtiments. Rè- glement définitif de la majoration pour variations économi- ques sur l'électricité pendant le 2° semes- tre 1936.	243 »
9330	30 Juin	Société Ouvrière Le Travail, Lille	Adjudication du 6 No- vembre 1934. 23° lot. Divers bureaux de vote. Travaux de net- toyage en Décembre 1936.	83 »
12277	27 Juillet	Veuve Vicart, Lille	Marché du 12 Mai 1936. Divers bâtiments. Dé- pose, lessivage, repo- se de rideaux, stores, réparation de sièges en novembre 1936.	1.346 »
13266	6 Août	Veuve Vicart, Lille	Marché du 12 Mai 1936. Service des Eaux. Remplacer le péga- moïd d'un bureau en décembre 1936.	116 »
13846	10 Août	Compagnie Continen- tale du Gaz, Lille	Marché du 23 Avril 1935. Ecole Louis Blanc. Vérification de branchement en Décembre 1936.	467 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
14190	21 Août	Imprimerie Ouvrière, Lille	Fourniture d'indicateurs «Ville de Lille» en Novembre 1936.	4 410 »
18538	22 Octob.	Compagnie Continentale du Gaz, Lille	Dispensaire de l'Hospice Général. Consommation de gaz. 2 ^e trimestre 1935, 1 ^{er} trimestre 1936, 4 ^e trimestre 1936.	30 »
18694	29 Octob.	Compagnie Continentale du Gaz, Lille	Marché du 23 Août 1935. Ecole Montaigne. Vérification de l'installation de gaz Octobre 1936.	1 04
18729	30 Octob.	Arquembourg, Lille	Visite des installations électriques du Service des Eaux en mai 1936.	1 800 »
19435	5 Novem.	Librairie Larousse, Paris	Ecole Pratique de jeunes filles. 2 ^e paiement sur souscription « Encyclopédie française ». Année 1936.	462 »
20263	30 Novem.	Compagnie Continentale du Gaz Lille.	Immeuble 31, rue d'Isly. Réparation d'un compteur détérioré par un camion des sapeurs-pompiers en janvier 1933.	30 »
20835	3 Décemb.	Lejeune, Trésorier du Comité de la Fédération française de Lutte, 6, rue de l'Union, Tourcoing	Subvention allouée pour l'année 1936.	90 »
21883	15 Décem.	Chaussoy, Lille	Adjudication du 9 Décembre 1935. Majoration de 10 % accordée par le Conseil Municipal dans la séance du 5 Mai 1937 pour imprimés fournis pendant le 2 ^e semestre 1936.	3 496 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
26721	22 Février 1937	Imprimerie Ouvrière, Lille	Adjudication du 9 Décembre 1935. Majoration de 10 % accordée par le Conseil Municipal dans la séance du 5 Mai 1937 pour imprimés fournis pendant le 2 ^e semestre 1936.	1 697 >
21621	11 Décem.	Compagnie Continentale du Gaz, Lille	Marché du 23 Avril 1935. Ecole Buffon. Vérification de l'installation de gaz en Mai 1935.	292 >
8743	11 Juin	Crussaire, Avocat, Lille	Honoraires pour diverses affaires pour lesquelles une solution est intervenue en 1936.	1.024 >
11514	23 Juillet	Crombet, huissier, Lille	Frais de signification à divers, de jugements du Tribunal de simple police pour inexécution de travaux d'assainissement en 1936.	120 >
14843	2 Sept.	Le Receveur Municipal, Lille	Remboursement des frais de poursuites concernant diverses cotes admises en non valeur par délibération du Conseil municipal du 6 Novembre 1935.	102 34
15074	8 Sept.	Bédhet, huissier, Paris	Frais d'honoraires pour signification à Mme Pagnerre à Paris d'un jugement du Tribunal de simple police de Lille du 4 Juillet 1936, pour inexécution de travaux d'assainissement dans son terrain sis à Lille, rue Claude Lorrain.	47 >

N°s des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
9598	7 Juillet	Bottin, secrétaire Musicque Municipale, Lille	Remboursement d'avances. Coût des communications téléphoniques et timbres pour affranchissement du 16 Septembre au 31 Décembre 1936.	53 25
19377	3 Novem.	P. Gouillard, Lille	Remboursement de la différence de réduction ramenée à 8.50 % au lieu de 10 % (Décret du 30 Octobre 1935) sur un loyer de 1200 francs concernant la maison sise à Lille, rue du Faubourg de Roubaix, 234 bis, à usage de poste d'octroi.	18 »
7113	13 Mai	G. Delcambre, pharmacien, Lille	Produits pharmaceutiques fournis à Mme Priem Bauche, femme de service à l'Hôtel de Ville, blessée le 6 Juillet 1936.	9 34
7304	19 Mai	A. Bury, pharmacien, Lille	Produits pharmaceutiques fournis à l'ouvrier Boyé Albert, blessé le 3 Août 1936.	15 »
7330	19 Mai	Garez, pharmacien, Lille	Produits pharmaceutiques fournis à l'ouvrier Fernand Cailiaux, blessé le 4 Juin 1936.	10 »
13105	3 Août	Deleplace, pharmacien, Lille	Frais pharmaceutiques consécutifs à l'accident du travail survenu à André Fauve, préposé d'octroi, blessé en Août 1936.	27 »
13219	4 Août	Deleplace, pharmacien, Lille	Produits pharmaceutiques fournis à Mme Hollevoët, femme de service à l'école Maintenon blessée en Mars 1936.	68 »

N°s des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
19350	12 Novem.	Callipel, pharmacien, Lille	Produits pharmaceutiques fournis à Procureur Viviane, suivant réquisition de police de Septembre 1936.	9 60
27117	11 Mars 1938	Soyez, pharmacien, Lille	Fourniture de produits pharmaceutiques à divers ouvriers blessés pendant le 2 ^e semestre 1936.	144 >
27457	11 Mars 1938	Soyez, pharmacien, Lille	Fourniture de produits pharmaceutiques à Sapin, jardinier, blessé le 9 Septembre 1936.	11 >
7399	20 Mai	Docteur Leplus, Lille	Honoraires pour soins donnés au préposé A. Fauve blessé le 6 Août 1936.	74 >
11432	21 Juillet	Docteur Delannoy, Lille	Honoraires pour soins donnés à divers, suivant réquisitions de police du 2 ^e semestre 1936.	67 >
11487	22 Juillet	Docteur Boulet, Lille	Honoraires pour soins donnés à Charles Depret, ouvrier blessé le 10 Décembre 1936.	49 >
26508	10 Février 1938	Docteur Detroy, Lille	Honoraires pour soins donnés au cantonnier René Lallemant, blessé le 4 Décembre 1936.	25 >
18643	28 Octob.	Caisse Centrale de Maladie de la Mutualité du Nord, Lille	Remboursement des frais de traitement de Thierry Jean, assuré social N° 13.592211.9 payés à tort pour l'année 1936.	40 >
19396	5 Novem.	Trésorier Payeur Général du Nord	Frais de séjour de malades traités dans les sanatoria en 1936.	1.141 76
			Total	36.540 95

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1985

Subsides
à diverses
Associations
pour
participation
à des Congrès

Exercice 1937

Ratification

MESSIEURS,

Les subsides mandatés en 1937 au profit d'associations, pour participation à des congrès, se sont élevés à la somme de 11.887 frs.

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission des Finances de vouloir bien ratifier ces dépenses dont le détail est ci-après indiqué :

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
509	8 Février	Deledicque, trésorier de la chambre syndicale des ouvriers de l'Abattoir	Congrès de Paris des 23 et 24 Janvier 1937.	133 »
510	8 Février	Prouveur, trésorier du syndicat des ouvriers bouchers et charcutiers de Lille	Congrès de Paris des 23 et 24 Janvier 1937.	133 »
624	24 Février	Faille, trésorier du Syndicat ouvrier agricole	Congrès de Paris des 23 et 24 Janvier 1937.	133 »
1220	17 Mars	Janssens, trésorier du Syndicat des marchands ambulants	Congrès de Château-roux des 16, 17, 18 Février 1937.	262 »
1380	23 Mars	Bonnaire, trésorier du Syndicat des vendeurs sur marché	Congrès de Château-roux des 16, 17, 18 Février 1937.	262 »
1430	24 Mars	Linard, trésorier du Syndicat des fourreurs et pelletiers de la région du Nord.	Congrès de Lyon des 5, 6, 7 Janvier 1937.	324 »
1431	24 Mars	Chambre syndicale du Commerce des boissons et professions connexes, Lille	Congrès de Paris des 8, 9, 10 Mars 1937.	161 »
1730	12 Avril	Lallau, trésorier de la Chambre syndicale des ouvriers de la chaussure de Lille et environs, 7, cité des Villas, Marquette	Congrès de Paris des 25, 26, 27 Mars 1937.	161 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
1742	13 Avril	Roussel, trésorier du Syndicat de l'enseignement technique, 40, rue Hégel, Lille	Congrès de Paris des 22 et 23 Mars 1937.	138 »
5646	2 Avril	Cambie, trésorier de la Chambre syndicale des cuirs et peaux de Lille, rue de Canteleu, cité Fauchille, 12 Lille	Congrès de Paris des 25, 26, 27 Mars 1937.	161 »
6484	30 Avril	Gelande, trésorier de la Section Lilloise de la Fédération ouvrière et paysanne des Anciens Combattants, 67, rue Mirabeau	Congrès de Paris des 27, 28, 29 Mars 1937.	318 »
6793	4 Mai	Vienne, trésorier du Syndicat des Travailleurs du verre, 36, rue Arago, cour Montaigne, Lille	Congrès de Paris du 24 au 27 Mars 1937.	183 »
7435	20 Mai	Dumez, trésorier du Syndicat des industries céramiques de Lille, 6, rue de l'Eglise, Lambersart	Congrès de Limoges des 24, 25 Avril 1937.	269 »
7914	4 Juin	Gaspard, trésorier du Syndicat des faïenciers et parties similaires de Fives-Lille, 226, rue Pierre Le-grand	Congrès de Limoges des 24, 25 Avril 1937.	269 »
8663	9 Juin	Brode, trésorier du Syndicat des brosiers de Lille, rue Henri Dillies, Ronchin	Congrès de Paris des 15, 16, 17 Mai 1937.	161 »
8664	9 Juin	Bauzet, trésorier du Syndicat des ouvriers des Etablissements militaires de Lille, 358, rue du Faubourg d'Arras	Congrès de Paris du 24 au 29 Mai 1937.	228 »
8665	9 Juin	Garot, trésorier de la Section Lilloise de l'Association Républicaine des A. C., 156, rue Gustave Delory, Lille	Congrès de Paris des 15, 16, 17 Mai 1937.	161 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
8713	10 Juin	Ch. Demeulemester, trésorier des Travailleurs de l'Etat, place de Lille, Ronchin	Congrès de Montrouge du 24 au 29 Mai 1937.	228 »
9091	30 Juin	Vanstenkiste, trésorier du Syndicat des choristes et danseuses de Lille, 33, rue de Baupaume, Lille	Congrès de Paris du 24 au 29 Mai 1937.	228 »
9486	5 Juillet	P. Smedts, trésorier du Syndicat des transports et parties similaires, 155, rue d'Arras	Congrès de Paris des 7 et 8 Avril 1937.	138 »
9608	7 Juillet	F. Deleu, trésorier du Syndicat des Contributions indirectes, 89 rue Meurein	Congrès d'Avignon du 2 au 6 Juin 1937.	427 »
9785	13 Juillet	Fédération des Blessés du poumon et des chirurgiens, Lille	Congrès de Paris des 24, 25, 26 Juin 1937.	161 »
9827	15 Juillet	Union philanthropique des chefs de service et des contremaîtres des industries métallurgiques de Lille, rue de l'Hôpital Militaire	Congrès de Paris des 15, 16, 17 Mai 1937.	161 »
11498	22 Juillet	G. Verhecke, trésorier de la Chambre syndicale de l'Industrie textile	Congrès de Paris des 18, 19, 20 Juin 1937.	322 »
14006	10 Août	F. Renseau, trésorier de la Chambre syndicale des commerçants sur marché, Lille	Congrès de Paris du 19 au 23 Juillet 1937.	206 »
14349	31 Août	V. Heiremans, rue de la Chapelle, cour Baumart, 1, La Madeleine. Fédération départementale du Nord de la Libre Pensée	Congrès de Bordeaux en Juillet 1937.	389 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
14350	31 Août	Mme Xavier, trésorière de la Fédération Nationale des Veuves de Guerre remariées, 292, rue du Faubourg d'Arras	Congrès de Paris des 17, 18, 19 Juillet 1937.	161 »
14351	31 Août	A. Brodelle, trésorier du Syndicat des Artistes musiciens, 30, rue des Vicaires, Lille	Congrès de Paris du 25 au 28 Mai 1937.	183 »
14352	31 Août	O. Demol, trésorier du Syndicat du personnel de la Compagnie Continentale du Gaz, 219, rue Chanzy, Hellemmes	Congrès de Lyon du 23 au 26 Juin 1937.	346 »
14957	3 Sept.	J. Thomas, 91, rue Manuel, section de Lille de la Fédération Générale des Fonctionnaires	Congrès de Paris du 10 au 13 Août 1937.	197 »
14958	3 Sept.	L. Duflot, trésorier du Syndicat du Papier-carton de Lille, 45, rue Léon Gambetta	Congrès d'Ivry sur Seine du 20 au 24 Août 1937.	219 »
15057	7 Sept.	Fédération des Artisans du Nord	Congrès de Paris du 19 au 23 Juillet 1937.	206 »
15728	28 Sept.	A. Masson, trésorier du Syndicat des ouvriers de Brasserie et Malterie, 10, rue Rollin, Hellemmes	Congrès de Paris des 13, 14, 15 Septembre 1937.	174 »
15729	28 Sept.	H. Ogiez, trésorier du Syndicat de la glace artificielle, 12, rue Wagram, Lille	Congrès de Paris des 13, 14, 15 Septembre 1937.	174 »
15730	28 Sept.	Debruyne, trésorier du Syndicat des Brûleurs et Livreurs de café, 12, rue Masurel, Lille	Congrès de Paris des 13, 14, 15 Septembre 1937.	174 »
15766	28 Sept.	A. Nef, trésorier du Syndicat des Livreurs et Employés des Entrepôts de vins, Lille, 27, rue de Gand	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »

2 Juin 1938

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
15958	5 Octob.	G. Leclercq, trésorier de l'Union des victimes de guerre, 104, rue du Port, Lille	Congrès de Paris du 11 au 13 Juin 1937.	174 »
16106	8 Octob.	A. Porreye, trésorier du Syndicat des pres-seurs de Lille, 28 bis, rue Saint-Sauveur	Congrès de Paris du 17 au 19 Septembre 1937.	174 »
16107	8 Octob.	L. Vanheule, trésorier du Syndicat des tail-leurs de Lille, 9, rue Chevreul, Lille	Congrès de Paris du 17 au 19 Septembre 1937.	174 »
16108	8 Octob.	E. Pouillaude, trésorier du Syndicat des cou-peurs en confection de Lille, 2, rue de la Glacière, Lille	Congrès de Paris du 17 au 19 Septembre 1937.	174 »
16109	8 Octob.	F. Huret, trésorier du Syndicat des ouvriers en confection de Lil-le, 95, rue Malsence, Lille	Congrès de Paris du 17 au 19 Septembre 1937.	174 »
18285	14 Octob.	A. Vanberten, trésorier du Syndicat des ou-vriers boulangers de Lille, 37, rue des Sta-tions, Lille	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »
18286	14 Octob.	F. Drecq, trésorier du Syndicat des ouvriers de la coiffure de Lil-le, 16, rue du Nou-veau Siècle	Congrès de Paris du 27 au 29 Septembre 1937.	174 »
18322	15 Octob.	De Decker, trésorier du Syndicat des em-ployés d'hôtel, café, restaurant de Lille	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »
18324	15 Octob.	G. Verdière, trésorier du Syndicat des Tra-vailleurs de l'Alimen-tation, rue Marceau, Ascq	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »
18325	15 Octob.	P. Besset, trésorier du Syndicat des confi-seurs - chocolatiers 10, rue du Soleil Le-vant, Lille	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »
18326	15 Octob.	Pietre, trésorier du Syndicat des Pâtis-siers du Nord, 235, boulevard Victor Hu-go, Lille	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »

N ^{os} des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
20155	26 Octob.	Fl. Reynaert, trésorier du Syndicat des ouvriers et employés des meuneries, minoteries du Nord, 35, rue de Gand, Lille	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »
20246	30 Octob.	G. Dumoulin, trésorier du Syndicat professionnel des Débitants de boissons de Lille	Congrès de Paris du 11 au 14 Octobre 1937.	197 »
21627	8 Décemb.	R. Lallemand, trésorier de l'Association des retraités des services publics de la Ville de Lille, 76, rue de Lyon, Lille	Congrès de Paris du 14 au 17 Novembre 1937.	197 »
21644	10 Décemb.	G. Vallart, trésorier du Syndicat des Gens de maisons bourgeoises, 224, rue Colbert, Lille	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »
25193	5 Janvier	A. Baillet, trésorier du Syndicat des Bouchers - charcutiers, 123, rue Saint-Audré, Lille	Congrès de Paris du 13 au 15 Septembre 1937.	174 »
25194	5 Janvier	J. Vansteenkiste, trésorier du Syndicat ouvrier de la fourrure et similaires du Nord, 12, rue Félix Faure, Marq en Barceul	Congrès de Paris du 17 au 19 Septembre 1937.	174 »
25965	28 Janvier	Groupement des Mutuels et Invalides du travail, Lille	Congrès de Nantes du 3 au 7 Septembre 1937.	415 »
25994	1 ^{re} Février	E. Hennebutte, trésorier du Syndicat des Chicoretiers de Lille, et environs, 110, avenue Ch. Saint-Venant, Thumesnil	Congrès de Paris du 13 au 15 Novembre 1937.	174 »
26536	12 Février	Mme L. Brackmans, trésorière de la Section de Lille du Syndicat national des chefs d'atelier des manufactures et magasins	Congrès de Toulouse.	380 »
				11887 »

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1986

MESSIEURS,

Dépenses
imprévues

Exercice 1937

Emploi du crédit

Ratification

Les imputations faites sur le crédit « Dépenses imprévues » doivent, aux termes d'une disposition d'ordre administratif, être soumises à votre ratification.

Le montant des dépenses mandatées sur le crédit précité de 1937 s'élève à la somme de 113.455 frs 26.

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission des Finances, de vouloir bien valider les imputations de dépenses dont il s'agit et dont voici le détail :

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
143	28 Janvier	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur la propriété foncière bâtie.	5.921 24
473	5 Février	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur la propriété foncière bâtie.	3.473 51
508	8 Février	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur la propriété foncière bâtie.	875 36
550	13 Février	Receveur Municipal.	Remboursement du certificat de dégrèvement n° 148 concernant la taxe sur les domestiques.	40 »
632	26 Février	Receveur Municipal.	Remboursement de divers certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et la taxe sur les domestiques.	751 80
1119	9 Mars	Receveur Municipal.	Remboursement du certificat de dégrèvement n° 146 concernant la taxe sur le revenu net des propriétés bâties.	21 71

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
1138	9 Mars	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu net des propriétés bâties et de la taxe sur les domestiques.	1.154 86
1223	17 Mars	Receveur Municipal.	Remboursement du certificat de dégrèvement n° 286 concernant la taxe sur le revenu net de la propriété bâtie.	29 58
1325	20 Mars	Receveur Municipal.	Remboursement du certificat de dégrèvement n° 287 concernant la taxe sur le revenu net de la propriété bâtie.	13 50
1530	30 Mars	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu net des propriétés bâties et non bâties.	3.837 75
1652	9 Avril	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	11.076 61
1714	9 Avril	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	3.469 93
1796	15 Avril	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	3.621 29
5595	16 Avril	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	2.128 >

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
5702	21 Avril	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	2.557 10
6169	27 Avril	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	926 15
6409	29 Avril	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	91 92
6497	3 Mai	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	337 88
6798	5 Mai	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	862 »
6915	8 Mai	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	108 90
7055	11 Mai	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	1.039 85
7554	25 Mai	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	1.247 24

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
7569	26 Mai	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	1.484 34
7829	3 Juin	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	2.878 04
8837	16 Juin	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	40 »
9127	30 Juin	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	350 »
9579	7 Juillet	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	72 »
9667	9 Juillet	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	7.187 96
9745	13 Juillet	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	8.360 85
9798	15 Juillet	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	1.647 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
10680	16 Juillet	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	249 06
12479	29 Juillet	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	909 »
15966	5 Octobre	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	49 40
15979	6 Octobre	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	592 17
18418	20 Octobre	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	488 »
18633	27 Octobre	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	345 »
19275	10 Novem.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	147 »
20247	30 Novem.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	3.124 81

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
20894	3 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	837 »
20895	3 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	3.111 62
20909	3 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	5.787 70
20994	4 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur le revenu de la propriété foncière bâtie et non bâtie.	275 »
23536	23 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur la propriété bâtie.	263 »
24309	23 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur la propriété bâtie.	83 »
25123	23 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur la propriété bâtie.	1.069 07
25207	23 Décemb.	Receveur Municipal.	Remboursement de certificats de dégrèvement concernant la taxe sur la propriété bâtie.	612 83

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
14959	3 Septemb.	Receveur Municipal.	Montant des frais de poursuites concernant diverses cotes admises en non valeur par délibération du Conseil Municipal du 2 Juillet 1937.	59 »
19805	12 Novemb.	Receveur Municipal.	Montant des frais de poursuites concernant diverses cotes admises en non valeur par délibération du Conseil Municipal du 22 Octobre 1937.	196 20
1728	12 Avril	Gossart Debacker à Lille.	Remboursement du montant des loyers payés pour l'immeuble sis à Lille, 14 place Wicar, du 1 ^{er} Février 1935 au 30 Juin 1936, suivant délibération du Conseil Municipal du 7 Août 1936.	3.800 »
13006	30 Juillet	Payelle, rue Léon Gambetta, Lille.	Remboursement du loyer de l'immeuble 121 rue Léon Gambetta perçu en trop pour la période du 9 Août 1935 au 28 Février 1937.	2.182 »
8861	17 Juin	Deroncq et Cie, Lille.	Remboursement des frais de transport, emballage et camionnage d'une statue de pierre « Baigneuse » de Carl Longuet, en Mai 1937.	557 »
15743	29 Septemb.	Frémaux, Lille.	Frais de transport des objets exposés par la Ville à l'Exposition de Paris en Juillet 1937.	3.350 »
15922	1 ^{er} Octobre	G. Borrewater, La Madeleine.	Exposition de Paris 1937. Nettoyage de maquettes, installation en Juillet 1937.	5.380 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
15928	2 Octobre	Serrure, adjudant régisseur du Bataillon des Sapeurs Pompiers	Solde de 2 sapeurs-pompiers pour le remplissage et la vidange d'une bache à eau à l'Hippodrome de la Foire Commerciale les 3 et 20 Septembre 1937.	60 »
16104	8 Octobre	Le Receveur de l'Enregistrement.	Redevance pour taxe d'Etat relative à l'enseigne lumineuse placée sur le fronton du Théâtre Sébastopol du 1 ^{er} Octobre 1937 au 1 ^{er} Octobre 1938.	48 »
16188	12 Octobre	Bigot, régisseur.	Remboursement d'avances. Frais de chemin de fer aller et retour Lille-Paris de Mme Claus et de son fils, qui par suite d'accident survenu à l'Ecole Victor Hugo a dû subir en Clinique une opération chirurgicale en Août 1937.	276 »
21712	11 Décemb.	Faucompré, régisseur.	Salaire de divers employés pour heures supplémentaires effectuées du 14 au 28 Novembre 1937.	146 »
21982	20 Décemb.	Faucompré, régisseur.	Salaires de divers ouvriers pour heures supplémentaires effectuées les 27 Novembre, 5 et 12 Décembre 1937.	156 »
24157	28 Décemb.	Faucompré, régisseur.	Salaire de divers employés pour heures supplémentaires effectuées le 19 Décembre 1937.	72 »
25811	21 Jan. 1938	Faucompré, régisseur.	Salaire de divers employés pour heures supplémentaires effectuées les 25 et 26 Décembre 1937.	144 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
8983	19 Juin 1937	Delcueillerie, Lille.	Remboursement de la rétribution payée pour son fils Claude élève à l'Ecole Victor Duruy, l'enfant a été absent de l'Ecole du 1 ^{er} Février au 17 Mai pour cause de maladie.	40 »
9838	15 Juillet	Duterque, Ronchin.	Remboursement de la rétribution scolaire payée pour son fils Jean, élève à l'Ecole Victor Duruy, l'enfant a été absent de l'Ecole de Janvier à Mars pour cause de maladie.	40 »
18329	15 Octobre	Malafosse, Lille.	Remboursement de la rétribution scolaire payée pour son fils Jacques élève à l'école Montesquieu, l'enfant a été absent de l'Ecole du 15 Mai au 31 Juillet 1937 par suite de maladie.	40 »
20008	20 Novemb.	Bray, Lille.	Remboursement de la rétribution scolaire payée pour son fils Maurice élève à l'école Montesquieu, l'enfant a quitté définitivement l'école le 15 Novembre 1937.	30 »
20282	30 Novemb.	M. Leroy, Lille.	Remboursement de la rétribution scolaire payée pour son fils Maurice élève à l'école Victor Duruy, l'enfant n'a pas fréquenté l'école en Novembre 1937.	40 »
24300	23 Décemb.	C. Martel, Mons-enBa-rœul.	Remboursement de la rétribution scolaire payée pour son fils André, élève à l'école Montesquieu, l'enfant a été absent de l'école pendant le mois de Novembre 1937.	20 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
24216	30 Décemb.	Couque, Lille.	Remboursement de la rétribution scolaire payée pour son fils Robert, élève à l'école Louis Blanc, l'enfant a été absent de l'école à partir du 13 Octobre 1937.	25 »
25923	23 Jan. 1938	M ^r Boulanger, Lille.	Remboursement de la rétribution scolaire payée pour sa fille élève à l'école Des-cartes, l'enfant a été absente pour cause de maladie du 1 ^{er} Novembre au 31 Décembre 1937.	40 »
21746	11 Décemb.	Etablissements L. Teller, Lille.	Déplacement d'un ouvrier serrurier le 13 Novembre 1937 suivant réquisition du Commissaire de police du 4 ^e arrondissement à l'effet d'ouvrir et refermer la porte d'un appartement 148 rue Léon Gambetta.	25 »
26056	31 Décemb.	Danel, trésorier de la Société des Sciences, Lille.	Remboursement d'avances. Frais occasionnés pour l'organisation des concours pour l'obtention de la Bourse Wicar en Décembre 1937.	672 50
26795	21 Fév. 1938	Mutuelle Générale Française, Lille.	Assurance garantissant la responsabilité civile de la Ville dans le cas d'accidents survenant aux visiteurs du Beffroi. Police n° 1.566.825. Prime du 28 Novembre 1937 au 28 Novembre 1938.	279 »
18410	20 Octobre	Trésorier Payeur Général du Nord.	Insuffisance de l'article 67. D. O. 1937. Part contributive de la Ville dans les dépenses d'entretien pour 1937.	305 20

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
24203	30 Décemb.	Renourd Frères, Lille.	Insuffisance de l'article 103 D. O. 1937. Fourniture de taies d'oreillers en Décembre 1937.	183 »
25396	14 Jan. 1938	L'Econome du Lycée de garçons, Lille.	Insuffisance de l'article 149 D. O. 1937. Part de la Ville dans le supplément de traitement accordé au personnel pendant le 2 ^e semestre 1937.	274 03
25349	18 Jan. 1938	Société Léo Wiart et Cie Lille.	Insuffisance de l'article 29 D. E. 1937. Jardin d'enfants « Les P'tits Quinquins ». Fourniture de barres de préau en Septembre 1937.	64 »
26077	3 Fév. 1938	Van Liefferinge, Lille.	Insuffisance de l'article 206 D. O. 1937. Transport du matériel de la musique municipale pendant le 2 ^e semestre 1937.	156 »
26206	4 Fév. 1938	Receveur Municipal.	Insuffisance de l'article 170. D. O. 1937. Cotisations d'assurances sociales 4 ^e trimestre 1937.	615 »
26240	4 Fév. 1938	Receveur Municipal.	Insuffisance de l'article 170. D. O. 1937. Cotisations d'assurances sociales 4 ^e trimestre 1937.	150 »
26361	4 Fév. 1938	Receveur Municipal.	Insuffisance de l'article 170. D. O. 1937. Cotisations d'assurances sociales 4 ^e trimestre 1937.	481 25
26665	17 Décemb.	Haghebert - Fremaux, Lille.	Insuffisance de l'article 103 D. O. Adjudication du 1 ^{er} Mars 1937. 3 ^e Lot. Fourniture d'alcool dénaturé en Décembre 1937.	79 »
26845	22 Décemb.	Receveur du Bureau de Bienfaisance, Lille.	Insuffisance de l'article 120 D. O. 1937. Asile des Petites Sœurs des Pauvres. Fourniture de cercueils pendant le 4 ^e trimestre 1937.	1.018 »

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
26878	24 Décemb.	Etablissement P. Guerlais, Lille.	Insuffisance de l'article 170 D. O. 1937. Ecole Franklin. Fourniture de films d'enseignement en Décembre 1938.	105 »
26877	24 Fév. 1938	Merée-Boubée, Paris.	Insuffisance de l'article 170 D. O. Ecole Franklin. Fourniture de minéraux, collection d'insectes, cuvettes, carton, laine, porte objets etc. en Décembre 1937.	968 »
26808	24 Fév. 1938	G. Bottin, Lille.	Insuffisance de l'article 2 D. O. Fourniture en location d'un baraquement pour le jury du classement des chevaux en Août 1937.	499 »
27083	25 Février	Quintin, surveillant.	Insuffisance de l'article 193 D. O. Prime d'ancienneté allouée pour l'année 1937.	56 »
27093	25 Février	Debruyne, surveillant.	Insuffisance de l'article 193 D. O. Prime d'ancienneté allouée pour l'année 1937.	23 »
26960	1 ^{er} Mars	Société d'Halluin - Namur, Lille.	Insuffisance de l'article 170 D. O. Adjudication du 1 ^{er} Mars 1937. 5 ^e lot. Fourniture d'acier en Novembre 1937.	284 »
27041	1 ^{er} Mars	Docteur Soulez, Lille.	Insuffisance de l'article 204 D. O. Vacations pour services médicaux assurés à l'occasion de diverses fêtes en 1937.	850 »
27270	8 Mars	Etablissement Delerue, Lille.	Insuffisance de l'article 117 D. O. Fourniture d'épicerie en Octobre et Novembre 1937.	597 »
27294	8 Mars	A. Mirou, Lille.	Insuffisance de l'article 206 D. O. Fourniture de képis musiciens en Décembre 1937.	104 »

N ^{os} des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
27359	9 Mars	Le Percepteur de Lille-Sud et Facultés.	Insuffisance de l'article 160 D. O. Livraison par l'Université des exemplaires 3 et 4 des archives de l'Office professionnel du Nord en Août et Novembre 1937.	73 »
27487	11 Mars	Etablissement Verbièse, La Madeleine.	Insuffisance de l'article 170 D. O. Marché du 28 Décembre 1936. Fourniture de produits et matériel de laboratoire, en Décembre 1937.	372 »
27489	11 Mars	Etablissement Verbièse, La Madeleine.	Insuffisance de l'article 171 D. O. Fourniture de produits et matériel de laboratoire en Décembre 1937.	1.067 »
27491	11 Mars	H. Gautier, Lille.	Insuffisance de l'article 117 D. O. Fourniture d'épicerie en Novembre 1937.	869 »
27512	14 Mars	Veuve E. Vicart, Lille.	Insuffisance de l'article 117 D. O. Fourniture de toiles neuves pour traversins de crin végétal et lavage de toiles à matelas, en Juillet 1937.	1.132 »
27545	14 Mars	Tampléu frères, Lille.	Insuffisance de l'article 170 D. O. Fourniture de quincaillerie en Décembre 1937.	793 »
27569	15 Mars	Librairie Tallandier, Lille.	Insuffisance des articles 26 D. O. et 160 D. O. Marché du 24 Décembre 1936. Abonnements à diverses revues pendant le 4 ^e trimestre 1937.	1.038 »
26388	9 Fév. 1938	Brasserie l'Avenir, Lille.	Insuffisance de l'article 156 D. O. Livraison de bière en Décembre 1937.	72 »
				113.455 26

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'amélioration de la distribution d'eau, dans les Faubourgs de Douai et d'Arras, nécessite la pose d'une canalisation d'eau sous les voies de la ligne de Lille à Béthune aux abords du passage à niveau n° 3, rue du Faubourg de Douai.

La Société Nationale des Chemins de Fer Français nous a fait connaître qu'elle ne présente pas d'objection à l'exécution de ce travail sous réserve de l'observation des conditions reprises à la convention que nous vous soumettons, qui, outre diverses clauses techniques, prévoit le paiement par la Ville d'une redevance annuelle de trente-neuf francs.

Nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à signer la dite convention.

La dépense sera prélevée sur le crédit inscrit au Budget Ordinaire « Eaux ».

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La convention passée en 1937 avec le Syndicat de dessèchement des marais de la Haute-Deûle pour l'exécution des travaux nécessaires au maintien du niveau de l'eau dans les marais d'Haubourdin a pris fin le 31 Décembre 1937.

Après pourparlers, la Commission Syndicale a accepté de renouveler la dite Convention, aux mêmes conditions, soit moyennant une redevance annuelle de 20.000 francs.

D'accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous prions d'approuver la nouvelle convention, de la durée d'une année, que nous vous soumettons, étant entendu que la redevance fixée sera exclusive de toute autre indemnité en cas d'inondation ou de dessèchement excessif.

La dépense sera prélevée sur l'article 77 du Budget Ordinaire de l'exercice courant.

Adopté.

N° 1987

Distribution
d'eau

Pose de
canalisation
sous les voies
ferrées au
Faubourg de
Douai

Convention

N° 1983

Syndicat de
Dessèchement
des Marais
de la Haute-Deûle

Renouvellement
de la convention

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1989

Bains
Municipaux
boulevard de
la Liberté

Installation d'un
appareil de
signalisation
pour faciliter
la remontée des
baigneurs

MESSIEURS,

En raison de l'accroissement du nombre des usagers des piscines des Bains Municipaux du boulevard de la Liberté, il y a lieu d'installer dans cet établissement un appareil de signalisation afin de hâter l'évacuation des piscines par les baigneurs lorsque le temps du bain est limité par suite d'affluence.

Pour la réalisation de cette installation nous avons fait appel aux offres de quatre maisons d'électricité qui nous ont remis les propositions suivantes, établies d'après un programme dressé à cet effet :

M. Potigny à Lille	7.000 »
M. Dehertogh à Lille	7.108 20
Société d'Installation de lumière et de force électriques ..	7.094 25
Omnium d'Installations électriques	7.990 »

La proposition la plus avantageuse étant celle de M. Potigny, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, d'approuver le marché de gré à gré à passer avec cet entrepreneur.

La dépense fixée à 7.000 frs sera prélevée sur le crédit du Budget Primitif de 1938 « Bains Municipaux ».

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1990

Bains
Municipaux
boulevard de
la Liberté

Leçons de
natation

Modification
du tarif

MESSIEURS,

En accord avec votre Commission de la Solidarité Sociale de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques et votre Conseil d'Administration, nous avons considéré qu'il convenait de ramener de 47 à 40 francs le prix de la carte donnant droit à 8 leçons de natation.

Nous vous prions de vouloir bien adopter cette mesure qui tend à une plus grande utilisation des cartes d'abonnement et, partant, à un accroissement correspondant de la recette.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La taxe applicable aux désinfections des chambres d'hôtel, de domestiques ou d'ouvriers logés par leurs patrons, loges de concierge, etc., et lorsque les désinfections sont opérées sans obligation légale, est actuellement de 10 francs.

Il nous est apparu que ce taux était insuffisant, compte tenu des dépenses nécessitées pour cette opération.

En accord avec votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, nous vous proposons de porter ladite taxe à 20 francs.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La maison Bosc et Damée, 6 rue Léon Trulin à Lille, sollicite un abonnement pour 50 à 100 analyses de vin comprenant la détermination du degré alcoolique et de l'acidité volatile.

Le prix global de ces 2 dosages est de 35 francs.

En accord avec votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, nous vous proposons de donner une suite favorable à la demande présentée par la maison Bosc et Damée, en lui accordant une réduction de 20 % sur le tarif, pour un minimum de 50 analyses.

Le prix de l'analyse sera donc de 28 francs au lieu de 35 francs.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Dans votre séance du 2 Juillet 1937, vous avez décidé qu'il serait procédé en 1938 au retubage de la chaudière n° 2 de l'usine d'Emmerin.

En vue de l'exécution des travaux, nous avons consulté sous forme d'appel d'offres trois constructeurs, les offres faites sont résumées ci-dessous:

N° 1991

Service des
Désinfections

—
Modification
de la taxe
applicable
aux chambres
d'hôtel,
chambres de
domestiques et
d'ouvriers logés

N° 1992

Laboratoire
Municipal

—
Abonnement
pour analyses
de vin

N° 1993

Distribution
d'ecu

Usine d'Emmerin

—
Retubage d'une
chaudière

—
Marché

	Detubage et retubage à forfait	Remplacement de tubes
M. Austrate à Lille	7.000 frs	340 frs pièce
M. Decoster à Lille	7.500 frs	345 frs pièce
Etablissements Fontaine à Lambersart	8.500 frs	410 frs pièce

L'offre la plus intéressante pour la Ville est celle de M. Austrate ; d'accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous proposons de confier le travail à ce constructeur et de nous autoriser à passer avec lui un marché de gré à gré.

La dépense, évaluée approximativement à 27.400 francs, sera prélevée sur le crédit du Budget Ordinaire « Eaux ».

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Les deux groupes moto-pompes électriques installés en 1919 à l'usine d'Emmerin ont besoin d'une révision complète. La maison Wauquier et Cie de Lille, constructeur des pompes, a été invitée à établir un devis des réparations nécessaires qui, après examen du Service, a été arrêté à la somme de 22.960 frs.

Des groupes de cette puissance, 900 à 1.000 m. c. heure, coûteraient actuellement environ 80.000 francs pièce.

Nous proposons de faire procéder à la révision projetée et présentons dans ce but à votre approbation, un marché de gré à gré à passer avec la Société Anonyme Wauquier et Cie.

La dépense sera prélevée sur le crédit du Budget ordinaire « Eaux ».

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Paul-Louis Lemaire, brigadier des gardiens de la paix, né à La Chapelle-d'Armentières le 23 Août 1883, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Septembre 1938.

N° 1994

—
Distribution
d'eau

—
Usine élévatoire
d'Emmerin

—
Révision des
pompes
électriques

—
Marché

N° 1995

—
Liquidation
de pension

—
Police

—
Paul Louis
Lemaire

Entré au service de la Ville le 16 Février 1911, M. Lemaire comptera, au 31 Août 1938, vingt-sept ans un mois et dix jours de services, compte tenu de deux interruptions du 1^{er} Décembre 1911 au 20 Avril 1912 et du 1^{er} au 15 Juin 1932, avec un traitement moyen de 14.100 francs pendant les trois dernières années.

D'après les articles 3 et 5 des statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, M. Lemaire a droit :

Pour 25 ans de service actif, à la moitié du traitement moyen soit : 14.100 : 2	7.050 »
Pour 2 ans : 2/40 de 14.100	705 »
Pour 1 mois : 1/12 de 1/40 de 14.100	29 37
Pour 10 jours : 10/30 de 1/12 de 1/40 de 14.100	9 79
Total	7.794 16

En conséquence, nous vous proposons d'allouer à M. Lemaire sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, à partir du 1^{er} Septembre 1938, une pension annuelle de 7.794 frs 16.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Au cours de sa dernière session, le Conseil Général a décidé qu'une allocation supplémentaire de cinquante centimes par jour pourra être accordée aux chômeurs qui perçoivent l'allocation principale, le département s'engageant à participer dans la dépense de compte à demi avec les Communes.

Cette allocation est une allocation d'attente, elle sera à valoir sur les majorations prévues dans les projets du Gouvernement tendant à un relèvement général du taux des secours aux chômeurs.

Afin de permettre le versement de la dite allocation, nous vous prions de décider qu'une majoration provisoire d'attente de cinquante centimes par jour sera allouée, à partir du 6 Mai, aux chômeurs percevant l'allocation principale, dans les conditions indiquées par le Conseil Général au cours de sa session ordinaire de 1938.

Adopté.

N° 1996

Service
Municipal
de Chômage

Augmentation
du taux des
allocations

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 1997

Service
Municipal
de Chômage

Secours aux
familles des
chômeurs
malades
ou décédés

MESSIEURS,

Une circulaire de M. le Préfet, en date du 17 Mai dernier, dispose que, conformément à une décision prise par le Conseil Général au cours de sa dernière session, les Communes ou les Bureaux de Bienfaisance qui accorderaient des secours aux familles des chômeurs malades ou décédés pourraient être subventionnés par le Département dans les mêmes conditions que les secours d'hiver en nature, c'est-à-dire que la participation du Département varierait de 50 à 80 %.

Les secours à accorder correspondraient au montant des allocations perçues par le chômeur, diminué de 8 frs représentant la part du chef de ménage.

Tout cas paraissant digne d'intérêt devra être signalé à M. le Préfet accompagné du dossier du chômeur intéressé et d'une note exposant de façon précise la situation de la famille. Les secours pourront être accordés pour une période de 1 mois au maximum pour les familles des chômeurs décédés.

En ce qui concerne les malades, après un mois de maladie, le cas des bénéficiaires devra faire l'objet d'un nouvel examen et une nouvelle décision devra être prise en vue de la prolongation des secours.

Sur notre proposition, l'Administration Municipale a donné un avis favorable à l'attribution des secours dont il s'agit par les soins de notre Fonds de Chômage.

Nous vous proposons dès lors de prendre la délibération suivante :

« Le Fonds Municipal de Chômage pourra verser aux familles des chômeurs malades ou décédés des secours dont le montant n'excèdera pas les majorations pour charges de famille précédemment attribuées au chômeur.

En cas de décès, ces majorations pourront être maintenues pendant un mois au maximum.

En ce qui concerne les malades, après un mois de maladie, le cas des chômeurs bénéficiaires de la mesure précitée devra faire l'objet d'un nouvel examen et une nouvelle décision devra être prise.

Adopté.

Paul Louis
Lemaire

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En vue de l'installation des vestiaires métalliques d'élèves au Groupe Scolaire du Faubourg d'Arras, des propositions ont été demandées à vingt et une maisons.

Six d'entre elles, compte non tenu des Etablissements Duprez et Cie dont le projet n'est pas conforme au programme, ont fait les offres ci-après :

		Variante 1	Variante 2
M. Albert Mallet, 59 rue de Tournai	102.585 »		
M. Charles Vilain 4-6-8 avenue de Bretagne	99.650 »		
Etablissements Richer-Huyge, 12 rue de Jemmapes	94.278 »	88.878 »	
M. Charles Dervaux, 14-19 rue de Fontenoy	93.868 »	71.500 »	
MM. P. Montaigne et Fils, 13 rue de la Digue	92.440 »	70.050 »	
M. Henri Bourée, 139 boulevard de la République La Madeleine	86.880 »	82.500 »	73.352 frs

Les projets en variante répondent aux prescriptions du programme.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de retenir l'offre la plus avantageuse pour la Ville et de nous autoriser par suite à passer avec MM. P. Montaigne et Fils un marché de gré à gré montant à 70.050 frs.

La dépense sera imputée sur les crédits ouverts pour la construction du Groupe Scolaire du Faubourg d'Arras.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le matériel dont nous disposons, notamment pendant la période des examens étant insuffisant, nous avons procédé à un appel d'offres pour la fourniture de 50 tables sur tréteaux.

Les propositions suivantes nous ont été adressées :

N° 1998

Programme des
Grands Travaux

Groupe scolaire
du
Faubourg d'Arras

Vestiaires
métalliques

Marché

N° 1999

Fourniture
de tables
sur tréteaux

Marché

Entrepreneurs	Prix par table	délai d'exécution
MM. A. Descamps	245 frs	
G. Defrance	215 frs	15 jours
M. Devroudt	198 frs 47	15 jours
Scouvemont	185 frs	20 jours
Dutailly Frères	178 frs	10 jours
R. Turpain	173 frs	15 jours
Houssen	170 frs	10 à 15 jours
P. Lehouck	165 frs	6 semaines
Sadoine	145 frs	6 jours ouvrables
L. Wiart	144 frs 80	15 jours

— Nous vous demandons de nous autoriser à passer un marché de gré à gré avec la Maison Léo Wiart et Cie qui nous a fait les conditions les meilleures.

La dépense, soit 7.240 frs, sera prélevée sur l'article 201 du Budget Ordinaire.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Au cours de sa réunion du 18 Juin 1932, le Conseil Municipal a voté une subvention de cinq mille francs en vue de la création d'un prix de littérature dit « Prix Littéraire de la Ville de Lille et des Amis de Lille ».

Ce concours eut lieu en 1933, la Ville n'intervenant dans la dépense que pour compléter l'effort fait par le Syndicat d'Initiative les « Amis de Lille » et à concurrence de cinq mille francs.

Le Président des « Amis de Lille » sollicite le concours financier de la Ville pour l'organisation de ce prix littéraire à décerner en Décembre 1939.

L'Administration Municipale vous propose d'agréer la demande qui nous est présentée et de voter une subvention de cinq mille francs.

Nous vous demandons d'adopter cette proposition.

Adopté.

N° 2000

Prix Littéraire
de la Ville de
Lille
et des Amis de
Lille

Subvention

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Eugène-Christiaan Hersin, secrétaire de police de 1^{re} classe, né à La Bassée le 6 Novembre 1883, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Décembre 1938.

Entré au service de la Police le 24 Août 1907, M. Hersin comptera, au 30 Novembre 1938, trente et un an, trois mois et sept jours de service, avec un traitement moyen de 17.666 frs 66 pendant les trois dernières années.

D'après les articles 3 et 5 des statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, M. Hersin a droit :

Pour vingt cinq ans de service actif à la moitié du traitement	
moyen soit : 17.666,66 : 2	8.833 33
Pour six ans : 6/40 de 17.666,66	2.649 99
Pour trois mois : 3/12 de 1/40 de 17.666,66	110 41
Pour sept jours : 7/30 de 1/12 de 1/40 de 17.666,66	8 57
	<hr/>
	11.602 30

En conséquence, nous vous proposons d'allouer à M. Hersin sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, à partir du 1^{er} Décembre 1938, une pension annuelle de 11.602,30.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Eugène Denne, Secrétaire de police de 3^e classe, est décédé le 19 Mai 1938, laissant sa veuve la dame Léontine-Adèle Lefebvre qui sollicite la liquidation de la pension à laquelle elle a droit ainsi que celle de son enfant mineur conformément aux statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux.

Entré au service de la Police le 1^{er} Juin 1922, M. Denne comptait, au moment de son décès, quinze ans onze mois et dix neuf jours de service avec un traitement moyen de 14.376 frs 28 pendant les trois dernières années.

Il aurait pu obtenir une pension de 3.826 frs 35 calculée comme suit :

N° 2001

—
Liquidation
de pension

—
Police

—
Eugène Hersin

N° 2004

—
Liquidation
de pension

—
Sapeurs-
Pompiers

—
Veuve
Achille Narayne

N° 2002

—
Liquidation
de pension

—
Police

—
Veuve
Eugène Denne

Pour quinze ans : 15/60 de 14.376,28	3.594 07
Pour onze mois : 11/12 de 1/60 de 14.376,28	249 63
Pour dix neuf jours : 19/30 de 1/12 de 1/60 de 14.376,28	12 65

 3.826 35

Vu les extraits de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dame Léontine-Adèle Lefebvre est née à Fontaine-au-Pire le 14 Août 1901 ;

2° que la dite dame Lefebvre et M. Denne ont contracté mariage le 12 Avril 1924 ;

3° que de ce mariage est issu Jean-Eugène Denne né le 16 Juillet 1927 à Lille ;

Vu le certificat constatant : 1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ; 2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Denne-Lefebvre,

le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux duquel il résulte :

1° Article 7. — que Mme Veuve Denne a droit à la moitié de la pension qu'aurait pu obtenir son mari, soit 3.826,35 : 2	1.913 17
2° Article 8. — que la pension de la veuve s'accroît d'un dixième pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans, soit 1.913,17 : 10	191 34

 Total..... 2.104 48

En conséquence, nous vous proposons de régler la pension annuelle de Mme Veuve Denne et de son enfant à 2.104 frs 48, à partir du 20 Mai 1938, lendemain du décès de son mari.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Jean-Baptiste Desmulliez, Inspecteur sous-chef de sûreté né à Hem le 8 Octobre 1883, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1^{er} Novembre 1938.

Entré au service de la Police le 3 Août 1908, M. Desmulliez, comptera au 31 Octobre 1938, trente ans, deux mois et vingt huit jours de service avec un traitement moyen de 17.416 frs 66 pendant les trois dernières années.

N° 2003

Liquidation
de pension

Police

Jean-Baptiste
Desmulliez

D'après les articles 3 et 5 des statuts de la Caisse des Retraites des services municipaux, M. Desmulliez a droit :

Pour vingt cinq ans de service actif à la moitié du traitement	
moyen soit 17.416,66 : 2	8.708 33
Pour cinq ans : 5/40 de 17.416,66	2.177 07
Pour deux mois : 2/12 de 1/40 de 17.416,66.....	72 56
Pour vingt huit jours : 28/30 de 1/12 de 1/40 de 17.416,66	33 84
	<hr/>
	10.991 80

En conséquence, nous vous proposons d'allouer à M. Desmulliez sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux à partir du 1^{er} Novembre 1938 une pension annuelle de 10.991 fr. 80.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Achille-Alfred Navarre, ancien adjudant au Bataillon des Sapeurs-Pompiers, est décédé le 29 Avril 1938, en possession d'une pension de 3.564 fr. 33, sur la Caisse des Retraites des Services Municipaux, dont il jouissait depuis le 1^{er} Janvier 1924.

Sa veuve, la dame Marie-Louise Ghilbert, sollicite le règlement de sa pension de retraite conformément à l'article 7 des statuts de la dite caisse.

Vu les extraits des registres de l'Etat-Civil constatant :

1° que la dame Marie-Louise Ghilbert est née le 11 Janvier 1874 à Escanaffles ;

2° que M. Navarre et la dame Ghilbert ont contracté mariage le 11 Mars 1893 ;

3° que M. Navarre est décédé le 29 Avril 1938 ;

Vu le certificat constatant : 1° que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ; 2° qu'aucune séparation de corps n'a été prononcée entre les époux Navarre ;

les statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux desquels il résulte que Mme Veuve Navarre a droit à la moitié de la pension de son mari, soit :

3.564 frs 33 : 2 = 1.782 frs 16.

Nous vous prions de régler la pension de Mme Veuve Navarre à 1.782 frs 16, à partir du 30 Avril 1938, lendemain du décès de son mari.

Adopté.

N° 2004

—
Liquidation
de pension

—
Sapeurs-
Pompiers

—
Veuve
Achille Navarre

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2005

Exposition du
Progrès Social

Convention

MESSIEURS,

En vue de l'Exposition du Progrès Social projetée dans notre ville en 1939, le Comité d'Organisation de cette manifestation a envisagé son installation sur les terrains et locaux actuels de la Foire Commerciale ainsi que sur les terrains avoisinants appartenant à la Ville et situés : d'une part, entre l'emplacement actuel de cette Foire, la rue du Grand Balcon et l'avenue Julien Destrée ; d'autre part, entre cette dernière avenue, la rue du Faubourg de Tournai et le boulevard de Ceinture.

Après de longs pourparlers avec le Comité d'Organisation, nous sommes tombés d'accord sur la conclusion d'une convention que nous vous soumettons en vous demandant de vouloir bien l'approuver.

CONVENTION

Entre les soussignés :

M. Charles Saint-Venant, député-maire de Lille, demeurant à Lille,

Agissant au nom et pour le compte de la ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du _____ qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part ;

Et M. _____ Commissaire Général du Comité de l'Exposition du Progrès Social, à ce habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du _____

d'autre part ;

Il a été convenu et stipulé ce qui suit :

ARTICLE 1

La Ville concède au Comité de l'Exposition les terrains lui appartenant et avoisinant le Parc de la Foire Commerciale et situés : d'une part, entre l'emplacement actuel de cette Foire, la rue du Grand Balcon et l'avenue Julien Destrée ; d'autre part, entre cette dernière avenue, la rue du Faubourg de Tournai et le boulevard de Ceinture et figurant sous teinte _____ sur le plan annexé à la présente convention et contresigné par les deux parties.

ARTICLE 2

Cette concession est faite pour la durée de l'exposition, c'est-à-dire pour une période approximative de cinq mois, de Mai à Octobre 1939. Néanmoins, le Comité de l'Exposition aura le droit de faire effectuer dès maintenant, sur ces terrains, tous les aménagements qu'il jugera nécessaires,

tels que nivellement, canalisations, pylones, constructions, décorations, plantations, clôtures, etc...

ARTICLE 3

Ces terrains seront utilisés par le Comité de l'Exposition pour réaliser son objet, notamment constructions de pavillons, attractions, parcs à autos, etc., la Ville ayant la faculté de surveiller les installations par un délégué à ce désigné.

ARTICLE 4

Dans les terrains à lui concédés, le Comité de l'Exposition aura la faculté de percevoir toutes redevances, notamment des exposants, concessionnaires et visiteurs, et d'édicter tous règlements intérieurs, qu'il jugera convenables, la Ville dégageant à cet égard toute responsabilité.

ARTICLE 5

Les terrains concédés seront aménagés en accord avec le Commissariat Général de l'Exposition par les services et les soins de la Ville et à ses frais.

Les aménagements consistent : 1° en un établissement d'un réseau d'égouts municipaux sur lesquels auront à se brancher à leurs frais les usagers de l'Exposition ; 2° en des canalisations principales (eau, gaz, électricité) sur lesquelles les usagers se brancheront à leurs frais et pour l'établissement desquelles il appartiendra à la Ville de s'entendre comme elle le jugera bon avec ses concessionnaires ; 3° en l'établissement des voies principales et secondaires figurant sur le plan annexé, la Ville se réservant de donner à cette voirie un caractère permanent ou provisoire.

Les canalisations en eau, gaz et électricité seront établies pour satisfaire aux consommations indiquées sur le plan annexé.

Les travaux seront entrepris par la Ville dans le mois qui suivra l'approbation des projets par l'autorité supérieure et poursuivis avec le maximum de célérité en accord avec le Commissariat Général de l'Exposition et pour faciliter sa tâche.

Les travaux ci-dessus indiqués s'appliquent à la fois aux terrains concédés par la Ville et à ceux de la Société de la Foire Commerciale, suivant précision au plan ci-annexé.

Les terrains seront remis à la Ville après la clôture de l'Exposition avec leurs aménagements d'urbanisme et débarrassés des gravois et de toutes les constructions, telles que stands et pavillons, sauf accord avec la Ville, s'il y a lieu pour tout ou partie. Un délai de trois mois au maximum sera accordé au Comité de l'Exposition pour se libérer de cette obligation.

ARTICLE 6

A titre reconnaissant, le Comité de l'Exposition paiera à la Ville pour la concession des dits terrains une redevance forfaitaire de un franc.

Il supportera tous les impôts, taxes et charges de toute nature mis ou à mettre tant sur le sol que sur les constructions édifiées.

Il devra, en outre, assurer à ses frais contre l'incendie les bâtiments qui seront érigés, la Ville entendant décliner toute responsabilité à cet égard.

Le Comité demeurera seul responsable de tous accidents tant matériels que corporels qui surviendraient dans l'intérieur de la concession.

ARTICLE 7

La Ville s'engage à accorder toutes facilités pour les transports et manutentions, tant pour l'administration de l'Exposition que pour les exposants et concessionnaires. Elle les dispensera, dans la limite des règlements, de tous droits d'octroi, taxes et redevances.

ARTICLE 8

La Ville s'engage à assurer à ses frais, pendant toute la durée de l'Exposition, le parfait entretien des rues, avenues et voies d'accès à l'Exposition extérieures aux limites du terrain concédé, ainsi que leur décoration et leur éclairage intensif. L'Autorité Municipale prendra, en outre, toutes dispositions utiles pour faciliter la circulation, notamment en ce qui concerne les transports en commun organisés ou concédés, sous la réserve des droits des tiers, par le Commissariat Général, qui soumettra à cet égard à l'approbation du Maire un règlement d'ensemble.

ARTICLE 9

Le Commissariat Général sera autorisé à apposer gratuitement dans les rues et places de la ville des panneaux ou écriteaux destinés à retenir l'attention des visiteurs et à les diriger sur l'Exposition. Il soumettra, à cet effet, un plan d'ensemble à l'approbation du maire. Il aura, en outre, la faculté d'établir à des endroits désignés et sans redevance un ou plusieurs bureaux de renseignements pour les touristes.

ARTICLE 10

La Ville s'engage à prêter ses bons offices, pour obtenir des Compagnies concessionnaires les tarifs les plus bas, en ce qui concerne l'installation et la consommation de l'électricité et du gaz dans l'enceinte de l'Exposition. Il en sera de même pour les services de la Compagnie des Tramways et Transports Publics concédés.

La Ville fournira l'eau au tarif industriel dans les conditions prévues.

au règlement de la distribution d'eau. Les canalisations existantes dans le périmètre de la concession ne pourront être modifiées. Les branchements partant de ces canalisations seront exécutés sous le contrôle du service des Eaux de la Ville.

ARTICLE 11

Le Comité assurera, à l'aide du personnel recruté par lui, le service d'ordre ainsi que celui de sécurité contre l'incendie à l'intérieur de la concession.

A la demande du Comité, la Ville organisera, avec ses agents et les moyens dont elle dispose, des services spéciaux d'incendie et de police, sous réserve de paiement par le dit Comité des indemnités prévues par les règlements en vigueur.

ARTICLE 12

La Ville mettra gratuitement à la disposition du Comité de l'Exposition et pendant la durée de l'Exposition les deux salles municipales de spectacles, à savoir, le Grand Théâtre, les lundis, mercredis et samedis, et la salle Sébastopol les mardis, jeudis et vendredis. Le Comité de l'Exposition prendra à sa charge les frais de bordereaux et de journées.

Pour les dimanches et pour les cas où des répétitions seraient nécessaires, en dehors des jours ci-dessus prévus, une entente devrait intervenir avec la Ville.

Il en sera de même pour le Palais Rameau, où le Comité de l'Exposition pourra organiser des fêtes ou manifestations, après entente avec la Ville, ainsi que pour les terrains de sports et stades.

Un calendrier général sera soumis au Maire au plus tard le 1^{er} Décembre 1938 et un accord devra intervenir dans le délai d'un mois, en vue des nécessités de la propagande de l'Exposition.

La Ville, dans la mesure des possibilités et des besoins du service, mettra en outre à la disposition du Comité des salles de l'Hôtel de Ville, pour des congrès, réunions, ou conférences de caractère littéraire, artistique ou scientifique.

Elle autorisera, après entente, des manifestations d'art telles que promenades, conférences ou expositions au Palais des Beaux-Arts.

D'une manière générale la Ville facilitera, dans toute la mesure du possible, la tâche du Comité de l'Exposition, en ce qui concerne les réceptions et manifestations extérieures.

ARTICLE 13

La Ville renonce, au profit du Comité de l'Exposition, à tous les droits

de priorité qu'elle pourrait avoir sur les terrains et bâtiments de la Foire Commerciale.

ARTICLE 14

Les droits de la Ville sont réservés pour le cas où le Comité de l'Exposition renoncerait, en cours d'exécution du présent contrat, à faire cette manifestation sur les terrains qui lui sont concédés.

ARTICLE 15

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent acte seront supportés par le Comité de l'Exposition qui s'y oblige.

Fait et signé en double exemplaire, à

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La hausse des salaires et du coût des matériaux a donné lieu, conformément aux règlements en vigueur, à la révision des marchés de fournitures et de travaux passés avec la Ville. Des majorations ont ainsi été accordées aux entrepreneurs titulaires de ces marchés.

La question, qui s'est alors posée, a été celle du règlement des honoraires d'architectes.

Les dispositions sociales et monétaires mises récemment en application n'ont pas entraîné, pour les architectes, des dépenses supplémentaires en ce qui concerne la rédaction des projets soumis à la révision et la surveillance des travaux.

Par contre la discussion des variations de prix et leur application ont nécessité de leur part un supplément de travail.

Pour en tenir compte, nous vous demandons de décider que les honoraires des architectes, relatifs aux majorations accordées aux entrepreneurs par suite de révision de leurs marchés, seront calculés au taux de un pour cent.

Adopté.

N° 2006

—
Révision des
marchés
administratifs

—
Honoraires des
architectes

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Gabriel Pagnerre, architecte agréé, a dressé le projet de transformation et d'agrandissement de l'école maternelle Jean Bart au Faubourg des Postes.

Il a reçu, à titre d'avance sur honoraires, un acompte de 17.000 frs.

Un deuxième acompte, dont le montant serait de 12.000 frs peut, sans inconvénient, être payé à cet architecte, car le total des avances ainsi consenties atteindra un chiffre encore inférieur à celui qui résulte de l'application du taux réglementaire des honoraires pour établissement de projet.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons par suite : 1° de nous autoriser à faire à M. Gabriel Pagnerre une avance sur honoraires de 12.000 frs ; 2° de décider que la dépense sera imputée sur fonds d'emprunt : Prévisions pour constructions scolaires.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'immeuble situé rue de Paris 182 est appelé à disparaître pour permettre la réalisation de notre Programme d'Aménagement et d'Embellissement.

En vue de procéder à l'évacuation de cet immeuble, nous sommes entré en pourparlers avec la locataire, Mme Veuve Descarpentries, qui a accepté de le rendre entièrement libre d'occupation moyennant paiement d'une indemnité que nous avons cru équitable de fixer à 20.000 frs compte tenu de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Nous vous proposons : 1° de nous autoriser à payer cette indemnité ; 2° de décider que le montant de la dépense ainsi que les frais résultant de la régularisation de l'engagement souscrit seront prélevés sur les crédits d'emprunt destinés à l'achat de terrains et d'immeubles pour la démolition.

Adopté.

N° 2007

Programme des
Grands Travaux

Agrandissement
de l'Ecole
maternelle
Jean Bart

Etablissement
de projet

Avance sur
honoraires

N° 2008

Eviction de
locataire

182, rue de Paris

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2009

Congrès National
de
L'Union Fédérale
des
Syndicats des
Maîtres-Artisans
Coiffeurs de
France et des
Colonies

Subvention

MESSIEURS,

Le Congrès National de l'Union Fédérale des Syndicats des Maîtres-Artisans Coiffeurs de France et des Colonies se tiendra en notre Ville, du 22 au 24 Août prochain.

Les organisateurs ont sollicité le concours moral et financier de la Ville.

L'Administration Municipale propose d'agréer cette requête et de voter une subvention de cinq cent francs.

Nous vous prions de vous prononcer dans le même sens et de décider que la dépense fera l'objet d'un crédit spécial à inscrire au Budget Supplémentaire de 1938.

*Adopté.***RAPPORT DE M. LE MAIRE**

N° 2010

Soixante-
quinzième
Anniversaire
de la Société de
Secours Mutuels
des Voyageurs
et Employés de
Lille et du Nord
de la France

Subvention

MESSIEURS,

Le 6 Novembre prochain, la Société de Secours Mutuels des Voyageurs et Employés de Lille et du Nord de la France fêtera le soixante-quinzième anniversaire de sa fondation.

En nous faisant connaître les dispositions prises en vue de donner à ces manifestations le maximum d'éclat, les organisateurs ont sollicité le concours financier de la Ville.

Agréant cette requête, nous vous proposons, en accord avec l'Administration Municipale, de voter une subvention de cinq cents francs.

La dépense fera l'objet d'un crédit spécial à inscrire au Budget Supplémentaire de 1938.

*Adopté.***RAPPORT DE M. LE MAIRE**

N° 2011

Assurance contre
l'incendie

Refonte de la
police particulière
des bâtiments
communaux

MESSIEURS,

Suivant police n° 905.609 en date du 9 Avril 1929, l'Ancienne Mutuelle du Calvados, dont le siège est à Caen, 27 rue Guilbert, assure contre l'incendie un certain nombre de bâtiments communaux, églises, écoles, bibliothèques, postes de police et de pompiers, monuments, etc... dont la valeur totale,

contenant et contenu, est de 63.788.155 frs, pour une prime annuelle de 32.329 frs 41, impôts compris.

Les expertises confiées au Cabinet Galtier Frères risquant d'avoir une répercussion fâcheuse sur le montant de la prime, nous avons examiné avec la Société précitée le moyen d'atténuer — sinon annihiler — les effets de la revalorisation des constructions.

Il nous a été proposé une combinaison élargie d'assurance « au premier feu » en remplacement de la police actuelle.

Le montant des existences en bâtiments serait revalorisé de 50 %, chiffre correspondant approximativement à la hausse des matériaux constatée au cours de ces dernières années. Les existences en matériel seraient majorées de 40 %.

Le montant global des existences passerait de 63.788.155 frs à 97.042.000 frs. De plus, afin de corriger toutes différences pouvant exister entre les chiffres ainsi établis et la valeur actuelle des risques, une tolérance supplémentaire de 20 % serait admise, en deçà de laquelle la règle proportionnelle ne pourrait être appliquée. C'est donc, en réalité, une assurance globale de 116.450.400 frs qui nous serait accordée.

Les constructions nouvelles pourraient être incorporées dans l'assurance « au premier feu ». Elles donneraient lieu à augmentation de prime lorsque leur valeur aurait atteint le dixième de la valeur initiale des existences déclarées, c'est-à-dire 9.704.200 frs. La surprime y afférente serait égale au dixième de la prime, soit 2.223 frs 20.

La somme assurée « au premier feu » serait de six millions. Elle est suffisante pour indemniser complètement la Ville du sinistre le plus important.

Cette somme représente le maximum de ce que l'assureur pourrait avoir à payer annuellement.

Pour éviter que, après un sinistre, la Ville ne se trouve plus couverte jusqu'à la prochaine échéance que pour la somme fixée en la police, déduction faite du montant du sinistre, il serait convenu que la somme fixée en la police continuerait à être assurée quel que soit le montant des sinistres payés au cours de l'année, et ce, moyennant le paiement du prorata de prime correspondant au montant du sinistre et au temps restant à courir jusqu'à la prochaine échéance.

En général, l'assurance « au premier feu » comprend une franchise d'avarie, c'est-à-dire une somme venant en déduction du montant de l'indemnité fixée pour un sinistre.

L'Ancienne Mutuelle du Calvados dérogerait à cette règle en notre faveur.

En résumé, les avantages que retirerait la Ville de la souscription d'un tel contrat sont les suivants :

1° La prime s'élèverait à 31.089 frs 58, impôts compris. Elle fait ressortir une économie de 1.239 frs 83 sur la prime actuelle.

2° Le risque d'application de la règle proportionnelle serait pratiquement nul.

3° Le réajustement des valeurs assurées, consécutif aux travaux d'expertise du Cabinet Galtier, n'aurait pas de répercussion sur la prime.

D'autre part, ce contrat, remplaçant la police actuelle, aurait effet au 9 Avril dernier.

Nous vous demandons de nous autoriser à souscrire une police « au premier feu » qui remplacerait la police n° 905.609 moyennant une prime de 31.089 frs 58, impôts compris.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Jacques Chaize, demeurant 11 rue d'Isly, a touché indûment des secours de chômage.

Dès que cette situation irrégulière fut connue, sa radiation fut prononcée.

Nous vous demandons de nous autoriser à intenter devant toutes juridictions compétentes, une action en dommages-intérêts tant contre M. Chaize que contre ses patrons, MM. Gagedois, 92 rue d'Isly et Follet, 154 rue de Douai qui se sont rendus complices de cette escroquerie.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Par délibération en date du 1^{er} Avril 1938 vous avez décidé de recourir aux formalités de l'expropriation en vue d'acquérir partie de trois immeubles sis rue Malpart 27-33 et 41, nécessaire à l'élargissement de la rue Malpart prévu au plan partiel d'aménagement déclaré d'utilité publique par décret du 27 Mars 1928 et dont les alignements ont été homologués par arrêté préfectoral du 7 Mai 1931.

N° 2012

—
Instance
contre Chaize
Gagedois et
Follet

—
Autorisation
d'ester

N° 2013

—
Expropriation
rue Malpart
27-33 et 41

—
Avis après
enquête
parcellaire

Au cours de l'enquête qui eut lieu en la Mairie du 24 au 31 Mai 1938 inclus, aucune déclaration contraire au projet n'a été enregistrée.

Conformément à l'article 13 du décret-loi du 8 Août 1935 modifié par l'article 1^{er} du décret-loi du 30 Octobre 1935 et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 20 Avril 1938, l'avis de la Commission d'Enquête doit être remplacé par celui du Conseil Municipal, étant donné qu'il s'agit en l'espèce d'une expropriation dans un but purement communal.

Nous vous demandons, en conséquence : 1° de confirmer votre décision d'exproprier ; 2° de solliciter de M. le Préfet du Nord, l'arrêté de cessibilité des parties de propriétés en cause, ainsi que l'ordonnance d'expropriation.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La Ville poursuit actuellement l'expropriation de l'immeuble situé rue de Paris 279-281, appartenant à M. Sieuw.

La Commission Arbitrale d'Evaluation, instituée par le décret-loi du 8 Août 1935, a rendu sa décision le 17 Décembre 1937.

M. Sieuw, usant du droit qui lui est conféré par l'article 39 du dit décret, a fait appel de cette décision devant le Tribunal Civil de Lille.

M. le Président de cette juridiction a, en conséquence, chargé M. Marché, expert, de lui fournir des renseignements complémentaires, lesquels ont été produits dans un rapport déposé au Greffe du Tribunal le 30 Avril dernier.

Il est d'usage que les experts réclament leurs frais et honoraires avant le dépôt de leur rapport. Toutefois, M. Marché a bien voulu, afin de hâter la décision, déposer son rapport sans en attendre le règlement.

M. Marché vient de nous adresser son mémoire s'élevant à la somme de 2.325 frs.

Nous vous demandons de vouloir bien nous autoriser à lui régler la somme précitée de 2.325 frs, qui sera prélevée sur l'article 105 du Budget Supplémentaire de 1938.

Il reste entendu que, conformément aux dispositions du décret-loi du 8 Août 1935, le Tribunal aura à statuer sur les frais d'appel ainsi que sur les frais d'expertise et à autoriser la Ville à retenir sur l'indemnité due, la part de ces frais mis à la charge de M. Sieuw.

Adopté.

N° 2014

Expropriation
rue de Paris
279-281

Appel. Frais
d'expertise

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2015

Eglise St-Etienne

Remplacement
de recouvrements
en zincParticipation
du Culte

MESSIEURS,

Des recouvrements en zinc des contreforts de l'Eglise Saint-Etienne sont soulevés, déchirés et menacent de se détacher.

Les travaux de réparation et de remplacement des parties défectueuses sont évalués à quatre mille francs environ.

M. Dubus, curé-doyen de la paroisse Saint-Etienne, s'est engagé à participer dans la dépense prévue jusqu'à concurrence de la moitié, soit deux mille francs.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons : 1° d'autoriser l'exécution des travaux ; 2° d'admettre en recette la somme de deux mille francs ; 3° d'ouvrir un crédit d'égale importance au Budget Supplémentaire de 1938 ; 4° de décider : a) que les travaux seront confiés aux entrepreneurs adjudicataires de l'entretien aux conditions de leur adjudication ; b) que les dépenses seront imputées, d'une part, sur le crédit de deux mille francs, d'autre part sur le crédit inscrit à l'article 45 du Budget Ordinaire de 1938.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2016

Modification des
voies de
tramways, rues
Eugène Jacquet
et Rabelais

MESSIEURS,

La Société « L'Electrique Lille-Roubaix-Tourcoing » nous fait part de son intention de procéder au renouvellement complet de ses installations de la rue Eugène Jacquet et de la rue Rabelais.

La Société propose, en particulier, un doublement de voie dans les parties étroites de la rue Eugène Jacquet.

Ce projet, nécessitant un élargissement de chaussée, aurait pour résultante non seulement une amélioration des conditions d'exploitation des lignes de tramways intéressées, mais d'autre part une amélioration des conditions de la circulation routière dans cette artère très fréquentée par les poids lourds.

Après examen, l'Administration Municipale, tout en reconnaissant l'intérêt que présente le projet, avait estimé qu'il appartenait à la Compagnie de le réaliser exclusivement à ses frais.

De longs pourparlers s'engagèrent, à la suite desquels l'Electrique Lille-Roubaix-Tourcoing se rangea à ce point de vue.

D'accord avec votre Commission de la Voie Publique, nous vous demandons, dès lors, d'agréer ledit projet et d'autoriser l'Electrique Lille-Roubaix-Tourcoing à exécuter, entièrement à ses frais, les travaux nécessaires au renouvellement et au doublement de ses voies dans les rues Eugène Jacquet et Rabelais, y compris les déplacements de pylônes, réverbères, etc., sous réserve que la largeur moyenne des trottoirs ne sera pas diminuée.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En vue du fonctionnement de la Colonie Scolaire de Wormhoudt pendant la saison 1938, nous avons pressenti les commerçants les plus qualifiés pour assurer la livraison régulière aux meilleures conditions des denrées nécessaires à cet établissement.

Nous vous demandons de nous autoriser à passer les marchés nécessaires avec :

- | | |
|--|----------|
| 1° la Boucherie du Centre, Société à responsabilité limitée, Etablissements Vanhoucke, Grand'Place à Wormhoudt, pour la fourniture de viande, dépense approximative... | 10.000 » |
| 2° La Société Coopérative « Les Coopérateurs », 3 route de Bergues, Coudekerque-Branche, pour la fourniture de pain et de petits pains, dépense approximative..... | 20.000 » |
| 3° La Coopérative « l'Avenir » 16 rue d'Aguesseau à Lille, pour la fourniture de bière, vins et eau, dépense approximative | 15.000 » |

La dépense en résultant sera prélevée sur le crédit ouvert pour le fonctionnement de l'établissement.

Adopté.

N° 2017

Colonie Scolaire
de Wormhoudt

Fournitures
diverses

Marchés

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2018

—
Distribution
d'Eau

—
Nouveau
Règlement

MESSIEURS,

Dans votre réunion du 30 Juin 1936 vous avez approuvé un nouveau règlement de la Distribution d'Eau destiné à remplacer celui du 28 Février 1892.

Transmis à M. le Préfet du Nord aux fins d'approbation, ce règlement a été soumis à la Commission Technique du Gaz et des Eaux Potables.

Cette commission a présenté quelques observations dont M. le Préfet nous a invités à tenir compte.

Après échange de vues un nouveau texte a été élaboré qui donne à la fois satisfaction à la Commission technique et aux desiderata de la Ville.

La modification la plus importante vise l'entretien des branchements particuliers qui sera désormais assuré par la Ville. En contre partie, les tarifs de vente de l'eau potable et de l'eau industrielle seront légèrement augmentés.

L'augmentation prévue est de 0 fr. 05 par mètre cube pour les consommations domestiques. Elle est dégressive en ce qui concerne les consommations industrielles. Ces nouveaux tarifs figurent à l'annexe III du règlement.

D'accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons de vouloir bien approuver ce nouveau règlement qui sera mis en vigueur le 1^{er} Janvier 1939.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 2019

—
Vieille Bourse de
Commerce

—
Restauration

Au cours de ces dernières années, des dégradations importantes ont été constatées dans les vingt-quatre maisons composant la Vieille Bourse de Commerce. Les façades extérieures s'effritent et les toitures s'affaissent.

L'Administration Municipale, émue de cette situation, a été amenée à envisager les mesures à prendre en vue de conserver à notre Ville cet ancien vestige de notre histoire locale dont la richesse artistique est de tout premier plan.

Quelques brèves indications sur la construction de la Bourse nous paraissent à ce propos nécessaires.

*
**

A l'époque de la domination espagnole, la Ville de Lille, se faisant l'interprète de nombreux habitants, sollicita du Roi Philippe IV le don d'un emplacement domanial, destiné à l'établissement d'une Bourse. Par lettres patentes du 7 Juin 1651, le roi, accédant à cette requête, donna le terrain demandé en autorisant la Ville à faire 24 lotissements qui seraient mis en vente avec charge par les acquéreurs, d'édifier 24 maisons d'un type déterminé par les échevins, avec toit commun, de façon à faire, aux frais des intéressés non seulement sous forme de cour intérieure, une bourse destinée à l'usage général mais encore un bâtiment grandiose digne de la richesse des Flandres. Et de fait, les documents permettent de constater que les frais d'acquisition du terrain par les particuliers s'élèvent à 51.466 florins. Les travaux furent rapidement conduits en deux ans, suivant des indications très précises dont le minutieux devis, élaboré par la municipalité, est encore conservé en original aux Archives de Lille. Les frais de construction, comme ceux d'achat, devaient être supportés par les propriétaires, à l'exception toutefois de quelques travaux de pavement dans la cour intérieure, payés sur les deniers communaux.

*
**

A différentes époques, notamment au cours du siècle dernier, la Municipalité eut à se préoccuper de l'état de l'édifice, soit que certains propriétaires voulussent modifier profondément l'aspect extérieur de leur maison, soit en raison du manque d'entretien des façades et des toitures de l'immeuble dont l'architecture se trouvait de ce fait compromise.

Plus près de nous, le 20 Janvier 1911, le Conseil Municipal, renouvelant un vœu émis par la Commission des Vieux Monuments Lillois, demandait instamment le classement de la Bourse parmi les Monuments Historiques afin de la garder contre de plus graves atteintes que celles qu'elle avait déjà subies et dans le même temps pour rendre hommage à un des plus beaux spécimens de l'architecture flamande du XVII^e siècle.

Sur ces entrefaites, paraissait la loi du 31 Décembre 1913 qui apportait aux Pouvoirs Publics des facilités nouvelles pour obtenir le classement des Monuments Historiques.

*
**

Faisant état de ces dispositions, le Conseil Municipal rappelait en ses séances du 30 Janvier 1914 et 18 Août 1919 ses précédents vœux concernant la Bourse de Commerce.

C'est ainsi qu'intervinrent à la date du 27 Mai 1921 : 1^o un décret classant parmi les monuments historiques la Cour intérieure de la Bourse, son portique et ses accès ; 2^o une série d'autres décrets classant les façades

intérieures et extérieures et les toitures des autres immeubles appartenant à des particuliers formant l'ensemble de cet édifice.

Ajoutons qu'au cours des formalités ayant précédé le classement, la plupart des propriétaires, tout en donnant leur consentement à la mesure projetée, ont entendu être exonérés des frais d'entretien et de réparation des parties classées de leurs maisons.

**

La question de restauration de la Bourse, après une étude à laquelle depuis plusieurs années se livrait le service d'Architecture des Monuments Historiques, nous fut officiellement posée par une dépêche de M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts en date du 27 Janvier 1933, transmise par M. le Préfet du Nord le 1^{er} Février suivant.

Le Ministre faisait connaître que, suivant avis émis par la Commission des Monuments Historiques : 1° il donnait son approbation à un devis d'ensemble s'élevant à 1.513.846 frs 10 établi par ses services ; 2° il était disposé à participer dans la dépense pour 400.000 frs en trois exercices. La Ville de Lille, le département et la Chambre de Commerce étaient invités à prendre en charge le surplus de la dépense.

Des réunions communes — Ville et Chambre de Commerce — se tinrent au terme desquelles on considéra : 1° que le projet devait prévoir une reconstitution totale de la Bourse dans son état primitif ; 2° que les propriétaires des immeubles formant la Bourse devaient être appelés à participer eux-aussi dans la dépense. Il fut en outre convenu que des renseignements complémentaires seraient demandés à M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts sur : a) le coût de la réfection totale de la Bourse en vue de sa remise en son état primitif ; b) le coût de la dépense afférente à chaque immeuble en ce qui concerne les couvertures, chéneaux, wembergues, souches de cheminée, corniches, la façade extérieure, la façade intérieure.

Le 31 Mars 1934 M. le Préfet nous informait que le service d'Architecture des Monuments Historiques estimait la dépense globale à une somme de cinq millions. Cette information ne répondant pas complètement aux questions que nous avions posées, l'Administration Municipale décida en sa séance du 29 Juin, de confirmer nos premières demandes.

A la date du 20 Août 1934, l'Architecte en Chef des Monuments Historiques nous faisait tenir un devis détaillé, comportant réfection totale de la Vieille Bourse, s'élevant à la somme de 5.075.416 frs à laquelle il convenait d'ajouter environ un million pour imprévus.

Ce fonctionnaire indiquait qu'il avait sollicité, sans succès, l'inscription d'un crédit au titre de l'Outillage National et que, dès lors, il fallait uniquement compter pour le financement des travaux sur les collectivités publiques, la participation des propriétaires étant très aléatoire et de toute façon ne pouvant être qu'extrêmement réduite.

Après de nouveaux pourparlers on dut constater :

1° que la Chambre de Commerce n'interviendrait dans la dépense qu'à concurrence d'un demi-million de francs, étant donné qu'elle aurait à prendre en sus en charge la dépense résultant des travaux à exécuter aux portes, arcades, dallages de la cour intérieure, travaux non prévus au devis et devant s'élever à un demi-million de francs ;

2° qu'il ne fallait pas escompter obtenir de l'Etat une subvention supérieure à cinq cent mille francs ;

3° que dès lors, resterait au compte de la Ville — les propriétaires étant défaillants ou quasi défaillants — une somme de quatre millions.

Le problème ainsi situé ne pouvait recevoir de solution, puisque la Ville ne pouvait affecter quatre millions à l'exécution du travail projeté.

* * *

Désirant remédier à cet état de choses, notre regretté Roger Salengro, s'adressant à M. le Préfet du Nord, attirait son attention sur la nécessité d'entreprendre sans délai les travaux destinés à sauvegarder cet édifice, travaux devant permettre d'employer le maximum de main-d'œuvre et notamment de main-d'œuvre artisanale dont la situation est depuis quelques années particulièrement critique. Il lui demandait, dans le même temps, de soumettre le problème à la Commission des Finances et au Conseil Général.

Lors de la répartition du reliquat du produit de la Loterie des Régions Libérées alloué au Département du Nord, pour la tranche 1936, le Conseil Général a, à la suite de cette intervention et après examen du dossier que nous lui avons fourni, accordé à la Ville, une subvention de 1.020.000 frs.

Les multiples démarches entreprises en vue d'obtenir d'autres concours financiers sont demeurées vaines et les finances de la Ville n'ont pas permis de fournir l'effort complémentaire qui s'imposait.

Or, M. le Préfet du Nord vient de nous faire connaître qu'au cours de sa dernière session, le Conseil Général a décidé que la subvention de 1.020.000 francs dont il s'agit serait annulée de plein droit dans le cas où la Ville n'aurait pas, pour le 31 Août prochain, délai de rigueur, sollicité la mise en adjudication des travaux en assurant le financement de la quote-part non couverte par la subvention accordée.

* * *

Il convient dans ces conditions de prendre une décision à bref délai.

En raison : a) de l'augmentation des prix qui porterait vraisemblablement le coût de la dépense à 9 ou 10 millions ; b) des difficultés de financement de l'opération ; c) des protestations à redouter de la part des commerçants, propriétaires ou non des immeubles et des organisations qui les

assemblent, nous pensons qu'il est préférable d'abandonner le projet de remise en état primitif de la Vieille Bourse et de s'en tenir uniquement aux travaux de restauration.

Il serait entendu toutefois qu'en aucun cas la dépense n'excéderait pas 5.100.000 francs, que l'Etat prendrait à sa charge la moitié de cette dépense. La Ville apporterait la subvention qui lui a été attribuée sur le produit de la Loterie des Régions Libérées, plus un million à prélever sur ses ressources propres ; la Chambre de Commerce, de son côté, devrait s'engager à supporter le reste de la dépense.

Les travaux seraient entrepris dès que l'Etat aurait voté les crédits nécessaires. Par ailleurs, les propriétaires seraient invités à harmoniser leurs façades avec le reste du monument, en faisant notamment disparaître les enseignes et autres attributs qui le déparent.

Nous vous demandons de donner votre agrément à ces propositions et, pour le cas où le financement envisagé ne serait pas accepté par l'Etat, de nous autoriser à demander au Conseil Général la désaffectation de la subvention afin de l'utiliser à d'autres travaux d'édilité communale.

Adopté.

N° 2020

*Raccordement à
la circulation
générale du
réseau routier
de la Cité
Hospitalière*

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous avons reçu de l'Administration des Hospices une lettre signalant la nécessité de raccorder à la circulation générale le réseau routier intérieur de la Cité Hospitalière.

Le projet que nous vous soumettons dans ce but comprend : 1° l'exécution d'une voie ayant son origine au chemin de Bargues, à 70 mètres environ du passage à niveau, et aboutissant à la place projetée devant l'entrée principale de la Cité Hospitalière ; 2° l'exécution d'une partie de cette place.

Le détail estimatif fait ressortir à 1.100.000 francs le montant de la dépense.

Comme il y a intérêt à commencer les travaux le plus tôt possible, de façon à ce que les terres de remblai qui serviront d'assise à la voie prévue, et dont l'épaisseur atteint par endroits 3 m. 50, aient acquis un tassement suffisant avant l'exécution du pavage, nous vous demandons de vouloir bien :

1° approuver le projet ; 2° décider que a) les travaux seront exécutés par les ouvriers de la Ville — démantèlement et pavage ; b) la dépense sera imputée sur les fonds de l'emprunt de 150 millions — article 135 — pavages neufs.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Les dépenses ordonnancées au titre de remboursement aux Membres du Conseil Municipal et aux autres délégués municipaux, de frais de déplacement etc..., à l'occasion de leurs fonctions ou de missions spéciales, doivent, aux termes d'instructions ministérielles, faire l'objet d'une délibération ratificative.

Les dépenses de cette nature faites en 1937 s'élèvent à 112.775 frs 30.

En accord avec votre Commission des Finances, nous vous prions de vouloir bien les ratifier.

Ci-après l'état détaillé des dites dépenses.

N ^{os} des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
89	23 Janvier	Martin	Montant des droits afférents aux cartes de circulation sur le réseau de la Cie des Tramways E. L. R. T. attribuées pour 1937 à MM. Philippe Martin, Bracke-Desrousseaux et Bour, conseillers municipaux.	540 50
150	28 Janvier	Bocquet, commis principal	Remboursement des frais de déplacement à Paris le 21 Janvier 1937 pour démarches au service de la défense passive et au Ministère de la Santé Publique.	203 »
549	13 Février	J. Deroo, chauffeur	Frais occasionnés lors d'un déplacement le 4 Février 1937.	18 70
590	24 Février	Planque, secrétaire général	Remboursement des débours occasionnés par diverses délégations en Janvier-Février 1937.	548 30

N^o 2021

Frais de
délégations

Exercice 1937

Ratification

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
994	2 Mars	Willems, adjoint au Maire	Remboursement des frais occasionnés par démarches à Paris le 17 Février 1937 aux Ministères du Travail et de l'Education Nationale, relatives au fonds de chômage et aux subventions aux constructions scolaires.	126 »
1.115	9 Mars	Martin, secrétaire général adjoint	Coût de passeports destinés à M. le Maire et M. le Secrétaire Général en Février 1937.	48 »
1802 à 1834	31 Mars	Divers Adjoints et Conseillers Municipaux	Frais de déplacement pendant le premier trimestre 1937.	25.868 »
1612	6 Avril	Waringhien, conseiller municipal	Remboursement des frais de déplacement effectués en sa qualité de Conseiller Municipal pendant le premier trimestre 1937.	517 »
1750	13 Avril	Bocquet, commis principal	Frais de taxi occasionnés lors de démarches aux Ministères de l'Intérieur et des Finances le 26 Janvier 1937.	32 »
6972	8 Mai	Planque, secrétaire général	Remboursement des frais occasionnés lors de la visite à Lille le 24 Avril 1937 de M. Blancho, sous-secrétaire d'Etat à la Marine de Guerre et de plusieurs démarches à Paris les 28 et 29 Avril 1937.	625 »
7826	3 Juin	Planque, secrétaire général	Remboursement des frais occasionnés lors d'une visite à la colonie scolaire de Wormhoudt et d'une démarche à Paris en Mai 1937.	326 80

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
8796	15 Juin	Bomart, Directeur du Service des Finances	Remboursement des débours effectués le 31 Mai 1937 par suite de diverses démarches à Paris à l'occasion de l'emprunt.	197 »
9002 à 9035	23 Juin	Divers adjoints et conseillers municipaux	Frais de déplacement pendant le deuxième trimestre 1937.	26.573 »
9079	23 Juin	Dompsin, adjoint au Maire	Remboursement des débours effectués pour assister au Congrès de l'Association des Maires du Nord et de l'Est qui s'est tenu à Mulhouse du 27 au 31 Mai 1937.	419 »
9171	30 Juin	Lemoine, Ingénieur de la voie publique, Mairie de Lille	Frais occasionnés lors d'un voyage à Bruxelles les 28 et 29 Mai 1937 pour étude de la signalisation routière et de l'éclairage de cette ville.	131 50
9427	2 Juillet	Deroo J. chauffeur	Remboursement des frais occasionnés lors d'un voyage à Paris les 20 et 21 Juin 1937.	135 »
9513	6 Juillet	Bigot, régisseur	Remboursement des frais de taxi occasionnés à M. Knyght en Mai 1937.	14 »
13926	10 Août	Lallau, secrétaire Société de Gymnastique	Dépenses occasionnées par suite d'un voyage à Paris pour l'organisation du séjour de la Société Municipale de Gymnastique pendant la 57 ^e Fête Fédérale.	205 50

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
13939	11 Août	Planque, Secrétaire général	Dépenses occasionnées lors du voyage à Malo-les-Bains le 5 Août 1937 de la Clique Municipale Scolaire. Repas servis aux membres de l'Administration Municipale et personnalités ayant accompagné la Clique	1.286 >
14040	17 Août	Planque, Secrétaire général	Trais de repas de divers membres de l'Administration Municipale ayant accompagné la Clique Municipale Scolaire lors du voyage à Malo-les-Bains le 5 Août 1937.	240 >
15373	13 Sept.	Planque, Secrétaire général	Remboursement des débours effectués lors de divers déplacements à Dunkerque, Wormhoudt et Paris en Août, Septembre 1937.	557 >
15586 à 15618	22 Sept.	Divers adjoints et conseillers municipaux	Trais de déplacement pendant le troisième trimestre 1937.	25.852 >
15804	30 Sept.	Waringhien, conseiller municipal	Trais de déplacement pendant le troisième trimestre 1937.	549 >
18509	22 Oct.	Willems, adjoint au Maire	Remboursement des frais occasionnés par des démarches faites au Ministère de l'Intérieur le 8 Octobre 1937 en vue d'emprunts.	202 >
19475	6 Nov.	Planque, secrétaire général	Remboursement d'avances. Frais occasionnés par un voyage à Malo-les-Bains et Wormhoudt le 2 Septembre 1937 en vue du règlement de certaines affaires administratives.	86 >

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
19305	10 Nov.	Dehove, adjoint au Maire	Remboursement d'avances. Remboursement des débours effectués en Septembre et Octobre 1937 par divers déplacements à Paris à l'occasion du conflit entre l'Administration Municipale et son personnel.	740 >
20854	2 Décem.	Bigot, régisseur	Remboursement d'avances. Frais de taxi occasionnés par des démarches effectuées le 23 Octobre 1937 lors du décès de M. Ottelard.	45 50
20866	2 Décem.	Planque, secrétaire général	Remboursement d'avances. Dépenses faites le 1 ^{er} Décembre 1937 pour avoir assisté au Ministère de la Marine à Paris à une réunion des représentants des grandes villes ayant pour effet le continuation de l'action entreprise en faveur des théâtres subventionnés de province.	268 >
24014	27 Décem.	Dompsin, adjoint au Maire	Remboursement d'avances. Montant des débours occasionnés le 24 Novembre 1937 par une délégation à Paris, à l'Association des Maires du Nord et de l'Est.	203 >
25125 à 25155	3 Janvier	Divers adjoints et conseillers municipaux	Frais de déplacement pendant le quatrième trimestre 1937.	23.454 >

N° des mandats	Dates	Parties prenantes	Détail des mandats	Sommes
25185	4 Janvier	Bertrand, adjoint au Maire	Remboursement d'avances. Frais occasionnés par un voyage à Paris ayant pour but l'achat par les Hospices de la Rose-raie à Lambersart le 10 Décembre 1937.	211 »
22982	6 Janvier	Waringhien, conseiller municipal	Remboursement des frais engagés pendant le quatrième trimestre 1937 en sa qualité de conseiller municipal.	454 »
22983	6 Janvier	Dehove, adjoint au Maire	Remboursement des frais engagés pendant le 4 ^e trimestre 1937 en sa qualité d'adjoint au Maire.	1.261 »
26382	8 Février	Bigot, régisseur	Remboursement d'avances. Frais divers occasionnés à M. Bomart, Directeur des Finances lors de la préparation du budget primitif en Décembre 1937.	88 50
25911	22 Février	Lallau, chef de bureau	Montant des dépenses effectuées lors de la préparation aux travaux de la semaine organisée par l'Institut National d'Orientation professionnelle à Paris du 15 au 23 Décembre 1937.	750 »
				112.775 30

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Diverses dépenses de l'année 1937 n'ont pu être réglées à la clôture de l'exercice budgétaire, en raison d'insuffisances qui se sont révélées à certains crédits.

En voici l'énumération :

Art. 45. D.O. Entretien des propriétés communales. Travaux à l'entreprise	300.000 »
Art. 60. D.O. Eclairage. Entretien et transfert des appareils de signalisation	7.400 »
Art. 61 D.O. Eclairage des bâtiments communaux	1.800 »
Art. 62 D.O. Propreté publique	4.400 »
Art. 63 D.O. Services municipaux. Transports automobiles et autres	5.700 »
Art. 87 D.O. Bains municipaux et école de natation	25.500 »
Art. 194 D.O. Théâtres. Décors et accessoires.....	4.010 »
Motif de ces insuffisances : Hausse du prix des travaux et fournitures consécutive à l'application des nouvelles lois sociales.	
Total	348.810 »

Nous vous prions, d'accord avec votre Commission des Finances, de vouloir bien décider l'ouverture de ces différents crédits dont le montant sera prélevé sur les ressources provenant du reliquat du compte administratif de l'exercice 1937.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Pour des raisons de convenance personnelle, M. l'adjoint Bertrand a demandé à être déchargé de son mandat comme membre de la Commission des Services Publics.

Nous vous proposons de le remplacer à cette Commission par M. le Conseiller Janssens.

Adopté.

N° 2021¹

Insuffisances de crédits

Exercice 1937

Crédits supplémentaires

N° 2021

Commission des Services Publics

Délégation

N° 2021

Commission des Services Publics

Délégation

N° 2021

Commission des Services Publics

N° 2021²

Commission des Services Publics

Délégation

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2021³

MESSIEURS,

*Commission de la
Solidarité Sociale
de l'Alimentation
et de l'Hygiène
Publiques*

Délégation

Une vacance est à combler à la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, par suite du décès de M. Pouillaude.

Nous vous proposons pour faire partie de cette Commission M. le Conseiller Bataille.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2021⁴

MESSIEURS,

*Conseil de
Perfectionnement
de l'Ecole
Pratique Baggio*

Délégation

Par suite du départ de M. Dauchy, nommé Directeur de l'Ecole Nationale d'Arts et Métiers de Paris, un poste est vacant au Conseil de Perfectionnement de l'Ecole Pratique Baggio.

Nous vous proposons de remplacer M. Dauchy par M. Vercier qui lui a succédé dans les fonctions de Directeur de l'Ecole Nationale d'Arts et Métiers de Lille.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2021⁵

MESSIEURS,

*Conseil de
Perfectionnement
de l'Ecole
Pratique
Valentine Labbé*

Délégation

Notre regretté collègue, M. Pouillaude, était membre du Conseil de Perfectionnement de l'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie pour jeunes filles Valentine Labbé.

Nous vous proposons, pour le remplacer à cette Commission, M. le Conseiller Corbu.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 24 de la loi du 31 Mars 1928, le Conseil Municipal est appelé à émettre un avis sur les demandes d'allocations militaires formulées par les jeunes gens ci-après :

Léon Beaudier

André Bonnez

Raymond Carpentier

Louis Delecambre

Jules Ernout

Charles Glabeke

Benoît Glorian

Victor Lamon

Adolphe Tiers

Roland Wilkien

Les intéressés remplissant les conditions de soutien indispensable de famille, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, d'émettre un avis favorable à leur demande.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 24 de la loi du 31 Mars 1928, le Conseil Municipal est appelé à émettre un avis sur les demandes d'allocations militaires formulées par les réservistes dont les noms suivent :

Roger Allandrieu

Marcel Alsters

Eugène Andrique

Aimé Ansart

Alphonse Antoine

Gustave Apers

Albert Backeland

Albert Backer

Maurice Bareme

Raymond Baussard

François Beernaert

Florent Blicq

Emile Boet

Georges Bonte

Eugène Bouny

Emilien Bore

André Bostyn

Raymond Bottin

Louis Bouche

André Boyes

Raymond Brande

Maurice Brachet

Louis Bryckaert

Julien Buchet

Emile Carnin

Armand Casail

Louis Cauberghe

Fernand Charles

Charles Chuffart

Adolphe Cochart

Marcel Collin

Narcisse Condette

N° 2022

Allocations
militaires

Armée active

Avis

N° 2023

Allocations
militaires

Réservistes

Avis

Eugène Coopman	Charles Flament
Georges Cordonnier	Edouard Flament
Charles Coudenis	Léon Flohart
Robert Cousin	Julien Florent
Maxime Couterie	Marcel François
Fernand Dael	Jules Franquet
Maurice Daenens	Albert Fremaux
Emile Debut	Henri Fremaux
Maurice Decarout	Oscar Gillemot
Camille Declercq	Henri Goube
Maurice Declercq	Désiré Gratte
Léon Defieux	André Grinbel
Victor Defives	Maurice Grossemy
Maurice Defrance	Louis Gruelle
Julien Degrouve	Emile Gryson
Emile Deheeger	Gustave Guegain
Henri Delacherie	Marcel Guérin
Albert Deleu	Alexis Havret
Victor Delrue	Alfred Herman
Gustave Depoorter	Marcel Houthoofd
Guillaume Dequand	Edouard Hurez
Pierre Derlyn	Etienne Irigoyen
François Descamps	Raymond Jacques
Raymond Descamps	André Jonville
Victor Deslaef	Henri Jourdain
Emile Desmedt	Lucien Kelder
Robert Desruelles	Louis Lacaille
Louis Dessaulas	François Lamand
Armand Diest	Charles Lambrecht
Paul Driege	Marceau Lancelin
Louis Drumez	Marcel Lasalle
Victor Dubrulle	Paul Lassaut
Charles Dubus	Robert Lecaillier
Louis Dufossé	Georges Leclercq
Adolphe Dufour	Léon Leclercq
Louis Dujardin	Marcel Lefebvre
Gaston Dumoulin	André Legrand
Albert Dupré	Jean Leleu
Henri Duriez	Eugène Lembrez
Henri Dussart	Bernard Lenglant
Edouard Duthoit	Pierre Lenne
Auguste Elyn	Léon Le Pendu
Jean Engels	Julien Leplat
Albert Feys	Raymond Leroy
Maurice Feys	Jean-Baptiste Letureq

Ernest Longatte	Auguste Rotterdam
Justin Loridan	Maurice Rousselle
Jean Losfeld	Adolphe Savary
Georges Mahieu	Eugène Seghers
Kléber Margueritte	Jules Schalkens
André Mazingue	André Soyez
André Mestdagh	Isidore Teirlinck
Robert Michels	Maurice Tetaert
Robert Moerman	Robert Thelies
Fernand Montaigne	Jean Théry
Alfred Moreaux	Georges Tison
Etienne Moret	Ernest Turon
Raymond Mullier	Edouard Turpain
Georges Muylaert	Paul Vaillant
Henri Ochmé	Gustave Van Belle
Jean Parmentier	Raphaël Van Caneghem
Edouard Picart	Norbert Van Cauwemberghe
René Pittel	Alphonse Van den Neste
Jean Plamont	Emile Vanderstraeten
Maurice Pollet	René Vandestienne
Marceau Poppe	François Vandevyvere
Robert Postinie	Henri Vandevyvere
Marcel Priem	Maurice Vandewalle
Maurice Provo	Alphonse Van Eeckhout
Louis Pujuguet	Robert Van Gyselhem
Georges Quide	Cyrille Van Houdenhove
Léon Regnault	Georges Vanhuysse
Louis Rever	Joseph Van Iseghem
Maurice Riche	Adrien Vereecke
André Ringot	Jean Vergoten
Pierre Ringot	Jean Viseur
Marcel Rogge	Louis Waeytens
Louis Romon	

Ces réservistes remplissant les conditions de soutien indispensable de famille, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, d'émettre un avis favorable à leur demande.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2023¹—
Allocations
militaires—
Réservistes—
Avis

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 24 de la loi du 31 Mars 1928, le Conseil Municipal est appelé à émettre un avis sur la demande d'allocation militaire formulée par le réserviste Georges Gothière.

L'intéressé ne remplissant pas les conditions de soutien indispensable de famille, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Administration Générale, d'émettre un avis défavorable à sa demande.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2024

—
Assistance aux
femmes
en couches—
Loi
du 17 Juin 1913

MESSIEURS,

En exécution des prescriptions de la loi du 17 Juin 1913 sur l'assistance aux femmes en couches, nous avons l'honneur de soumettre à votre examen des demandes d'inscription sur la liste des bénéficiaires éventuelles de la loi.

Votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques a examiné les dossiers de ces postulantes.

Elle vous propose l'admission et l'inscription dans la première partie de la liste des personnes dont les noms suivent :

Admissions d'urgence

Mmes Beauvois née Libbrecht Georgette ; Bigny née Jonckière Bernadette ; Declercq née Paridaens Georgette ; De Geyter née Dekeukeleire Charlotte ; De Mullier née Detaudt Marguerite ; Dernoncourt née Brunain Pauline ; Descarpentries née Hauzelin Aimée ; Desplanques Marie ; Devouge née Halfmaerte Nelly ; Doussot née Verschueren Raymonde ; Hovine née Dégoitez Jeanné ; Laurent née Devins Christine ; Legru née Doutrelon Julienne ; Leschevin née Dor Antoinette ; Maréchal née Hamelin Juliette ; Naudin née Delplace Rose ; Pretre née Vandersmersche Blanche ; Roussel née Duquesnoy Marie-Louise ; Simon née Gosse Madeleine ; Van Lancker née Sénécaux Jeanne ; Vasseur née Décarnin Albertine ; Verduyts née Timmermann Hélène ; Veevaert née Degand Désirée ; Defives née Alexandre Marcelle ; Demole née Cassez Raymonde ; Epsztain née Aickenbaum Séra ; Hugo née Héling Jeanne ; Maertens née Delobelle Emilienne ; Peltier née Vauban Euphrasie ; Rock née Duez Julienne ; Vanderwerwe née Laurent Andréa ; Verdu née Lefebvre Marie ; Vienne née Leblaine Victoire ; Wallh née Depret Rachel ; Zuliani née Mauro Elsa ; Armand Georgina ; Bernard née Siron Mireille ; Bomble née Schouten Denise ; Boniface née Hubert Eugénie ; Carriroit Raymonde ; Chamdon née Lemaire Olga ; Descamps née

Sueur Eugénie ; Duhaut née Tournaille Louise ; Huart née Vermeullen Hélène ; Macron née Nicaise Georgette ; Monsorez née Muys Raymonde ; Pede née Dauchy Simone ; Rasseneur née Truyen Angèle ; Toulouse née Loiseau Jeanne ; Vaillant née Meersman Renée ; Vaneeckhoutte née Lejoen Yvonne ; Wattelar Marie-Louise ; Danel née Dhainaut Lucienne ; Danel née Prétexat Alice ; Depieune née Lecq Marie ; Dubois Sarah ; Dupont née Campagnon Clémence ; Hauwelle née Vlaminc Lucienne ; Klein née Allemand Félicie ; Lenglin née Leumes Joséphine ; Porcq née Oosterlynck Marthe ; Rasson née Daubigny Renée ; Sedin née Schalkens Elisa ; Sinsoulier Geneviève ; Vandaele née Dépret Alice ; Vandebussche née Soupard Solange ; Van Trichweldt née Bécuwe Bernadette ; Verstraete née Guillaume Jeanne ; Waessem née Ferrez Olga ; Beaurey née Macrez Henriette ; Boutmy née Déchamps Marie ; Bridoux née Le Rouvillois Fernande ; Broyant André ; Buisine née Boidin Marie ; Buriez née Crétal Victorine ; Carna née Dekmudt Madeleine ; Crepe née Dambach Denise ; Dekmaker Madeleine ; De Meyer née Derache Adèle ; De Mool née Robaey Germaine ; Desmettre née Lagaisse Marguerite ; Duthoit née Parent Mathilde ; Hincke née Grymonpon Rachel ; Leclercq née Dewilde Cécile ; Lemay née Schaessens Marie ; Marchant née Leblois Rosa ; Mathys née Bruyenne Marie ; Petitberghien née Claus Rachel ; Routier Marie-Louise ; Stachwiah née Bednarska Casinira ; Stevens née Lancys Agnès ; Théry née Démoulin Paulette ; Thomas Jeanne ; Tossin née Van Loucker Rosalie ; Van de Cotte née Deleneuville Marie-Louise ; Verlet née Sausen Marie-Louise ; Wante née Duquaine Alix ; Baillieux Alfrèda ; Barbier née Gervois Berthe ; Buisine née Gagliardi Olga ; Chevalier née Mairesse Suzanne ; Colleson née Vandeperre Marie-Louise ; Degroote née Desenfant Julienne ; Dekmudt née Verhulst Berthe ; Delgrange née Ryckebusch Bernadette ; Demailly née Hermsin Marie-Louise ; Descamps née De Baere Nathalie ; Desvignes Marcelle ; Dorchy née Labori Paula ; Dutriaux née Duponchelle Albine ; Gosselin Marie ; Hary Charles ; Lemaire Marguerite ; Leuchart née Terrabo Angèle ; Masson Hélène ; Mannecey née Crépin Marie ; Marcy née Gobeaux Clémence ; Meirsman née Crépin Marie ; Petitfée née Berdin Marceline ; Rasselet née Domise Fernande ; Reynaert née Mestag Adolphe ; Sadoine née Coutemps Augustine ; Sengier née Descamps Violette ; Squimbre née Sergeant Marie ; Vandermeresch née Verdonck Marie-Louise ; Verbeke née Maurice Georgette ; Wils née Gammelien Jeanne ; Witocks Jeanne ; Bonali née Nypels Émérance ; Caes née Caron Andréa ; Cupial Marianna ; Delhay née Cadart Clotilde ; Expeels née Devink Andrée ; Lemaire née Chenu Raymonde ; Maes née Kestelyn Odette ; Maertens née George Simone ; Menager née De Ly Blanche ; Odent née Lejeune Adèle ; Smagge née Lancelet Jeanne ; Thesse née Rouart Fernande ; Vandeweghe née Pollet Suzanne ; Verbeke née Bukowski Lucie.

Propositions de rejet

Mmes Antunes née Lina Andréa ; Blondel née Brackman Simonne ; Caucheteur née Guémat Agnès ; Cloetens née Sorez Germaine ; Delannoy née

Selle Léonie ; Demarets née Pétillon Agnès ; Guegain née Wuilbaut Félicité ; Jarmotta née Dejonghe Pauline ; Lefraise née Dubar Raymonde ; Laval née Lesage Germaine ; Pamart née Vanbegin Jeanne ; Ronse née Lemaire Emma ; Samyn née Vanpeene Marthe ; Andreoletti née Anzil Géomira ; Beaurain née Fourcroy Alice ; Branswyck née Lefebvre Angèle ; Carlier née Schiettewatte Camille ; Deblique née Lambert Germaine ; Deltour née Vanplecukiste Georgine ; Delval née Dujardin Irma ; Delvas née Hemmart Julienne ; Depoortere née De Laeter Clotilde ; Gobert née Grandville Anne ; Hendryck née Rampelberg Suzanne ; Houx née Poppe Pauline ; Lefort née Bar Marcelle ; Melisse née Blondel Marthe ; Ailoo née Vandebille Germaine ; Braems née Cokelaer Geneviève ; Bugincourt née Andrieux Céline ; De Bleeckere née Martetta Jeanne ; Felix née Verbecq Raymonde ; Gevorys née Halemba Hélène ; Levêque née Demayer Yvonne ; Mas née Grimonprez Marie ; Mehaux née Bauton Delphine ; Zonneville née Robillard Eudoxie.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 2025
—
Assistance aux
Familles
Nombreuses
—
Loi
du 14 Juillet 1913
—

Votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, après examen de la liste préparatoire établie par le Bureau d'Assistance, vous propose d'émettre un avis favorable à l'admission au bénéfice de la loi sur l'Assistance aux Familles Nombreuses, des familles suivantes présentant les conditions requises par la loi :

Noms	Adresses	Point de départ
Cassez Auguste	36 rue Sainte-Catherine ..	1 ^{er} Avril 1938.
Chelli Belkacem	6 rue Philippe de Comines	1 ^{er} Décembre 1937.
Delcroix Flore	7 rue Jules Lefebvre	1 ^{er} Avril 1938.
Deraedt Anicet	72 rue du Calvaire	1 ^{er} Janvier 1938.
Dewatine Augustine	34 rue du Croquet	1 ^{er} Mai 1938.
Kulyk Stephan	73 rue Fontenoy	14 Avril 1938.
Paltani Tonetti	51 rue des Arts	1 ^{er} Avril 1938.
Vanderborcht née Bulteel ..	66 rue de la Chaude Rivière	1 ^{er} Mars 1938.

Nous vous proposons d'émettre un avis de rejet à la demande formulée par :

Pierre Rethy	2 rue Courtois	Ressources supérieures au barème.
--------------------	----------------------	-----------------------------------

Ces dossiers sont transmis à la Commission Cantonale pour avis.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2026

MESSIEURS,

Assistance aux
Vieillards
Infirmes et
Incurables

En application de la loi du 14 Juillet 1905, relative à l'Assistance obligatoire aux Vieillards, Infirmes et Incurables, nous avons l'honneur de vous communiquer les dossiers des demandes d'assistance à domicile.

Loi
du 14 Juillet 1905

Ces demandes ont été examinées d'abord par le Bureau d'Assistance, puis par votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques.

Assistance
à domicile

1^{re} PARTIE

Noms	Adresses	Propositions et point de départ de l'allocation
Bailly Louis	3 rue du Buisson	60. 1 ^{er} Avril 1938.
Bailly née Dutrie	3 rue du Buisson	100. 1 ^{er} Avril 1938.
Barré Arthur	22 rue des Sarrazins	70. Maintien, enfants peuvent aider.
Bauwens-Buysschaert	8 bis rue des Jasmins	Rejet. Dispose de ressources.
Bayve Veuve Vandenhende	63, rue Saint-Druon	75 au lieu de 50.
Beauchamp Veuve Grembert	32 rue Jacquemars Gielée	15. 16 Mars 1938.
Bernard Veuve, née D'Hennin	40 rue de Poids	Rejet. Enfants aident.
Blondel Julie	47 rue Edouard Delesalle	Rejet. Ressources suffisantes
Blondel Veuve, Varnier	Rue Lafayette 3, cour Derville	50. 1 ^{er} Mars 1938.
Boerez Benjamin	9 rue Broca	50. 1 ^{er} Janvier 1938.
Boerez femme Vandromme	9 rue Broca	50. 1 ^{er} Janvier 1938.
Bomble Emile	16 rue Magenta	50. 1 ^{er} Février 1938.
Borteele née Clerkens	10 allée du Fort	25. 1 ^{er} Mars 1938.
Botteldorn François	Allée de la Vieille Aventure 36	75 au lieu de 50.
Botteldorn, Vanderdonck	Allée de la Vieille Aventure 36	70 au lieu de 50.
Boulin Jean-Baptiste	14 rue Delezene	85. 16 Avril 1938.
Brisy Veuve Bataille	34, place aux Bleuets	100 au lieu de 60.
Bruneu Veuve, Hennion	Place Geneviève, 1, c. Dhaine.	75. 1 ^{er} Février 1938.
Bugeon Veuve, Contagny	Rue Eugène Jacquet, 17 allée Porcher	50 à 100.
Calimé Veuve, Hespel	49 rue Christophe Colomb	30. 16 Février 1938.
Chovaux née Mouche	28 rue Lamartine	100. 16 Avril 1938.
Claerbout, Van Alboom	37 rue Montaigne	Rejet. Ressources suffisantes
Cnudde Léon	175 rue d'Iéna	50. 1 ^{er} Mars 1938.
Colpaert Veuve, Pennel	Cité Philanthropique 263-264	75 au lieu de 50.
Compiègne Veuve, Lecaplin	242 rue Léon Gambetta	84. 16 Février 1938.
Coquerel Jules	19 bis rue de Roubaix	100. 16 Mars 1938.
Cousin Veuve, Delattre	274 rue des Bois Blancs	25. 1 ^{er} Avril 1938.
Cremmery, Lely	3 bis rue de Brigode	Supprimé, pas incurable.
Crozet Veuve, Doutrelon	30 rue de Roubaix	Rejet. Dispose de ressources.
Cuniqué Veuve, Leconte	150 rue d'Arras	50. 1 ^{er} Mars 1938.
Dambre Veuve, De Nève	47 rue Paul Bert	50. 1 ^{er} Mars 1938.
Deblaere, De Wachter	6 rue Van Dyck	25. 1 ^{er} Février 1938.
Debruycker Veuve Debruyne	1 rue de Bapaume	100. 1 ^{er} Février 1938.
Decarnin Veuve, Buys	7 rue du Port	75 au lieu de 50.
Degand Gustave	12 rue Lottin	50. 1 ^{er} Avril 1938.
Dehay, Lecocq	34 rue Meurein	100. 1 ^{er} Avril 1938.

Noms	Adresses	Propositions et point de départ de l'allocation
Delahaye Veuve, Deneuville	3 rue De Geyter	70. 1 ^{er} Avril 1938.
Delannoy Veuve Olivier	17 rue du Dieu de Marcq	75 au lieu de 50.
Delannoy, Deroover	Rue Emile Vandenberghe 18, cour Crusoe	100. 1 ^{er} Avril 1938.
Delezenne Arthur	31 rue Ducourouble	32. 1 ^{er} Mai 1938.
Delfolly Emilienne	104 bis rue Jeanne Hachette ..	50. 1 ^{er} Février 1938.
Delmarre Berthe	11 rue du Marché	100 au lieu de 60.
Deleos née Coutsiers	Rue des Meuniers, cour Delmar	100. Maintien.
Demey Veuve née Bouquet	Rue de Bailleul, cour Pau 18..	45. Maintien. Dispose de res- sources.
Deneuville, Vandepitte	217 cité Philanthropique	75. Maintien. Dispose de res- sources.
Denissel Louis	50 rue de Lens	50. 1 ^{er} Mars 1938.
Depraeter Veuve, Piessens	Rue Destailleurs 17, cour An- driès	35. 1 ^{er} Novembre 1937.
De Roeck, Van den Broucke	5 bis rue Destailleurs	50. 16 Février 1937.
Veuve de St-Estéban-Meunier ..	42 rue de l'Eglise Saint-Louis ..	75. 1 ^{er} Avril 1938.
Deslanguez Jules	25 rue Fombelle	90 au lieu de 75.
Desmazières Julienne	8 rue et cour des Sarrazins ..	50. 16 Février 1938.
Veuve Desmon-Lhommedieu ..	34 rue Manuel	20. 16 Mars 1938.
Desmon Alexandre	95 rue Caumartin	Maintien. 50. Ressources suffisantes.
Veuve Deville-Caroyer	14 rue de l'Hôpital Saint-Roch	50. 1 ^{er} Février 1938.
Veuve Drienne-Belley	38 rue Ratisbonne	Maintien. 50. Ressources suffisantes.
Veuve Discart Planchon	66 rue Boucher de Perthes	100. 16 Mars 1938.
Veuve Doudeyne Somers	21 rue Monge	25 au lieu de 50.
Veuve Dubois Delville	30 rue de l'Hôpital Saint-Roch	40. 1 ^{er} Janvier 1938.
Dumont Flore	15 rue de Wattignies	15. 1 ^{er} Mars 1938.
Dumont Valcke Louise	77 bis rue du Marché	100 au lieu de 50.
Veuve Dumoulin Houdart	96 rue de Douai	Radiation. Enfants aident.
Veuve Dupont Lehaire	44 rue du Long Pot	100. 16 Mars 1938.
Duponthieu Donnais	18 rue de l'Alma	75 au lieu de 50.
Veuve Dureux Tiéard	14 rue Eugène Jacquet, porte D.	Rejet. Ressources suffisantes
Veuve Dusart Déruelle	1 boulevard de Lorraine	50. 16 Mars 1938.
Duthoit Aunes	117 Cité Philanthropique	75. 1 ^{er} Février 1938.
Eneus Eugénie	122 rue Jules Guesde	100. 1 ^{er} Février 1938.
Faelens Emile	Porte d'Arras, baraquement 22.	100 au lieu de 50.
Fally Marie	42 rue d'Antin	90. 16 Mars 1938.
Ferrez Angèle	Quai de l'Ouest, Bateau Nème 5	Maintien 75. Vit en famille.
Flanquart Beriard	18 rue des Robleds	100. 16 Février 1938.
Veuve Florent Liéna	14 place Philippe de Girard ..	Rejet. Ressources suffisantes
Foucart Arthur	84 rue Ratisbonne	50. 16 Mars 1938.
Fournier Martin	74 Cité Philanthropique	80. 1 ^{er} Février 1938.
Foutry Marthe	41 bis rue de la Halle	100. 1 ^{er} Avril 1938.
Gaeremynck Deschamps	15 rue d'Eylau	100. 1 ^{er} Février 1938.
Galle Vanbésien	92 rue d'Austerlitz	85. 1 ^{er} Février 1938.
Gérard André	34 rue de Béthune	100. 16 Février 1938.
Glorieux Vande Steene	29 rue Jean Jaurès	100. 16 Janvier 1938.
Godfrin Jules	232 rue de Paris	100 16 Juin 1938.
Guilbert Le Roue	48 rue Gantois	50. 1 ^{er} Janvier 1938.
Guyse née Verhellen	31 rue Duguesclin	50. 1 ^{er} Février 1938.
Hageman née Breton	Rue de Fliers 13, impasse Menu	80. 1 ^{er} Avril 1938.

Noms	Adresses	Propositions et point de départ de l'allocation
Havez Paul	10 rue du Soleil Levant	50. 16 Mars 1938.
Havez née Ergo	10 rue du Soleil Levant	50. 16 Mars 1938.
Humblot Veuve Letellier	3 rue Mongolfier	50. 1 ^{er} Février 1938.
Ingelbrecht Veuve Lecour	Rue Jeanne Hachette, roulotte	100. 1 ^{er} Mai 1938.
Jenart Elisa	77, 79 rue Léon Gambetta	100. 16 Mars 1938.
Jot Hermance	16 rue du Curé Saint-Sauveur	50. 16 Mars 1938.
Knockaert Eugène	170 rue des Postes	Rejet. Aidé par enfants.
Loir Lachapelle Veuve Lherbier	29 rue Raspail	Rejet. Aidée par enfants.
Lallau née Vancaez	Rue Ratisbonne, impasse Colbert 3	100 au lieu de 50.
Lameire Veuve née Drubbel ..	40 rue Mirabeau	80. 1 ^{er} Février 1938.
Lanoy Paul	58 rue Malakoff	100. 16 Avril 1938.
Leclercq Veuve Tahon	15 rue Vantroyen	50. 1 ^{er} Avril 1938.
Lefebvre Veuve Ballot	51 rue de Douai	100. 1 ^{er} Mai 1938.
Lefèvre Corneille	170 rue des Postes, cour Bos 5	100. 1 ^{er} Mars 1938.
Lefrand Emilienne	47 rue Brûle-Maison	Rejet. 1 ^{er} Octobre 1938.
Lefrançois née Coupez	90 rue d'Austerlitz	100. 1 ^{er} Février 1938.
Lehoucq Veuve Labbe	Rue de Canteleu, cour Menu 8	Rejet. Ressources suffisantes
Lemaire Veuve Bouchery	36 rue Masséna	40. 16 Décembre.
Lemaire Georges	45 rue de Tourville	80 au lieu de 50.
Lenoir Veuve née Brande	230 rue Pierre Legrand	50. 1 ^{er} Avril 1938.
Léon Paul	7 rue Augereau	100. 1 ^{er} Avril 1938.
Leplat Alphonse Léon	69 rue d'Arcole	Rejet. Dispose de ressources
Libert Veuve née Deketelaere..	11 rue de la Tranquillité	75. 1 ^{er} Mars 1938.
Leplat Alphonse	10 place Sébastopol	65. 1 ^{er} Février 1938.
Liébart Richart	2 rue Duguesclin	Rejet. Ressources suffisantes
Maillard François	50 rue du Sabot	100. 1 ^{er} Mars 1938.
Marcq née Le Roi	194 rue Jeanne Hachette	100. 1 ^{er} Avril 1938.
Marcel Françoise	15 bis place Philippe de Girard	50. 1 ^{er} Février 1938.
Marescaux Veuve Spitaels	2 rue de l'Amiral Courbet	60. 1 ^{er} Mars 1938.
Marouze Maria	61 rue Saint-Sauveur	100. 1 ^{er} Mai 1938.
Martinache Henri	8 rue de la Paix d'Utrecht	75. 1 ^{er} Février 1938.
Métro Bastelier	14 rue Fombelle	40. 1 ^{er} Mars 1938.
Moudo François	36 rue d'Artois	Rejet. Enfants peuvent aider.
Moutet Félicia	62 boulevard Vauban	100 au lieu de 50.
Mothé Peuvrel Julienne	60 rue Pierre Legrand, villa Saint-Georges 11	50. 1 ^{er} Avril 1938.
Moulart Auguste	Rue Jeanne Hachette près 172	100. 1 ^{er} Mars 1938.
Veuve Pantenier Descatoire ..	27 rue La Fontaine	100. 16 Mars 1938.
Nerenhausen Bausch	Rue Jules Breton, cour Suffet 2	50. 1 ^{er} Mars 1938.
Veuve Pecqueur Borue	26 rue Degland	Rejet. Ressources suffisantes
Veuve Peirsegaele Van Ruyten..	5 rue Saint-Genois	Rejet. Ressources suffisantes
Persyn Hippolyte	Avenue Verhaeren, pavillon 8, appartement 154.	Rejet. Peut vendre ou hypothéquer propriété.
Persyn Cornet	Avenue Verhaeren, pavillon 8, appartement 154.	Rejet. Peut vendre ou hypothéquer propriété.
Place Denise	12 rue des Tours	Maintien. 52. Situation inchangée.
Potet Etienne	119 rue Nationale	75. 16 Juillet 1938.
Praizelin Marguerite	39 rue Nicolas Leblanc	Rejet. Aidée par son fils.
Ramette Jules	75 rue Gantois	Maintien 50. Ressources suffisantes.

Noms	Adresses	Propositions et point de départ de l'allocation
Ramette Lefebvre	75 rue Gantois	Maintien 50. Ressources suffisantes.
Racult Vanportal	4 rue des Augustins	84. 1 ^{er} Mai 1938.
Ruis François	56 rue de Flandre	100. 1 ^{er} Février 1938.
Veuve Rollin Delculerie	98 rue Gustave Delory	100. 1 ^{er} Juillet 1938.
Veuve Rotterdam Carron	30 rue Fontenoy	Rejet. Vit avec son fils.
Veuve Rychel Bachurska	44 rue de Poids	Maintien 100. Situation inchangée.
Ryngaert Auguste	10 rue d'Arcole	50. 16 Février 1938.
Six Jules	24 rue Fombelle	50. 16 Février 1938.
Soyez Edmond	25 Cité Philanthropique	Radiation. Ressources suffisantes.
Sueur Sentin	221 rue Pierre Legrand	25. 1 ^{er} Février 1938.
Veuve Tabary Harduin	51 rue de Flandre	Rejet. Ressources suffisantes
Testelin Angelina	52 rue Négrier	75. 1 ^{er} Janvier 1938.
Toupet Marcel	65 rue de Flandre	75. 1 ^{er} Mars 1938.
Vanbelle Alexandre	Rue d'Avesnes, cour Navarre 4	Rejet. Ressources suffisantes
Vanbelle Demeyer	Rue d'Avesnes, cour Navarre 4	Rejet. Ressources suffisantes
Veuve Vandeveld Delcroix	8 rue Desaugiers	Maintien 50. Enfants peuvent aider.
Vandeveld Latour	33 rue de Paix d'Utrecht	77. 1 ^{er} Février 1938.
Veuve Vandewynkel Rys	Rue de Wazemmes, Cité Philanthropique, 37	34. 16 Février 1938.
Vandroth Sauvage	2 bis rue Auguste Bonte	100. 1 ^{er} Mars 1938.
Vandurme Adrien	8 Sentier des Dondaines	100. 16 Février 1938.
Vanhecke Jules	189 rue des Postes	25. 1 ^{er} Mars 1938.
Vanleynseele Eugène	5 rue Mazagran	Maintien 50. Travaille.
Vansteenkiste Auguste	17 rue de l'Hôpital Saint-Roch 11	100. 1 ^{er} Décembre 1937.
Van Velthem Jean-Baptiste	7 rue de Bailleul	75. 1 ^{er} Juin 1938.
Veuve Vasseur Degeyter	33 rue d'Haubourdin	75 au lieu de 50.
Veuve Verhanck Geleyus	58 rue de la Justice, cour Palin	Maintien 50. Ressources suffisantes.
Vercruysse Claisse	116 rue Saint-Sauveur	Radiation. Ressources suffisantes.
Veuve Verdier Godart	19 rue de la Halle	100. 16 Juin 1938.
Veuve Verleyen Hurau	20 rue Magenta	50. Maintien, enfants aident
Veuve Vermelen Bouquillon	21 rue Barthélemy Delespaul ..	65. Maintien enfants aident.
Verschueren Sophie	16 rue Kuhlmann	20. 1 ^{er} Avril 1938.
Vicaud Leroy	251 rue du Faubourg des Postes	100. 1 ^{er} Avril 1938.
Veuve Watteuw Duellens	347 boulevard Victor Hugo	Maintien 50, enfants aident.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En application de la loi du 14 Juillet 1905, relative à l'Assistance obligatoire aux Vieillards, Infirmes et Incurables, nous avons l'honneur de vous communiquer des demandes d'hospitalisation.

Ces demandes ont été examinées d'abord par le Bureau d'Assistance puis par la Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques.

1^{re} PARTIE

N° 2027

Assistance aux
Vieillards,
Infirmes et
Incurables

Loi
du 14 Juillet 1905

Hospitalisation

Noms	Domicile
Bauwens Veuve Peyskens	21 rue de Madagascar.
Becquereau Charles	241 rue des Postes.
Buisine Jean-Baptiste	Rue de Flandre, cour Grolez 6.
Cantraine Désiré	8 rue Saint-Jacques.
Chombard Veuve Descamps ...	3 rue de Brigode.
Cornil Veuve Deroose	77 rue des Sarrazins.
Crespel née De Ghillage	23 rue des Vieux Murs.
Delhay, Veuve Phalempin	111 rue des Bois Blancs.
Demoooy Elisa	12 rue Augereau.
Desprez Adelaïde	38 rue Montaigne.
Dewailly Veuve Hanzelin	Rue du Magasin cour Brigode 23.
Deregnacourt, née Durieu	15 rue Fabricey.
Dhalluin Veuve née Lecœuche .	43 rue de l'Arc.
Dorémus Emile	7 quai de l'Ouest.
Duponchel Veuve Guillaume ..	59 rue du Marché.
Fally Marie	42 rue d'Antin.
Fera Emile	183 rue Léon Gambetta.
Franquart Louis	7 rue Copernic.
Gaston Alfred	36 rue Jean-Jacques Rousseau.
Ghienne Veuve Pluchart	10 place Vanhoenacker.
Gillis Léon	63 rue d'Austerlitz.
Godecauv Félix	5 place Catinat.
Gombert Louis	32 rue Léon Gambetta.
Hennion née Brodel	23 bis rue de la Monnaie.
Hollebêke Henri	Rue d'Esquermes cour Hourdian.
Hooghe Sophie	14 rue des Meuniers.
Jurion Paul	29 rue Képler.
Lagaisse Emile	Rue Degland, cour Warein 23.
Leroy Juliette	Rue de la Monnaie 12.
Leva Jules	Rue de Poids 51.
Maes Blanche	131 rue Royale.
Meurin Charles	Pavillon des Convalescents.
Moetjans, Veuve Ver Eecke	154 rue d'Artois.
Molin Veuve Martin	19 rue Mahieu.
Pineaud, née Someville	Hôpital de la Charité.
Schorey Oscar	Pavillon des Convalescents.
Soudan Jeanne	Pavillon des Convalescents.
Stoffel Florimond	9 rue d'Arcole.
Spriet Jérémie	28 rue des Robleds.
Suffys Veuve Cabuy	Rue de l'Hôpital Saint-Roch 16.

Noms	Domicile
Valcke Emile	Rue des Tours 8.
Van Oersdaele Coneim	Rue Pierre d'Oudegherts 12.
Van Laer Lucien	211 rue Hégel.
Verdonck François	11 rue Paul Lafargue.
Ver Eecke Auguste	35 rue Jules Guesde.
Villers Henri	19 chemin des Alouettes.
Bourgeois Yvonne	Asile des Cinq Plaies.
Delebassée Veuve née Boutillier	Hôpital des Cinq Plaies.
Six Agnès	Hôpital des Cinq Plaies.
Terrier Marie-Julienne	Hôpital des Cinq Plaies.

2^e PARTIE

Nom	Adresse	Domicile de secours
Gret Jean	Hôpital Saint-Sauveur ..	Etat.

Ces dossiers sont transmis à la Commission Cantonale pour décision.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2028

MESSIEURS,

Assistance aux
Vieillards,
Infirmes et
Incurables

Loi
du 14 Juillet 1905

Allocations
complémentaires

Nous avons l'honneur de vous communiquer des demandes formulées en application de la loi du 14 Juillet 1905, relatives à l'Assistance Obligatoire aux Vieillards, Infirmes et Incurables.

Ces demandes ont été examinées d'abord par le Bureau d'Assistance puis par votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques.

Admissions

Nous vous proposons d'admettre au bénéfice de l'article 20 bis de la Loi du 14 Juillet 1905 :

Bertier Veuve née Péliscier	103 rue de Wazemmes.
Chabrand Juliette	91 rue Jules Vallès.
Derache Achille	11 rue Mazagran.
Dumez Elie	Rue d'Arcole, cour 2.
Evens Eugénie	111 rue Gantois.
Leblanc Marius	200 rue Léon Gambetta.

Ces dossiers sont transmis à la Commission Cantonale pour décision.

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 2029

*Assistance
médicale gratuite*

*Loi du 14 Juillet
1893*

Votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, après examen de la liste établie par le Bureau d'Assistance, vous propose d'émettre un avis favorable à l'admission au bénéfice de la loi sur l'Assistance Médicale Gratuite les personnes suivantes présentant les conditions requises par la loi :

INDIGENTS ET ASSURÉS SOCIAUX INDIGENTS

Noms	Adresses	Domicile de secours	Caisses	Numéros
Antonini Francine	Armentières	Pas-de-Calais.		
Baudier Rose	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Bayol Hercule	Dunkerque	Etat.		
Bouvy Germaine	5, rue de Maubeuge	Aisne.	Départementale Lille	87.0203352.10
Breyne Urbain	La Madeleine	La Madeleine.	Interprofessionnelle Lille	96.5906104.2
Canivet Honoré	Rue Bayard, roulotte	Etat.		
Caron Marcel	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.	Agricole Lille	20.6204705.5
Cocq Zélie	25, rue du Faubourg de Roubaix	Pas-de-Calais.	Départementale du Pas-de-Calais	14.6208139.5
Creton Suzanne	15, place de la Gare	Gravelines.	Travail	17.6202046.10
Daronny Marthe	5, square Morisson	Pas-de-Calais.	Départementale Lille	19.5915434.7
Dedeystère Germaine	26, rue de la Barre	Nord.	La Famille	01.5923274.7
Delannoy Henri	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Desgrugilliers François ..	Sans domicile fixe	Nord.		
Devin Emile	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.	Agricole Lille	20.3702164.11
Dru Albert	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.	La Famille	19.0200705.3
Dupas Léandre	Sans domicile fixe	Dijon.	Caisse Primaire du Commerce Dijon	02.2100170.10
Dyka Anna	Sans domicile fixe	Etat.		
Fasquel Ernest	Sans domicile fixe	Nord.		
Friant Adolphe	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Gaspard Marie-Louise ...	132 ter, rue Solférino ...	Pas-de-Calais.	Départementale Lille	17.5909385.4 12.7511633.2
Ghaib Amar	137, rue Gustave Delory.	Etat.		
Janssens Romain	Sans domicile fixe	Nord.		
Jousseraud Marius	Sans domicile fixe	Etat.		
Kotot Justina	251, rue du Faubourg de Roubaix	Etat.		

Noms	Adresses	Domicile de secours	Caisses	Numéros
Klak Michel	53, rue du Vieux Faubourg	Etat.		
Kurasch Berthe	Hellemmes	Pas-de-Calais.	Caisse Départementale	20.5921344.10
Lakrouf Ali	Sans domicile fixe	Nord.	Caisse Départementale	06.5919147.4
Le Bouchl Pierre	Sans domicile fixe	Nord.		
Larange Lucienne	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	La Flandre Dunkerque	
Lenglain Paul	Rue d'Esquermes	Nord.		
Lepage Hectoria	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	Le Travail	17.5911568.6
Lerouge Edouard	Sans domicile fixe	Nord.		
Leuchart Louise	Lomme	Nord.	Société du Gaz	N° 546
Machowiak Sophie	4, rue Armand Carrel...	Waziers.	La Famille	22.5900945.2
Massabuan Gabriel	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Nowak Maria	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	Primaire Valenciennes	14.6210265.1
Olives Amédée	3, rue d'Artois	Etat.		
Pasck Maria	Sans domicile fixe	Pas-de-Calais.		15.5912508.5
Plays Marthe	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	Mutualité Lille	
Porquet Lucie, Veuve Her- baut	32, rue d'Esquermes	Pas-de-Calais.	Primaire Calais	07.6200270.1
Prévost Maxime	Houplines	Nord.		
Redon Florentine	188, rue Pierre Legrand.	Etat.		
Slobodianuk Nefody	Cobreux	Etat.	Agricole Lille	09.5951833.3
Sobczyk Bronislawa	Rue de Bruxelles, 2	Etat.	Caisse Départementale	18.5900922.2
Spillemaeker Emile	Wambrechies	Nord.	Agricole Lille	81.5990024.10
Tailleu Pierre	Rue de Douai, c. Briand, 4	Nord.		
Van Gethem Charles	Sans domicile fixe	Etat.		
Wagner Jacques	23, rue de Courtrai	Ministère de la Guerre.	Seine	19.7505036.12
Winberg Amélie	26 ter, rue du Maire An- dré	Etat.	Dépendance	17.5913512.7
Bailleul Julien	Rue d'Esquermes, Assis- tance Publique	La Madeleine.		
Baude Emile	Sans domicile fixe	Etat.	Caisse Départe- mentale Seine	90.7534269.6
Blicq Louis	Sans domicile fixe	Nord.		
Bouvier Abel	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Canfin Adéline	251, rue du Faubourg de Roubaix	Cysoing.		
Catbeau Augustin	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	Caisse Départe- mentale (La Mère)	14.5902639.1
Clairsin Aurélie	Boulevard Montebello.196	Pas-de-Calais.	La Famille	21.5915445.7
Cousin Cécile	19, rue des Fossés	Lambersart.		

Noms	Adresses	Domicile de secours	Caisses	Numéros
Créteur Léa	225, rue des Bois Blancs.	Etat.	Départementale Lille	09.5913287.5
Czubocka Ahafia	Sans domicile fixe	Etat.		
Dauges Yvette	50, rue Garibaldi	Templemars.	Caisse Départementale	17.5912788.5
Dhellemmes Jean-Marie ..	Rue d'Esquermes, Assis- tance Publique	Ascq.		
Drieux Pierre	Rue Fénelon, 18	Etat.		
Duleu Emile	Sans domicile fixe	Roubaix.	Mutualité Boulevard Vauban	93.5408091.7
Dupont Simone	251, rue du Faubourg de Roubaix	Dunkerque.	La Famille Dunkerquoise	19.5913224.2
Ferrant Marcel	Rue d'Esquermes, Assis- tance Publique	Lille (le père).	Départementale	10.6206962.4
Ferrant Roger	Rue d'Esquermes, Assis- tance Publique		Départementale	10.6206962.4
Foi Andréa	20, rue Sainte Anne	Etat.		
Gernez Eugène	Sans domicile fixe	Loiret.		
Goumain Françoise	4, place de Rihour	Nord.		
Langrand Georges	Sans domicile fixe	Etat.		
Legrand Pierre	23, rue de Courtrai	Ministère de la Guerre.		
Leroy Marcelle	Béthune	Pas-de-Calais.	Caisse Départementale	05.7527925.2
Liébar Rachel	132, rue des Postes	Wattignies.		
Mantel Yolande	67, rue de Douai	Saint-Omer.	La Famille Cambrai	14.59241837
Milon Léon	Sans domicile fixe	Etat.		
Mulot Désiré	Sans domicile fixe	Nord.	Caisse Départementale	86.7603891.10
Novac Walas Maria	25, rue du Faubourg de Roubaix	Etat.	Mutuelle	
Ryckebusch Paulette	99, rue Saint-Sauveur ...	Paris.	Agricole P.-d.-C.	05.320784.11
Sinet Jean	251, rue du Faubourg de Roubaix	Etat.		20.7500309.2
Stepien Kartarzyna	Auchy les Orchies	Nord.	Agricole Lille	11.5990870.3
Wojtas Katarina	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	Agricole Lille	17.5990309.5
Acoulou Jeanne	102, rue Jules Guesde ...	Pas-de-Calais.	Caisse Dépar- tementale Nord	05.590559.7
Andras René	23, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.	en cours	20.5990410.2
Bartier Camille	Ploegsteert (Belgique) ..	Etat.		
Bertrand Louis	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.	Agricole P.-de-C.	20.6290125.10
Brasseur Jules	22, rue Léon Gambetta ..	Etat.		
Brouquart Céline	99, rue Saint-Sauveur ...	Pas-de-Calais.		20.5921646.7
Chevalier Augusta	91, rue Boucher de Per- thes	Pas-de-Calais.		
Chaudépierre Colette	Sans domicile fixe	Paris.		
Delbecq femme Delaporte	181, rue de Paris	Nord.	Mutualité Nord	17.5911990.3
Delerive André	21, rue de Courtrai	Etat.		

Noms	Adresses	Domicile de secours	Caisses	Numéros
Delfosse François	Petite Forêt	Nord.	Départementale du Pas-de-Calais	21.6201607.11
Druon Georges	21, rue de Courtrai	Nord.		
Grauwin René	Sans domicile fixe	Etat.	Mutuelle Agricole (Ain)	22.0100759.3
Janssen Romain	Sans domicile fixe	Nord.		
Kohler Gerlinda	Rue Marais, 21	Ministère de la Justice.		
Laloux François	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.	La Famille Interprofes- sionnelle Agricole Marne Caisse Dépar- tementale Nord	20.5913257.9 08.5915234.12
Lallemant Félix	8 bis, rue Durnerin	Seine.		
Loridan Jeanne	16, rue du Becquerel	Nord.		
Maniette Germaine	43, quai Vauban	Nord.		
Mahier Octave	21, rue de Courtrai	Marne.	Caisse Dépar- tementale Nord	14.5926523.8
Majchrzak Antoinette ...	42, rue Lamartine	Nord.		
Mas Louis	Sans domicile fixe	Seine.	Interprofes- sionnelle Fourmies Le Travail	15.5916183.8 03.5912402.7
Manaves Anna	21, rue Marais	Ministère de la Justice.		
Nicaise Marie	Avenue du Peuple Belge.	Hautmont.	Le Travail Bassin Sambre et Meuse	20.5920028.11 04.5919186.9
Pollet Marie	116, rue de Cambrai	Nord.		
Porritt Marguerite	251, rue du Faubourg de Roubaix	Lille.	Caisse Départementale	97.7606268.4 06.6000790.10
Sauvage Michel	169, avenue de Dunker- que	Maubeuge.		
Scrive Zélia	62, rue des Meuniers	Etat.	Caisse Départementale	97.7606268.4 06.6000790.10
Sgard Fernand	Sans domicile fixe	Etat.		
Toubachi Hoëine	Halluin	Etat.	Interprofes- sionnelle Seine	21.75010893.3
Vanden Ede René	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Bault Maurice	22 rue Armand Barbès ..	Etat.	Interprofes- sionnelle Seine	21.75010893.3
Besnier Veuve Thibaut ..	254, rue Pierre Legrand ..	Nord.		
Bourchy Rose	72, rue Fontenoy	Ronchin.		
Boitel Edmond	21, rue de Courtrai	Etat.		
Billiet Yves	Sans domicile fixe	Etat.	Caisse Départementale	21.5924332.11
Boubet Clémence	26, rue Marais	Etat.		
Brodin Robert	23, rue de Courtrai	Etat.	La Famille Départementale du Nord	79.5905355.11 21.5907350.10
Caufin Adéline	231, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.		
Cauwet Honoré	Rue Bayard (roulotte) ..	Etat.	Escaudœuvres.	
Cavory Marguerite	16, rue Marais	Nord.		
Dauvet Raymonde	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	La Famille Départementale du Nord	79.5905355.11 21.5907350.10
Delannoy Marie	18, rue Brûle Maison	Marcq - en-Ba- rœul.		
Deroubaix Fernand	6, rue de Maubeuge	Pérenchies.	Escaudœuvres.	
Desvogne Marcelle	251, rue du Faubourg de Roubaix	Escaudœuvres.		

Noms	Adresses	Domicile de secours	Caisses	Numéros
Drolet Victor	Sans domicile fixe	Nord.		
Delashouwer Marcel	Aunay sous Lens	Etat.		97.1308699.2
Dochy Simone	95, rue d'Esquermes	Nord.		
Desmarquoy Louis	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.	Caisse Agricole Départementale	82.7529047.12
Dumoulin Zahin	Tourcoing	Seine.		
Dupuis Denise	21, rue Marais	Ministère de la Justice.		
Finet Simone	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.	Départementale	18.5911555.1
Foulon Yvonne	251, rue du Faubourg de Roubaix	Pas-de-Calais.	La Famille	18.5901065.2
Fournier Simone	2, rue des Bonnes Rappes	Pas-de-Calais.	Ruche familiale Boulogne-sur-mer	15.6201525.11
Garnotel Emile	Sans domicile fixe	Etat.		
Geslin Albert	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Glavieux Josette	251, rue du Faubourg de Roubaix	Etat.		
Guerrier Marcelline	98, rue de Tournai	Ille-et-Vilaine.		17.3501267.7
Guilbert Madeleine	Cassel	Nord.		
Guyot André	14, rue de la Clef	Etat.		
Hébert Jeanne	16, rue Marais	Denain.		
Hiest Joseph	Sans domicile fixe	Nord.		
Jacquemin Paul	21, rue de Courtrai	Ardennes.	Caisse Agricole Départementale du Nord	19.5920148.5
Korgut ép. Keneegna	40, rue Sainte-Catherine	Etat.	La Famille Douai	84.5905641.10
Lagache femme Lorilleux	251, rue du Faubourg de Roubaix	Nord.		15.5913342.2
Lascoux André	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Lefebvre André	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Lefever Philomène	251, rue du Faubourg de Roubaix			
Lepereq femme Gambier	Bateau « Artilleur »	Etat.	Caisse Bâtelière Paris	02.7543363.3
Lepers Jean	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Leroy Joseph	7, rue Eugène Jacquet ..	Nord.		
Rauwel Fernand	Comines	Nord.		
Scrive Zélia	62, rue des Meuniers	Etat.		
Smalben Jean	2, rue de la Convention.	Nord.	La Famille	08.5901703.4
Szymanski Wanda	17, boulev. Victor Hugo	Pas-de-Calais.		19.5908334.6
Turchi Tibaux	117, rue Gustave Delory.	Yonne.		
Touroute Jean	10, rue Magenta	Nord.		
Vallier Pierre	21, rue de Courtrai	Rhône.	Agricole du P.-d.-C.	21.6290271.12
Verbrugghe Gaston	Sans domicile fixe	Nord.		
Versluys Georges	26, rue des Bois Blancs..	Nord.		
Vermeersch ép. Herbaut..	38, rue Jules Guesde	Nord.		
Wagner Jacques	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		

Noms	Adresses	Domicile de secours	Caisses	Numéros
Wazniak Lucia	251, rue du Faubourg de Roubaix	Pas-de-Calais.	Caisse Départementale. Arras	16.5904749.3
Abraham Marie	19, rue du Curé Saint-Saint-Etienne	Pas-de-Calais.		
Deleneuville Yves	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Petit Victorine	Sans domicile fixe	Nord.		
Quaghebeur Aimé	Sans domicile fixe	Nord.		
Sinet Augusta	Sans domicile fixe	Etat.		
Delbart Gaston	Sans domicile fixe	Etat.		
Delfosse Almé	88, rue d'Austerlitz	Nord.		
Rabia Mohamed	Sans domicile fixe	Etat.		
Demard Thérèse	Armentières	Dunkerque.		
Desruelles Louise	3, place de Gand	Pas-de-Calais.	Interprofessionnelle	15.5904706.4
Vanhaecke Cyrille	21, rue de Courtrai	Ministère de la Justice.		
Werocy Ludwik	55, rue de Tournai	Nord.	Mutuelle Agricole Lille	98.5990270.7

Adopté.

RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 2030

MESSIEURS.

Hospice Comtesse

Fondation
Desmet

Deux lits dépendant de la Fondation Desmet sont actuellement vacants à l'Hospice Comtesse.

Lits vacants

Conformément aux causes testamentaires du legs, il appartient au Conseil Municipal de désigner les nouveaux titulaires.

Admission
Fouan et France

D'accord avec votre Commission de la Solidarité Sociale, de l'Alimentation et de l'Hygiène Publiques, nous vous prions de porter votre choix sur MM. Albert Fouan et Auguste France, qui sont dignes du plus grand intérêt.

Adopté.

La séance est levée à vingt heures quarante-cinq.

C. Saint-Pierre

J. Bataille

C. Meunier

P. Lemaire

J. Borel

P. Lanthier

H. Lamy

B. Borel

L. Leroy

C. Lemaire

J. Borel

J. Martin

L. Borel

C. Borel

M. Borel

A. Lemaire

D. Hoochke

L. Borel

A. Lamy

J. Borel

J. Borel

J. Borel

J. Borel

G. Willey

J. Borel

2 juin 1938

2-6-38

